JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression française ... 1 an 6 mois		
Ordinaire 1.300 frs 800 frs		La ligne 80 frs
Avion 3.300 frs 1.700 frs		minimum 250 frs
Etranger 1 an 6 mois	Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891	Chaque annonce répétée : moitié prix :
Ordinaire 1.600 frs 900 frs	Téléphone : 37-18 — LOME.	minimum 250 frs
Avion 3.750 frs 2.300 frs	Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.	Direction, Rédaction et Administration :
Prix du numéro	Les abonnements et annonces sont payables d'avance.	Cabinet du Président de la République
Au comptant à l'imprimerie : 75 frs Par porteur ou par poste : Togo, France et autres Pays d'expression française 90 frs Etranger : Port en sus.		Téléphone : 27-01 — LOME

SOMMAIRE

LOIS

1963

- 17 juillet — Loi n° 63-7 portant statut général des personnels militaires de l'Armée Nationale Togolaise 523
- 20 juillet — Loi n° 63-8 portant modification de la loi n° 62-1 du 5 janvier 1962 (Loi de Finances pour l'exercice 1962) 530
- 20 juillet — Loi n° 63-9 portant modification de la loi n° 62-1 du 5 janvier 1962 (loi de Finances pour l'exercice 1962), modifiée par la loi n° 62-15 du 23 juillet 1962 (1^{er} collectif), les ordonnances n° 63-4 et 63-25 des 31 janvier et 4 mai 1963 (2^e et 3^e collectifs) 531

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

1963

- 20 juillet — Décret n° 63-87 portant approbation du budget de la caisse d'épargne du Togo, exercice 1963 532
- 22 juillet — Décret n° 63-88 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Sokodé, exercice 1962 533

- 22 juillet — Décret n° 63-89 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Klouto, exercice 1962 534
- 22 juillet — Décret n° 63-90 portant approbation du compte administratif de la circonscription d'Anécho, exercice 1962 534
- 22 juillet — Décret n° 63-91 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Tabligbo, exercice 1962 534
- 22 juillet — Décret n° 63-92 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Sokodé, exercice 1963 534
- 22 juillet — Décret n° 63-93 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Tabligbo, exercice 1963 534
- 22 juillet — Décret n° 63-94 portant approbation du budget additionnel de la circonscription d'Anécho, exercice 1963 534
- 22 juillet — Décret n° 63-95 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Klouto, exercice 1963 534
- 24 juillet — Décret n° 63-96 portant nomination dans l'Ordre du Mono 533
- 27 juillet — Décret n° 63-97 portant modification du décret n° 63-57 du 22 mai 1963 fixant provisoirement la situation financière des fonctionnaires togolais tributaires de l'ex-Caisse de Retraites de la France d'Outre-Mer, retraités avant le 1^{er} janvier 1962 533
- Arrêtés et décisions portant nominations, engagements, réinstallation de chefs de canton, autorisations d'ouverture de dépôts de médicaments et arrêté rapportant un précédent arrêté portant affectation 534

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté et décision portant promotion et fixation d'indices de solde 536

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1963

24 juillet — Arrêté interministériel n° 15/INT/MFEP/MF portant approbation du compte administratif de la commune de Palimé, exercice 1962 536

24 juillet — Arrêté interministériel n° 16/INT/MFEP/MF portant approbation du budget additionnel de la commune de Palimé, exercice 1963 .. 537

24 juillet — Arrêté interministériel n° 17/INT/MF portant annulation et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Nuatja, exercice 1963 537

29 juillet — Arrêté n° 52/INT portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la commune de Tsévié, exercice 1963 537

Décision portant affectation 537

VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

Décision n° 322-D/MF/F du 23 juillet 1963 portant augmentation de capital du « Crédit du Togo », 537

Décision n° 324-D/MFEP/MF/F du 23 juillet 1963 portant autorisation de paiement par virement au profit de M. le secrétaire général de l'Union Internationale des Télécommunications (U.I.T.), Palais Wilson à Genève (Suisse) 538

Décision n° 329-D/MFEP/MF/F du 25 juillet 1963 portant autorisation de paiement au profit de l'Union des Radiodiffusions et Télévisions Africaines dite : « U.R.T.N.A. » 538

Décision n° 332-D/VP/MFEP/MF/FA du 29 juillet 1963 portant autorisation de paiement à M. Hurlé Joachim, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République togolaise en France 538

Arrêté n° 148/MFEP/MF/F du 25 juillet 1963 portant autorisation de remboursement au profit de la Société Union Electrique d'Outre-Mer .. 538

Arrêtés portant remboursement, octroi d'allocations familiales, concession de pension et approbation de rôles 538

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1963

15 juillet — Arrêté n° 29/MTP/TP portant modification de l'arrêté n° 1/MTP/TP du 4 janvier 1963 portant autorisation d'un dépôt d'hydrocarbures de 1^{re} classe au comité du dépôt d'hydrocarbures du Togo — BP CFDPA MOBIL-OIL — Shell — TEXACO 543

16 juillet — Arrêté n° 30/MTP/TP portant fixation des prix de vente de l'énergie électrique à Palimé 544

29 juillet — Décision n° 323-D/MTP/PT portant ouverture d'une cabine téléphonique à Kouméa (circonscription de Lama-Kara) 544

29 juillet — Décision n° 324-D/MTP/PT portant ouverture d'une cabine téléphonique à Davié (circonscription de Tsévié) 546

Décisions portant nominations, engagement, avancement d'échelle, affectations, mutations, constatation d'absence et octroi d'indemnités pour heures supplémentaires 548

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décisions portant engagements et arrêté rapportant un précédent arrêté désignant le collège des assesseurs près la Cour d'Assises du Togo pour l'année 1963 549

MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Décisions portant nominations et affectations 550

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Décision portant acceptation de démission et rectificatif à une précédente décision portant affectation 550

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1963

30 juillet — Arrêté n° 9/MEN portant autorisation d'ouverture d'une école primaire privée à Bassari 550

23 juillet — Décision n° 66-D/MEN fixant la liste des candidats admis au concours d'entrée en sixième des établissements secondaires du Togo 551

Décisions portant engagement, autorisation d'enseigner, chargeant de cours de spécialités des fonctionnaires de l'enseignement du second degré et assimilés et additif à une précédente décision chargeant de cours de spécialités des fonctionnaires de l'enseignement du second degré et assimilés 550

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant réintégration, nominations, titularisations, passages automatiques d'échelon, engagements, régularisation de situations administratives, affectations, mutations, constatation d'absence, maintien et mise en disponibilité, détachement, cessations de fonctions, admission à la retraite et additifs à de précédents arrêtés et décisions portant titularisation et passages automatiques d'échelon 561

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Décisions portant affectations 568

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Alimentation en eau potable de la ville d'Aného 570

Conservation de la propriété foncière (Avis de bornage) .. 569

LOIS**LOI N° 63-7 du 17 juillet 1963 portant statut général des personnels militaires de l'Armée nationale togolaise.**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I*Dispositions générales***CHAPITRE I***Du champ d'application du statut*

Article premier. — La présente loi a pour objet de définir les dispositions statutaires régissant l'ensemble des personnels militaires de l'Armée nationale togolaise.

Art. 2. — Compte tenu du caractère particulier de la fonction militaire, des devoirs, missions, obligations et restrictions de droit qu'elle comporte, le statut général de la fonction publique ne lui est pas applicable, sauf dispositions expresses de la présente loi.

Art. 3. — Ces dispositions statutaires ne sont pas applicables aux personnels civils éventuellement employés par l'Armée, non plus qu'aux fonctionnaires des administrations, services et établissements publics de l'Etat, éventuellement détachés à sa disposition.

Art. 4. — Les modalités d'application du statut sont fixées en tant que de besoin, par décrets pris en conseil des ministres.

Art. 5. — Les personnels militaires sont vis à vis de l'Etat dans une situation statutaire précisée comme suit :

— La condition de l'officier est définie par l'état des officiers faisant l'objet du titre 2 de la présente loi.

— La condition des militaires non officiers est définie :

1° — Par le statut des sous-officiers faisant l'objet du titre 3 de la présente loi.

2° — Par le statut des hommes de troupe faisant l'objet du titre 4 de la présente loi.

Art. 6. — Le présent statut est applicable au personnel de la gendarmerie nationale togolaise, (gendarmerie territoriale et gendarmerie mobile) sauf dérogations prévues par les textes particuliers qui réglementent l'organisation et l'administration du corps de la gendarmerie nationale togolaise.

CHAPITRE 2*Des devoirs et droits des personnels militaires**Section 1 — Dispositions générales*

Art. 7. — Les personnels militaires, à quelque échelon de la hiérarchie qu'ils appartiennent, sont au service de la nation et du gouvernement, choisi conformément à la constitution de la République.

Chacun d'entre eux est personnellement responsable des missions qui lui sont confiées.

Section 2 — Dispositions portant obligations et devoirs

Art. 8. — Les personnels militaires sont soumis en permanence aux règles suivantes :

1° — Ils sont considérés comme étant constamment en service et peuvent être appelés à exercer leurs fonctions de jour comme de nuit et au delà des limites fixées pour la durée normale du travail, sans autre compensation que des repos, si les besoins du service le permettent.

2° — Ils sont liés par l'obligation de discrétion en tout ce qui concerne les faits et informations dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

3° — Toute faute commise dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, les expose à une sanction disciplinaire sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par la loi pénale.

4° — Ils sont tenus d'observer les règles individuelles que leur impose l'état militaire en matière de conduite et de tenue.

5° — Ils ne peuvent contracter mariage, que s'ils ont obtenu l'autorisation préalable écrite de leurs chefs.

6° — Ils sont astreints au port d'un uniforme dont la description et la composition sont fixées par décret.

Section 3 — Dispositions portant interdiction ou restriction de droits.

Art. 9. — Les personnels militaires sont soumis en permanence aux règles suivantes :

1° — Il leur est interdit d'exercer personnellement, à titre professionnel, une activité lucrative.

2° — Les épouses de militaires ne peuvent exercer une activité de nature à jeter le discrédit sur leur fonction ou à créer une situation préjudiciable à celle-ci. L'autorisation du chef de corps ou de service est dans tous les cas indispensable.

3° — Il leur est interdit de solliciter, provoquer ou accepter des interventions des personnalités civiles.

4° — Il leur est interdit de publier des écrits ou de prendre la parole en public, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de leurs chefs.

5° — Il leur est interdit de créer des organisations ou associations sauf celle à but mutualiste ou sportif. Dans ces deux derniers cas, l'autorisation du ministre de la défense nationale est nécessaire. Ils ne peuvent faire partie d'organisations ou associations ou prendre part à des souscriptions ayant d'autres buts que charitables sans l'autorisation écrite de leurs chefs.

6° — Ils sont électeurs mais ne sont pas éligibles. Il leur est interdit par suite de briguer un mandat électif.

7° — Il leur est interdit de faire partie de syndicats ou groupements constitués pour soutenir des revendications d'ordre professionnel ou politique.

8° — Ils n'ont pas le droit de grève.

9° — Ils ne peuvent revêtir la tenue civile que lorsqu'ils y sont autorisés par leurs chefs, ou par des dispositions réglementaires.

10° — Ils n'ont pas le droit d'assister en tenue militaire à des réunions à caractère électoral ou politique.

CHAPITRE 3

Des garanties matérielles et morales des personnels militaires

Art. 10. — Eu égard aux sujétions et devoirs particuliers, ainsi qu'aux restrictions de droit qu'impose leur état, les personnels militaires bénéficient de garanties légales en ce qui concerne leur situation matérielle et morale.

Art. 11. — Les militaires sont soumis aux règles de droit définies par la loi, qu'il s'agisse de la constatation des divers actes de la vie civile, ou de la jouissance et de l'exercice des droits privés.

Ils peuvent également utiliser sans qu'une autorisation quelconque soit nécessaire, les voies de droit que la loi met à la disposition de tous, pour la défense des intérêts individuels.

Un militaire peut aussi intenter, comme un simple particulier, toutes actions en justice, qu'elles soient civiles, pénales ou administratives, pour défendre, en quelque domaine que ce soit, tous droits et intérêts qui lui sont propres.

Art. 12. — La condition matérielle des personnels militaires comporte une rémunération en deniers et des avantages en nature.

Le montant de la solde est fixé, pour chaque grade, de façon impersonnelle, sans considération du travail effectif ou du zèle de chaque intéressé.

Les avantages en nature comprennent :

— La fourniture gratuite des effets militaires d'habillement.

— Le droit aux soins gratuits pour les militaires et les membres de leur famille.

— Le droit au logement gratuit.

Art. 13. — Les permissions ne constituent jamais un droit.

Tout militaire servant au delà de la durée légale, peut bénéficier de trente jours de permission par an. Ces permissions peuvent être cumulées d'une année à l'autre dans la limite de trois années.

Tout militaire servant *pendant la durée légale*, peut bénéficier de douze jours de permission par an.

Les dites permissions sont accordées selon les nécessités du service par les chefs de corps ou de service.

Des permissions exceptionnelles peuvent être accordées par les chefs de corps dans des conditions qui seront fixées par décret.

Les absences dont la durée excède trente jours, sont autorisées sous forme de congés. Ces congés peuvent

être accordés pour des motifs divers (raisons personnelles, maladie, etc...) avec ou sans solde, selon leur caractère. M

Le ministre de la défense nationale est seul habilité pour accorder les congés.

Art. 14. — Les décisions administratives, qui menacent les intérêts de carrière des personnels militaires, peuvent faire l'objet, en vue d'obtenir leur réformation, soit de recours gracieux, soit de recours contentieux, soit des deux successivement.

Les recours gracieux, permettent d'essayer d'obtenir de l'administration elle-même, sans intenter un véritable procès, la suppression ou la modification de l'acte qui fait grief.

Les recours contentieux doivent avoir obligatoirement pour base, une violation du droit et concernent des décisions administratives exécutoires.

Ils sont portés devant la juridiction administrative compétente.

Art. 15. — Les personnels militaires qui pourraient être personnellement l'objet de la part de tiers, d'outrages, de diffamation, de violence ou d'injures caractérisées, ont à leur disposition le droit de poursuite devant les tribunaux répressifs, conformément aux dispositions du code pénal.

Art. 16. — En cas de départ d'un officier, d'un sous-officier, d'un homme de troupe servant au delà de la durée légale, avant qu'il n'ait droit à une retraite proportionnelle, les retenues pour pension déjà effectuées peuvent être reversées sur demande des intéressés.

TITRE 2

Etat des officiers de l'Armée nationale togolaise

CHAPITRE 1

Du grade

Art. 17. — Le grade est conféré par le Président de la République sur proposition du ministre de la défense nationale et constitue l'état de l'officier. L'officier ne peut le perdre que par l'une des causes suivantes :

1° — Démission acceptée par le Président de la République.

2° — Perte de la qualité de citoyen togolais prononcée par jugement.

3° — Condamnation à une peine afflictive ou infamante.

4° — Condamnation à une peine correctionnelle d'emprisonnement.

Indépendamment des quatre paragraphes ci-dessus visés, la destitution pourra être prononcée dans les cas suivants :

1° — A l'égard de l'officier en activité pour absence illégale de son corps après un mois.

2° — A l'égard de l'officier en activité, ou en non activité, pour résidence hors du territoire de la République, après quinze jours d'absence, sans l'autorisation du Président de la République.

CHAPITRE 2

Des positions de l'officier

Art. 18. — Les positions de l'officier sont :

- L'activité.
- La non activité.
- La réforme.
- La retraite.

Section 1 — De l'activité

Art. 19. — L'activité est la position de l'officier appartenant à l'un des cadres constitutifs de l'armée, pourvu d'emploi et de l'officier hors cadres employé temporairement à un service spécial ou à une mission.

Section 2 — De la non activité

Art. 20. — L'officier en activité ne peut être mis en non activité que pour l'une des causes ci-après :

- Suppression d'emploi
- Infirmités temporaires

Art. 21. — La mise en non activité par suppression d'emploi a lieu par décision du Président de la République sur le rapport du ministre de la défense nationale.

Le temps passé, par l'officier en non activité, est compté comme service effectif pour les droits à l'avancement, au commandement, à la réforme et à la retraite.

Art. 22. — La mise en non activité pour infirmités temporaires est prononcée par le Président de la République sur le rapport du ministre de la défense nationale, après proposition d'une commission de réforme.

Sont proposés pour la mise en non activité temporaire les officiers qui, par suite d'infirmités ou de maladie, imputables ou non au service, sont demeurés au moins six mois consécutifs sans assurer leur service.

Le temps passé par eux en non activité leur est compté comme service effectif pour les droits à l'avancement, au commandement, à la réforme et à la retraite, si les infirmités ou la maladie sont imputables au service.

Le même temps n'est compté comme service effectif que pour la réforme et la retraite, si les infirmités ou la maladie ne sont pas imputables au service.

Art. 23. — La mise en non activité, tant pour suppression d'emploi que pour infirmités temporaires, est prononcée pour une période d'un an, renouvelable le cas échéant :

1° — Par décision du Président de la République, sur le rapport du ministre de la défense nationale après proposition d'une commission de réforme dans le cas de non activité pour infirmités temporaires.

2° — Par le Président de la République, sur le rapport du ministre de la défense nationale dans le cas de non activité pour suppression d'emploi.

Art. 24. — Les officiers placés en non activité, en fonction des dispositions de l'article 20, sont susceptibles d'être remis en activité sans toutefois que la situation de non activité puisse se prolonger ou delà de trois ans.

Passé ce délai, l'officier est obligatoirement placé dans l'une des trois positions suivantes :

- Remis en activité
- Admis à faire valoir ses droits à la retraite s'il remplit les conditions requises.
- Réformé définitivement.

Art. 25. — L'officier en non activité pour infirmités temporaires ou pour suppression d'emploi perçoit la demi solde nette afférente à son grade, et la totalité des prestations à caractère familial auxquelles il peut prétendre.

Section 3 — De la réforme

Art. 26. — La réforme est la position de l'officier qui, n'étant pas susceptible d'être rappelé à l'activité, n'a pas de droits acquis à la pension de retraite.

Art. 27. — La réforme pour être prononcée :

- 1° — Pour infirmités incurables.
- 2° — Par mesure de discipline.

Art. 28. — La réforme pour infirmités incurables est prononcée par décision du Président de la République, sur le rapport du ministre de la défense nationale, après proposition de la commission de réforme.

Cette réforme entraîne l'attribution d'une pension dont le taux est proposé par la commission de réforme, dans le seul cas d'imputabilité au service.

Art. 29. — La réforme par mesure de discipline est prononcée par décision du Président de la République, sur le rapport du ministre de la défense nationale, conformément à l'avis d'un conseil d'enquête pour les motifs ci-après :

- Inconduite habituelle.
- Faute grave dans le service ou contre la discipline.
- Faute contre l'honneur.

Cette réforme exclut formellement toute attribution d'une pension si l'intéressé n'a pas effectué quinze ans de services effectifs considérés comme tels.

Section 4 — De la retraite

Art. 30. — La retraite est la position définitive de l'officier rendu à la vie civile et admis à jouissance d'une pension de retraite.

CHAPITRE 3

Du recrutement des officiers

Art. 31. — Le recrutement des officiers est assuré dans les conditions suivantes :

1° — Par transfert à l'Armée togolaise d'officiers togolais servant précédemment dans une armée étrangère.

2° — Par nomination d'élèves-officiers provenant des écoles agréées par le gouvernement et ayant satisfait aux examens de sortie.

3° — Par promotion de sous-officiers détenant le grade d'adjudant-chef ou d'adjudant, et remplissant certaines conditions d'âge, de niveau d'instruction, de capacités professionnelles, de moralité et de sens patriotique. Ce mode de recrutement conservant toujours un caractère restreint en temps de paix est limité à trois dixièmes des nominations au grade de sous-lieutenant.

Nul ne peut être nommé officier s'il ne possède la citoyenneté togolaise et un niveau intellectuel suffisant

CHAPITRE 4

De l'avancement des officiers

Art. 32. — La hiérarchie des officiers de l'Armée nationale togolaise s'établit comme suit :

— Général.	— Capitaine.
— Colonel.	— Lieutenant.
— Lieutenant-Colonel.	— Sous-Lieutenant.
— Commandant.	

CHAPITRE 5

Section 2 — Des conditions d'avancement

Art. 33. — Les sous-lieutenants sont promus automatiquement au grade de lieutenant après avoir servi deux ans dans le grade de sous-lieutenant de l'armée active.

Art. 34. — Les nominations au grade de capitaine sont faites partie au choix, partie à l'ancienneté dans la proportion de :

- 1° — 1/3 au choix.
- 2° — 2/3 à l'ancienneté.

Art. 35. — Tous les autres grades sont donnés uniquement au choix.

Art. 36. — Nul ne peut être capitaine s'il n'a pas servi au moins trois ans dans le grade de lieutenant.

Art. 37. — Nul ne peut être commandant s'il n'a servi au moins cinq ans dans le grade de capitaine.

Art. 38. — Nul ne peut être lieutenant-colonel s'il n'a servi au moins quatre ans dans le grade de commandant.

Art. 39. — Les nominations au grade de colonel et de général sont laissées à la seule appréciation du Président de la République en fonction des nécessités du service et des emplois à pourvoir, sur proposition du ministre de la défense nationale.

Art. 40. — Les nominations dans les grades de capitaine et commandant sont subordonnées aux conditions suivantes :

1° — Pour le grade de capitaine, avoir exercé deux ans de commandement effectif dans la troupe, comme lieutenant, et avoir fait preuve de sens patriotique et de civisme ;

2° — Pour le grade de commandant, avoir exercé deux ans de commandement effectif dans la troupe, et avoir fait preuve de sens patriotique et de civisme ;

3° — Le temps passé au commandement effectif d'une compagnie, pour les lieutenants, d'un bataillon pour les capitaines, est pris en considération et tenu pour valable.

Il ne pourra être dérogé pour quelque motif que ce soit aux prescriptions du présent article.

Art. 41. — Toutes les nominations d'officiers seront immédiatement rendues publiques par voie d'insertion au *Journal officiel*.

Section 3 — Des limites d'âge

Art. 42. — Les limites d'âge des officiers en service dans l'Armée nationale togolaise sont les suivantes :

— Général	58 ans
— Colonel	57 ans
— Lieutenant-colonel	56 ans
— Commandant	54 ans
— Capitaine	53 ans
— Lieutenant — Sous-lieutenant	52 ans

CHAPITRE 5

De la solde de l'officier

Art. 43. — La solde se compose :

1° — D'allocations permanentes représentant la rémunération de base des officiers.

2° — D'allocations diverses allouées pour tenir compte de certains frais ou destinées à rémunérer l'exercice de fonctions spéciales, de travaux de nature exceptionnelle, et d'une manière générale à compenser les devoirs particuliers et restrictions de droit qu'impose l'état des militaires.

Art. 44. — Les règles d'attribution des différentes allocations visées à l'article 43 ci-dessus sont définies en fonction :

1° — D'une échelle indiciaire de solde basée sur le grade et l'ancienneté de service.

2° — De la position militaire.

3° — De la situation de famille.

L'échelle indiciaire applicable aux officiers en service dans l'Armée nationale togolaise doit tenir compte des critères ci-après :

Grades	Echelons	Conditions d'accès
— Sous-Lieutenant ou assimilé	1 ^{er}	Avant 3 ans de services
	2 ^e	Après 3 ans de services
— Lieutenant ou assimilé	1 ^{er}	Avant 3 ans de grade
	2 ^e	Après 3 ans de grade ou après 5 ans de services
	3 ^e	Après 5 ans de grade ou après 7 ans de services
	4 ^e	Après 8 ans de grade ou après 3 ans de grade et 8 ans de services
— Capitaine ou assimilé	1 ^{er}	Avant 3 ans de grade
	2 ^e	Après 3 ans de grade ou après 9 ans de services
	3 ^e	Après 6 ans de grade ou après 12 ans de services
	4 ^e	Après 9 ans de grade ou après 3 ans de grade et 15 ans de services
	5 ^e	Après 12 ans de grade ou après 5 ans de grade et 18 ans de services
— Commandant ou assimilé	1 ^{er}	Avant 3 ans de grade
	2 ^e	Après 3 ans de grade ou après 15 ans de services
	3 ^e	Après 6 ans de grade ou après 18 ans de services
	4 ^e	Après 9 ans de grade ou après 2 ans de grade et 23 ans de services
— Lieutenant-Colonel ou assimilé	Unique	—
— Colonel ou assimilé	Unique	—
— Général		Conditions fixées par instructions particulières

Art. 45. — Le régime des prestations à caractère familial est celui en vigueur dans la fonction publique togolaise.

TITRE 3

Statut des sous-officiers

CHAPITRE I — Du grade

Art. 46. — La hiérarchie des sous-officiers s'établit comme suit :

- Adjudant-chef
- Adjudant
- Sergent-chef et sergent-major
- Sergent

Dans la gendarmerie, les appellations de gendarme de 2^e classe remplacent celles de caporal ou de caporal-chef.

Pour le droit au commandement, les gendarmes de 2^e classe sont assimilés à maréchal des logis et portent les insignes de ce dernier grade.

L'appellation de gendarme de 1^{re} classe remplace celle des sergents et l'appellation de maréchal des logis-chef celle de sergent-chef.

Art. 47. Le grade est conféré par le ministre de la défense nationale. Le sous-officier ne peut le perdre que pour l'une des causes suivantes :

- 1^o — Perte de la citoyenneté togolaise prononcée par jugement;
- 2^o — Condamnation à une peine afflictive ou infamante.
- 3^o — Condamnation à une peine correctionnelle d'emprisonnement.

CHAPITRE 2

Des positions du sous-officier

Art. 48. — Les positions du sous-officier sont les suivantes :

- L'activité
- La réforme
- La non activité
- La retraite

Section 1 — De l'activité

Art. 49. — L'activité est la position du sous-officier appartenant à l'un des cadres constitutifs de l'Armée, pourvu d'emploi et du sous-officier hors cadres employé temporairement à un service spécial ou à une mission.

Section 2 — De la non-activité

Art. 50. — La non activité est la position du sous-officier sans emploi. Elle peut être prononcée :

- Pour infirmités temporaires
- Par mesure de discipline.

Art. 51. — La non activité pour infirmités temporaires est prononcée par le ministre de la défense nationale statuant sur la proposition d'une commission de réforme.

Les modalités d'application en sont les mêmes que celles prévues au statut des officiers, aux articles 22-23-24-25.

Art. 52. — La non activité par mesure de discipline est prononcée par le ministre de la défense nationale après avis d'un conseil d'enquête. Le ministre en fixe la durée. Elle peut être prononcée plusieurs fois à l'égard du même sous-officier.

Art. 53. — Le temps passé en non activité par mesure de discipline est interruptif de tous droits, y compris solde et retraite.

Section 3 — De la réforme

Art. 54. — La réforme est la position du sous-officier qui, n'ayant pas acquis des droits à une pension proportionnelle, n'est plus susceptible d'être rappelé à l'activité.

Art. 55. — La réforme peut être prononcée :

- Pour infirmités incurables
- Par mesure de discipline.

Art. 56. — La réforme pour infirmités incurables ou par mesure de discipline est prononcée par le ministre de la défense nationale.

Les modalités d'application en sont les mêmes que celles prévues au statut des officiers, aux articles 28 et 29.

Section 4 — De la retraite

Art. 57. — La retraite est la position définitive du sous-officier rendu à la vie civile et admis à la jouissance d'une pension de retraite.

Elle peut être demandée par l'intéressé dès qu'il a acquis des droits à une pension proportionnelle.

CHAPITRE 3

De recrutement des sous-officiers

Art. 58. — Les sous-officiers sont recrutés :

1° — Par transfert à l'Armée nationale togolaise de sous-officiers togolais servant précédemment dans une armée étrangère.

2° — Parmi les caporaux ou caporaux-chefs ayant obtenu un certificat d'aptitude n° 2 ou diplôme assimilé consacrant toutes capacités professionnelles et comptant plus de deux ans de grade.

Art. 59. — Les sous-officiers sont liés par contrats successifs de un, deux ou trois ans.

Art. 60. — 1° — Les contrats souscrits par les sous-officiers avant quinze ans de services sont normalement renouvelés sur demande présentée par l'intéressé et acceptée par le chef de corps, après avis d'un conseil de corps composé comme suit :

— L'officier le plus ancien en grade après le chef de corps ;

— Un médecin militaire ou un médecin conventionné à cet effet ;

— Un commandant d'unité, autre que celui de l'intéressé ;

— Deux officiers du corps.

2° — Dans le cas où le chef de corps n'accepterait pas le renouvellement du contrat, le dossier de candidature sera obligatoirement transmis au chef d'Etat-Major de la défense nationale pour décision.

Art. 61. — 1° — Les sous-officiers sont normalement admis à faire valoir leurs droits à retraite proportionnelle à quinze ans de services accomplis.

2° — Ils peuvent être autorisés à servir au delà de quinze ans par contrats successifs d'une validité de deux ans, dans la limite de vingt cinq années.

3° — De tels rengagements ne peuvent être accordés que si les conditions suivantes sont remplies :

— être apte physiquement,

— être bien noté,

— avoir fait l'objet d'un avis favorable d'une commission consultative composée comme suit :

— L'officier de l'Armée nationale le plus ancien après le chef d'Etat-Major.

— Un médecin militaire ou un médecin conventionné à cet effet.

— Un officier d'un corps autre que celui d'appartenance de l'intéressé.

— Deux officiers.

4° — Les propositions de la commission, même défavorables, sont soumises, après avis du chef de corps, au chef d'Etat-Major de la défense nationale qui prend la décision.

Art. 62. — Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux militaires de la gendarmerie.

Les modalités de leur recrutement sont fixées par les textes particuliers mentionnés à l'article 6.

CHAPITRE 4

De l'avancement des sous-officiers

Art. 63. — L'avancement en grade des sous-officiers a lieu uniquement au choix, par inscription, chaque année, à un tableau d'avancement arrêté par le ministre de la défense nationale.

Art. 64. — Les sergents ne peuvent être proposés pour le grade de sergent-chef s'ils ne comptent quatre ans de services dans leur grade.

Cette ancienneté est réduite à trois ans si les intéressés sont titulaires du certificat d'aptitude technique N° 2 ou diplôme assimilé. Elle est réduite à deux ans si les intéressés sont titulaires du certificat interarmes ou diplôme assimilé.

Les sergents-chefs et sergents-majors ne peuvent être proposés pour le grade d'adjudant s'ils ne sont titulaires du brevet d'armes du 1^{er} degré d'infanterie ou diplôme assimilé, et s'ils ne comptent au moins deux ans d'ancienneté dans leur grade.

Les adjudants ne peuvent être proposés pour le grade d'adjudant-chef, s'ils ne sont titulaires du brevet d'armes du 2^e degré d'infanterie ou diplôme assimilé, et s'ils ne comptent au moins deux ans d'ancienneté dans leur grade.

Art. 65. — Les sergents-chefs qui possèdent un brevet technique de comptabilité peuvent être promus à la fonction de sergent-major.

CHAPITRE 5

Cessation des services

Art. 66. — Les sous-officiers ne peuvent servir au delà de vingt cinq années passées en activité ou positions prises en compte pour la retraite.

CHAPITRE 6

De la solde des sous-officiers

Art. 67. — Les règles d'attribution de la solde et des allocations à caractère particulier des sous-officiers sont identiques à celles fixées pour les officiers.

Art. 68. — I — L'échelle indiciaire applicable aux sous-officiers en service dans l'Armée nationale togolaise doit tenir compte des critères ci-après :

Grades	Echelons	Conditions d'accès aux divers échelons
Sergent ou assimilé	1 ^{er}	Avant 6 ans de services
	2 ^e	Après 6 ans de services
	3 ^e	Après 9 ans de services
	4 ^e	Après 12 ans de services
	5 ^e	Après 15 ans de services
Sergent-chef ou assimilé	1 ^{er}	Avant 10 ans de services
	2 ^e	Après 10 ans de services
	3 ^e	Après 15 ans de services
Sergent-major, ou assimilé	Unique	—
Adjudant ou assimilé	1 ^{er}	Avant 15 ans de services
	2 ^e	Après 15 ans de services
	3 ^e	Après 20 ans de services
Adjudant-chef ou assimilé	Unique	—

II — Les prestations à caractère familial sont identiques à celles prévues à l'article 45 pour les officiers.

TITRE 4

Statut des hommes de troupe

CHAPITRE 1

Du grade

Art. 69. — La hiérarchie des hommes de troupe s'établit comme suit :

- Caporal-chef. — Soldat de 1^{re} classe.
- Caporal. — Soldat de 2^e classe.

Art. 70. — Le grade est conféré par décision du ministre de la défense nationale sur propositions établies par les commandants d'unité.

Il peut être perdu sur décision du ministre de la défense nationale, après avis d'un conseil de discipline, pour faute grave, inconduite ou mauvaise manière de servir.

CHAPITRE 2

Du recrutement des hommes de troupe

Art. 71. — Les hommes de troupes sont recrutés :
1^o — Par transfert à l'Armée nationale togolaise d'hommes de troupe togolais servant dans une armée étrangère.

2^o — Parmi les volontaires admis à souscrire un contrat d'engagement ou de rengagement, dans la mesure des effectifs nécessaires.

3^o — Parmi les citoyens appelés à effectuer leur service militaire.

Nul ne peut être admis à servir comme militaire :

- S'il ne possède la nationalité togolaise.
- S'il ne jouit de ses droits civiques et s'il n'est de bonne moralité.
- S'il ne remplit les conditions d'aptitude physique exigées et définies par les règlements.
- S'il n'a dix huit ans révolus et 25 ans au plus.

Art. 72. — Les hommes de troupe engagés volontaires sont liés par contrats successifs de deux ou trois ans

Ils sont admis dans l'Armée nationale togolaise par décision du ministre de la défense nationale.

Art. 73. — Les hommes de troupe ne peuvent, en aucun cas, être admis à servir au delà de quinze ans de services.

Art. 74. — Les contrats souscrits par les hommes de troupe sont normalement renouvelés sur demande présentée par l'intéressé et acceptée par le chef de corps, après avis du commandant d'unité.

Dans le cas où le commandant d'unité émet un avis défavorable au renouvellement du dit contrat, le dossier de l'intéressé est automatiquement transmis à un conseil de corps chargé de l'examiner.

Ce conseil de corps est composé comme suit :

- Le chef de corps.
- Un médecin militaire, ou un médecin conventionné à cet effet.
- Deux officiers n'appartenant pas à l'unité de l'intéressé.
- Un sous-officier n'appartenant pas à l'unité de l'intéressé.

Le vote par oui ou par non est secret.

CHAPITRE 3

De l'avancement des hommes de troupe

Art. 75. — Les nominations aux grades de caporal-chef et caporal sont prononcées semestriellement par le chef d'état-major de la défense nationale en fonction des emplois à pourvoir et sur proposition du chef de corps.

Elles sont subordonnées à l'obtention préalable, par les intéressés, du certificat d'aptitude technique N° 1 ou diplôme assimilé.

Art. 76. — Les nominations à l'emploi de soldat de 1^{re} classe sont prononcées trimestriellement par le chef d'état-major de la défense nationale sur proposition du chef de corps.

Elles sanctionnent uniquement la bonne manière habituelle de servir des intéressés et leurs aptitudes professionnelles.

Art. 77. — Les soldats ne peuvent être proposés caporaux qu'après avoir effectué au moins un an de services.

Les caporaux ne peuvent être proposés caporaux-chefs que s'ils ont passé six mois au moins dans le grade de caporal.

CHAPITRE 4

De la solde de l'homme de troupe

Art. 78. — Les règles d'attribution de la solde et des allocations à caractère particulier des hommes de troupe sont identiques à celles régissant les officiers et les sous-officiers.

Art. 79. — 1 — L'échelle indiciaire applicable aux hommes de troupe doit tenir compte des critères suivants :

Titre	Chap.	Article	CREDITS		DIFFERENCE		
			Prévisions initiales	Prévisions modifiées	en plus	en moins	
2	2						
		4	<i>Dépenses communes de matériel</i>				
		1	Fourniture de la Régie des Eaux	1.200.000	820.890	—	379.110
		2	Fourniture de courant électrique	5.000.000	7.050.312	2.050.312	—
		4	Habillement et équipement	750.000	440.001	—	309.999
		7	Dépenses d'exercice clos	2.000.000	638.797	—	1.361.203
		6	<i>Dépenses diverses</i>				
		3	Versement du produit des timbres sur recettes	1.500.000	1.622.669	122.669	—
		4	Honoraires d'experts et d'avocats	250.000	127.331	—	122.669
				15.585.000	75.585.000	11.872.617	11.872.617

LOI N° 63-9 du 20 juillet 1963 portant modification de la loi n° 62-1 du 5 janvier 1962 (loi de finances pour l'exercice 1962), modifiée par la loi n° 62-15 du 23 juillet 1962 (1^{er} collectif), les ordonnances n° 63-4 et 63-25 des 31 janvier et 4 mai 1963 (2^e et 3^e collectifs).

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Les crédits applicables au budget général exercice 1962 sont à nouveau fixés à la somme de quatre milliards quarante sept millions trois cent neuf mille deux cent soixante douze (4.047.309.272) francs et ouverts à l'Assemblée nationale et aux ministres

conformément à la répartition par titres, chapitres et articles qui en est donnée à l'état A annexé à la présente loi.

Art. 2. — Les modifications indiquées aux articles précédents font apparaître un excédent des dépenses de cinq cent quatre millions cent cinquante neuf mille deux cent soixante douze (504.159.272) francs qui sera couvert par des ressources de trésorerie.

Art. 3. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 20 juillet 1963.

Le Président de la République,
N. Grunitzky

ETAT A

BUDGET GENERAL

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Titres — Sections — Chapitres — Articles applicables à l'exercice 1962

Titre	Chap.	Article	CREDITS		DIFFERENCE		
			remaniés au 4-5-63	rectifiés	en plus	en moins	
II.	4	ASSEMBLEE NATIONALE					
		2	Dépenses communes	3.600	3.606	6	
III.	8	DEFENSE NATIONALE (Personnel)					
		5	Forces Armées	51.840	51.847	7	
	11	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES (Mat.)					
		5	Ambassade du Togo à Washington	11.000	11.422	422	
		6	Ambassade du Togo à Bonn	4.840	4.955	115	
	12	MINISTERE DE L'INTERIEUR (Pers.)					
		7	Service de la Sûreté	91.450	91.541	91	
	13	MINISTERE DES FINANCES (Mat.)					
		3	Conseiller et contrôle financier	380	398	18	

Titre	Chap.	Article	CREDITS		DIFFERENCE		
			remaniés au 4-5-63	rectifiés	en plus	en moins	
IV	18	7	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (Pers.)				
				Service des postes et télécommunications	110,185	112,380	2.195
	19	5	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (Mat.)				
				Service des travaux publics	4,395	4,437	42
	20	3	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE (Pers.)				
		4		Frais de déplacement	4,350	5,159	809
				Service de l'Agriculture	46,503	46,534	31
	21	5	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE (Mat.)				
				Service des eaux et forêts	7,360	7,731	371
	22	6	MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE (Mat.)				
				Assistance médicale	173,947	174,308	361
	29		DEPENSES COMMUNES DE MATERIEL				
		3		Fourniture de courant électrique Unelco	23,400	23,823	423
		6		Achat de mobilier	8,250	8,252	2
		10		Entretien de véhicules	45,370	45,522	152
		12		Dépenses d'exercices clos	11,000	15,354	4,354
	30		DEPENSES DIVERSES				
	3		Remboursement droits indument perçus	11,500	11,860	360	
31		ENTRETIEN — REPARATION BATIMENTS					
	1		Entretien des bâtiments	23,120	23,222	102	
34		REVERSEMENTS					
	3		Part revenant aux communes sur produit vignettes	5,000	5,486	486	
36		BOURSES ET STAGES					
	5		Frais de transport des boursiers	1,200	1,247	47	
				638,690	649,084	10,394	

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 63-87 du 20 juillet 1963 portant approbation du budget de la caisse d'épargne du Togo, exercice 1963.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 60-22 du 20 juin 1960 portant création de la caisse d'épargne du Togo;

Sur le rapport du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Le budget de la caisse d'épargne du Togo, exercice 1963, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de dix millions trois cent quatre mille francs (10.304.000 francs).

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 20 juillet 1963.

N. Grunitzky

P. le Vice-Président, ministre des Finances,
de l'Economie et du Plan :

Le ministre intérimaire,

P. Adossama

*Le Ministre des travaux publics, des mines,
des transports, des postes et télécommunications,*

S. Aquereburu

DECRET N° 63-96 du 24 juillet 1963 portant nominations dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée ;

DECRETE :

Article premier. — Sont nommés dans l'Ordre du Mono, à titre étranger :

1° — *A la dignité de Grand Siègé*

Son Excellence le Maréchal Chiang Kai-Shek, Président de la République de Chine.

2° — *A la dignité de Mainteneur*

Son Excellence M. Chang-Huan Shen, ministre des affaires étrangères de la République de Chine.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 24 juillet 1963.

N. Grunitzky

DECRET N° 63-97 du 27 juillet 1963 portant modification du décret n° 63-57 du 22 mai 1963 fixant provisoirement la situation financière des fonctionnaires togolais tributaires de l'ex-casse de retraites de la France d'Outre-Mer, retraités avant le 1^{er} janvier 1962.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 50-461 du 21 avril 1950 portant règlement d'administration publique relatif au régime des pensions de la caisse intercoloniale de retraites, promulgué au Togo par arrêté n° 370-50/Cab. du 10 mai 1950 et les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, promulguée au Togo par arrêté n° 536-50/Cab. du 10 juillet 1950 ;

Vu le décret du 29 mars 1954 portant réorganisation de la caisse locale de retraites du Togo et les textes modificatifs subséquents.

Vu la loi de finances française n° 60-1384 du 23 décembre 1960 portant en son article 72 la dissolution de la caisse de retraites de la France d'Outre-Mer pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;

Vu la loi n° 61-34 du 2 septembre 1961 portant ouverture dans les écritures du trésorier-payeur d'un compte destiné à recevoir les retenues pour pension des fonctionnaires togolais précédemment tributaires de la CRFOM. et la contribution complémentaire de 20 % ;

Vu le décret n° 62-55 du 13 avril 1962 fixant provisoirement la situation financière des fonctionnaires togolais tributaires de l'ex-casse de retraites de la France d'Outre-Mer, admis à la retraite pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;

Vu le décret n° 63-57 du 22 mai 1963, fixant provisoirement la situation financière des fonctionnaires togolais tributaires de l'ex-casse de retraites de la France d'Outre-Mer, retraités avant le 1^{er} janvier 1962 ;

Sur la proposition du Vice-Président, Ministre des finances, de l'économie et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Les articles 1 et 2 du décret n° 63-57 du 22 mai 1963 fixant provisoirement la situation financière des fonctionnaires togolais tributaires de l'ex-casse de retraites de la France d'Outre-Mer, retraités avant le 1^{er} janvier 1962 sont modifiés comme suit :

« Article premier (nouveau) — En attendant la révision de leurs pensions concédées sous le régime de la caisse de retraites de la France d'Outre-Mer dissoute pour compter du 1^{er} janvier 1961, les fonctionnaires togolais retraités ou décédés avant cette date percevront, ainsi que leurs ayants-cause, trimestriellement et par quart, à compter du 1^{er} juin 1963, une avance fixée à 70 % du montant de leurs pensions principales ou de reversion augmentées éventuellement de la majoration pour famille nombreuse et de l'indemnité temporaire de 40 % ».

Les sommes indûment perçues par les intéressés du fait de la liquidation sommaire de leur pension sur la base de la caisse de retraites de la FOM ne seront pas restituées.

« Article deux (nouveau) — En attendant la liquidation définitive de leurs pensions, les fonctionnaires précédemment affiliés à l'ex-casse de retraites de la France d'Outre-Mer, admis à la retraite ou décédés au cours de l'année 1961, percevront ainsi que leurs ayants-cause, trimestriellement et par quart, à compter du 1^{er} mars 1963, des avances sur pension calculées conformément aux dispositions du décret n° 62-55 du 13 avril 1962 ».

Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au *journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 27 juillet 1963.

N. Grunitzky

Par le Président de la République :

*Le Vice-Président de la République,
Ministre des Finances, de l'Economie et du Plan,*

A. Meatchi

Comptes administratifs

N° 63-88 du 22-7-63. — Le compte administratif de la circonscription de Sokodé, exercice 1962, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : quatorze millions quatre cent quarante cinq mille soixante quatre francs (14.445.064 francs).

En dépenses à la somme de : douze millions trois cent dix mille neuf cent vingt et un francs (12.310.921 francs) faisant apparaître un excédent de recettes de : deux millions cent trente quatre mille cent quarante trois francs (2.134.143 francs) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1963.

Les crédits restant disponibles, faute d'emploi, constatés à la clôture de l'exercice 1962 et s'élevant au total à : trois millions huit cent mille quatre cent soixante dix neuf francs (3.800.479 francs) sont annulés.

N° 63-89 du 22-7-63. — Le compte administratif de la circonscription de Klouto, exercice 1962, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de dix neuf millions six cent vingt neuf mille huit cent quatre vingt dix francs (19.629.890).

En dépenses à la somme de : dix sept millions cent quatre vingt quatre mille cent trente quatre francs (17.184.134 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : deux millions quatre cent quarante cinq mille sept cent cinquante six francs (2.445.756 francs) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1963.

Les crédits restant disponibles, faute d'emploi, constatés à la clôture de l'exercice 1962 et s'élevant au total à : deux millions huit cent trente deux mille cent soixante onze francs (2.832.171 francs) sont annulés.

N° 63-90 du 22-7-63. — Le compte administratif de la circonscription d'Anécho, exercice 1962, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : trente deux millions seize mille huit cent treize francs (32.016.813 francs).

En dépenses à la somme de : trente millions deux cent soixante quatre mille six cent cinquante francs (30.264.650 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : un million sept cent cinquante deux mille cent soixante trois francs (1.752.163 francs) qui sera inscrit en recettes au budget additionnel de l'exercice 1963.

Les crédits restant disponibles, faute d'emploi, constatés à la clôture de l'exercice 1962 et s'élevant au total à : quatre millions trois cent quatre vingt neuf mille sept cent quatre vingt quinze francs (4.389.795 francs) sont annulés.

N° 63-91 du 22-7-63. — Le compte administratif de la circonscription de Tabligbo, exercice 1962, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : douze millions quatre cent soixante dix neuf mille cinq cent quarante neuf francs (12.479.549 francs).

En dépenses à la somme de : dix millions cent quatre vingt quinze mille six cent dix neuf francs (10.195.619 francs) laissant apparaître un excédent de

recettes de : deux millions deux cent quatre vingt trois mille neuf cent trente francs (2.283.930 francs) qui sera pris en recettes au budget additionnel de l'exercice 1963.

Les crédits restant disponibles, faute d'emploi, constatés à la clôture de l'exercice 1962 et s'élevant au total à : six cent quarante et un mille huit cent quatre vingt deux francs (641.882 francs) sont annulés.

Budgets additionnels

N° 63-92 du 22-7-63. — Le budget additionnel de la circonscription de Sokodé, exercice 1963, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : deux millions six cent quatre vingt quatorze mille huit cent quarante trois francs (2.694.843 francs).

N° 63-93 du 22-7-63. — Le budget additionnel de la circonscription de Tabligbo, exercice 1963, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : deux millions trois cent quarante et un mille sept cent trente francs (2.341.730 francs).

N° 63-94 du 22-7-63. — Le budget additionnel de la circonscription d'Anécho, exercice 1963, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : trois millions trois cent quinze mille neuf cent sept francs (3.315.907 francs).

N° 63-95 du 22-7-63. — Le budget additionnel de la circonscription de Klouto, exercice 1963, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : deux millions quatre cent quarante cinq mille sept cent cinquante six francs (2.445.756 francs).

Nominations

N° 97/PR/INT du 19-7-63. — M. Attisso Boniface, employé de bureau 5^e catégorie échelle B en service à la circonscription administrative d'Anécho est nommé adjoint au chef de circonscription d'Anécho en remplacement de M. Amoussou Kpakpa Virgile, (budget général, chapitre 12; article 5).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 25 juin 1963.

N° 98/Cab./PR du 20-7-63. — M. Mama Fousséni, ministre délégué à la Présidence de la République, est nommé président de la commission de réparation créée par décret n° 63-59 du 28 mai 1963, conformément aux dispositions de l'article 5 dudit décret.

N° 99/PR/INT du 25-7-63. — M. Agbetete Paul, commis d'administration de 1^{re} classe 3^e échelon précédemment adjoint au chef de la circonscription administrative d'Akposso est nommé pour compter du 1^{er} juin

1963, chef de circonscription par intérim de la dite circonscription en remplacement de M. Edoh Théophile appelé à d'autres fonctions.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 12, article 5 du budget général.

N° 136-D/PR/INT du 25-7-63. — M. Ali Kpohou Toussaint Koffi, adjoint administratif, adjoint au chef de la circonscription administrative de Lama-Kara est nommé président du tribunal du 1^{er} degré de cette localité en remplacement de M. Agba Marcel.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Engagements

N° 131-D/PR du 17-7-63. — M. Djobo Hermann est engagé en qualité de cuisinier-boy et classé à la 8^e catégorie au salaire mensuel de 8.800 francs. Il est affecté à l'hôtel du Président de la République.

Son traitement est imputable au chapitre 6, article 1 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1963.

N° 135-D/PR du 24-7-63. — La décision n° 12-D/PM du 21 janvier 1961 portant engagement de M. Douli Djamongo est annulée pour compter du 1^{er} juin 1963.

Pour compter du 1^{er} juin 1963, M. Douli Djamongo est engagé en qualité de chef cuisinier pour servir à l'hôtel du Président et classé à la hors catégorie des agents permanents.

Son traitement est imputable au budget général du Togo chapitre 6, article 1.

M. Djamongo qui est engagé dans l'administration pour compter du 1^{er} mars 1932, conserve le bénéfice de la prime d'ancienneté.

Réinstallation de chefs de canton

N° 95/PR/INT du 17-7-63. — Est constatée et reconnue officiellement la réinstallation coutumière de M. Olou Kanli Adjonou Edoé VI dans ses fonctions de chef de canton de Gnagna (circonscription d'Atakpamé).

L'intéressé percevra en cette qualité, une indemnité annuelle de fonctions de 144.000 francs.

Cette dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

N° 96/PR/INT du 17-7-63. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 164/PR/INT du 5 octobre 1961 reconnaissant la désignation de M. Efon Kédjagni en qualité de chef de canton de Woudou en remplacement de M. Nayo Tognikin destitué.

Est constatée et reconnue officiellement la réintronisation coutumière de M. Nayo Tognikin comme chef de canton de Woudou (circonscription d'Atakpamé).

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de fonctions de 90.000 francs.

Cette dépense est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 12, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de commandement de l'intéressé.

Dépôts de médicaments

N° 103/PR/MSP du 29-7-63. — M. Alex Soclou, demeurant à Atakpamé, est autorisé, dans les conditions fixées par le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 et le décret n° 59-82 du 11 mai 1959 modifiant le décret n° 57-80 du 23 juillet 1957, à ouvrir à Amlamé (circonscription d'Atakpamé) un dépôt de remèdes officinaux, de drogues simples, non toxiques, et de spécialités, conformément aux prescriptions des décrets susvisés.

Gérant du dépôt : M. Alex Soclou.

N° 104/PR/MSP du 29-7-63. — M. Ben Samuel Aquéréburu, demeurant à Anécho, est autorisé, dans les conditions fixées par le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 et le décret n° 59-82 du 11 mai 1959 modifiant le décret n° 57-80 du 23 juillet 1957, à ouvrir à Dagué (village de Gbodjomé, circonscription d'Anécho) un dépôt de remèdes officinaux, de drogues simples, non toxiques, et de spécialités, conformément aux prescriptions des décrets susvisés.

Gérant du dépôt : M. Ben Samuel Aquéréburu.

N° 105/PR/MSP du 29-7-63. — M. Akouété Akué Camille, demeurant à Mango, est autorisé, dans les conditions fixées par le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 et le décret n° 59-82 du 11 mai 1959 modifiant le décret n° 57-80 du 23 juillet 1957, à ouvrir à Dapango (circonscription administrative de Dapango) un dépôt de remèdes officinaux, de drogues simples, non toxiques, et de spécialités, conformément aux prescriptions des décrets susvisés.

Gérant du dépôt : M. Akouété Akué Camille.

Affectation.

N° 100/PR/INT du 25-7-63. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 17/PR/INT du 4 février 1963 portant nomination et affectation de M. Edoh Théophile.

phile adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire en qualité de chef de la circonscription administrative d'Akposso.

M. Eдорh Théophile est affecté au bureau de l'inspection de la région maritime et nommé contrôleur financier de la commune de Lomé en remplacement de M. Lawson B. Léonard en instance de départ en congé.

Les émoluments de l'intéressé restent imputables au chapitre 12, article 5 du budget général.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Promotion

N^o 102-D/PR/MDN du 26-7-63. — Les gendarmes dont les noms suivent sont promus au grade de maréchal des logis-chef de gendarmerie pour compter du 1^{er} août 1963 :

Tété Daniel, matricule n^o 1755
 Idrissou Mamah, matricule n^o 2287
 Alédi Pascal, matricule n^o 1899
 Akpovy Sayi Gilbert, matricule n^o 2182
 Batcha Nikabou, matricule n^o 2227
 Kpatcha Missa Augustin, matricule n^o 2571
 Brékana Bagoungou Paulin, matricule n^o 2303
 Yacoubou Tchafalo, matricule n^o 1339
 Agbodjan Emmanuel, matricule n^o 2395
 Kaga Jean, matricule n^o 1700
 Sankondja Bomboma, matricule n^o 1748
 Aton Bakoubao, matricule n^o 1813
 Yorou Koyola, matricule n^o 1765.

Les intéressés percevront à compter de la même date les émoluments mensuels correspondant à leur grade et échelon ci-dessous ainsi que les prestations familiales aux taux en vigueur dans la fonction publique :

Tété Daniel, maréchal-des-logis-chef 3^e échelon, indice (800) ;
 Idrissou Mamah, maréchal-des-logis-chef 1^{er} échelon, indice (700) ;
 Alédi Pascal, maréchal-des-logis-chef 3^e échelon, indice (800) ;
 Akpovy Sayi Gilbert, maréchal-des-logis-chef 1^{er} échelon, indice (700) ;
 Batcha Nikabou, maréchal-des-logis-chef 1^{er} échelon, indice (700) ;
 Kpatcha Missa Augustin, maréchal-des-logis-chef 2^e échelon, indice (750) ;
 Brékana Bagoungou Paulin, maréchal-des-logis-chef 1^{er} échelon, indice (700) ;
 Yacoubou Tchafalo, maréchal-des-logis-chef 4^e échelon, indice (850) ;
 Agbodjan Emmanuel, maréchal-des-logis-chef 1^{er} échelon, indice (700) ;
 Kaga Jean, maréchal-des-logis-chef 3^e échelon indice (800) ;

Sankondja Bomboma, maréchal-des-logis-chef 3^e échelon, indice (800) ;

Aton Bakoubao, maréchal-des-logis-chef 3^e échelon, indice (800) ;

Yorou Koyola, maréchal-des-logis-chef 3^e échelon, indice (800)

Fixation d'indices de solde

N^o 137-D/PR/MDN du 25-7-63. — A compter du 1^{er} juillet 1963, date de leur promotion les militaires désignés ci-après percevront les émoluments mensuels correspondant aux échelons et indices indiqués ci-dessous :

a — Gendarmerie mobile

Adjudant-chef : Agondey Pali, échelon unique, indice 1050
Adjudant : Douti Laré, 3^e échelon, indice 1000
M.d.L.-chef : Zoumaho Cyprien, 3^e échelon, indice 800
 — : Zoumarou Koura, 3^e échelon, indice 800

b — Bataillon d'Infanterie togolaise

Adjudant : Gadoh Philippe, 1^{er} échelon, indice 900
 — : Karou Toi Emile, 1^{er} échelon, indice 900
Sergent-chef : Edjo François, 2^e échelon, indice 750
 — : Assélakmé Baba, 2^e échelon, indice 750
 — : Karoh Paul, 1^{er} échelon, indice 700
 — : Bassayi Prosper, 1^{er} échelon, indice 700
 — : Kozon Kézié, 1^{er} échelon, indice 700
 — : Bakai Honoré, 1^{er} échelon, indice 700
 — : Sona Léonard, 1^{er} échelon, indice 700
Sergent : Laikpai Essissewa, 4^e échelon, indice 650
 — : Johnson Assa Gabriel, 1^{er} échelon, indice 510
Caporal-chef : Tébié Agomélaou, 2^e échelon, indice 390
 A compter de la même date les intéressés percevront également les prestations familiales aux taux en vigueur dans la fonction publique.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Commune de Palimé

Compte administratif

N^o 15/INT/MFEP/MF du 24-7-63. — Le compte administratif de la commune de Palimé, exercice 1962 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : neuf millions sept mille six cent vingt deux francs (9.007.622 francs).

En dépenses à la somme de : huit millions neuf mille deux cent quatre vingt quinze francs (8.009.295 francs) laissant apparaître un excédent de recettes : neuf cent quatre vingt dix huit mille trois cent vingt sept francs (998.327 francs) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1963.

Sont annulés les crédits restant disponibles, faute d'emploi, constatés à la clôture de l'exercice 1962 et s'élevant au total à : trois millions trois cent six mille sept cent quarante francs (3.306.740 francs).

Budget additionnel

N° 16-INT/MFEP/MF du 24-7-63. — Le budget additionnel de la commune de Palimé, exercice 1963, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : deux millions trois cent vingt six mille trois cent treize francs (2.326.313 francs).

Annulations et ouvertures de crédits

N° 17/INT/MF du 24-7-63. — Est approuvée l'annulation de crédit aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Nuatja, exercice 1963 :

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien

Article 5 — Alimentation en eau	913.343
---	---------

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription du Nuatja, exercice 1963 :

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel)

Article 2 — Salaire du personnel non titulaire	108.000
--	---------

Chapitre VII — Services sociaux (Pers.)

Article 1 — Enseignement et sports	160.120
Article 3 — Dispensaires	108.000

Chapitre X — Dépenses diverses

Article 1 — Fêtes et réceptions publiques	100.000
Article 4 — Dégrevements	31.200

Chapitre XII — Autres dépenses extraordinaires

Article 3 — Travaux d'intérêt économique et social	406.023
	913.343

N° 52/INT du 29-7-63. — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Tsévié, exercice 1963 :

Chapitre III — Service d'administration municipale (matériel)

Article 2 — Frais de bureau	85.000
Article 10 — Etablissement pénitentiaire	96.000

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 2 — Entretien et réparation des biens communaux	10.000
---	--------

Chapitre IX — Participation communale aux dépenses à la charge de l'Etat ou d'autres collectivités.

Article 2 — Aide aux villages pratiquant le self-help	40.000
	231.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Tsévié, exercice 1963.

Chapitre V — Dépenses ordinaires, de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 1 — Voirie municipale, entretien des rues, trottoirs, marchés, squares, jardins, places publiques, enlèvement des ordures ménagères et vidanges, fourrières etc	125.000
---	---------

Article 6 — Entretien et fonctionnement des véhicules municipaux	10.000
--	--------

Chapitre VI — Charges des exploitations à caractère industriel ou commercial

Article 1 — Alimentation en électricité	96.000
	231.000

Affectation

N° 64-D/INT du 19-7-63. — Les agents permanents dont les noms suivent reçoivent les affectations suivantes :

A l'inspection de la région des plateaux — Atakpamé

M. Atcha Yaya, chauffeur permanent 3^e catégorie échelle A, en service au ministère de l'intérieur en remplacement de M. Paraizo Honoré affecté.

Au ministère de l'intérieur

M. Paraizo Honoré, chauffeur permanent 4^e catégorie échelle B, en service à l'inspection de la région des plateaux à Atakpamé.

Le salaire des intéressés reste imputable au chapitre 12, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

VICE-PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE**MINISTÈRE DES FINANCES,
DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN****Crédit du Togo**

N° 322-D/MF/F. du 23-7-63. — Est autorisé le paiement, au profit de la société « Crédit du Togo », de la somme de six millions deux cent cinquante mille (6.250.000) francs, représentant la 5^e souscription du gouvernement togolais à l'augmentation du capital « Crédit du Togo », pour l'année 1963.

Le montant de cette somme sera mandaté et versé au compte bancaire n° 830 — BNCI Lomé, qui est celui de la société « Crédit du Togo ».

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 30, article 8.

Autorisations de paiement

N° 324-D/MFEP/MF/F du 23-7-63. — Est autorisé le paiement par virement télégraphique à l'ordre de M. le secrétaire général de l'Union Internationale des Télécommunications (U.I.T.), Palais Wilson à Genève (Suisse), de la somme de quatre vingt deux francs suisses soixante quinze centimes (82,75) soit quatre mille six cent soixante dix sept (4.677) francs CFA, au titre des intérêts moratoires relatifs à la contribution du Togo aux dépenses de l'U.I.T. pour l'année 1963.

Une somme de sept mille cinq cent cinquante cinq (7.555) francs CFA représentant le montant desdits intérêts et les frais de virement télégraphique, sera mandatée au nom du directeur de la BAO — Lomé, chargé des opérations du virement des devises sur Genève.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 33, article 3.

N° 329-D/MFEP/MF/F du 25-7-63. — Est autorisé le paiement à l'Union des Radiodiffusions et Télévisions Africaines dite : « U.R.T.N.A. », de la somme de deux cent trente deux mille huit cent dix (232.810) francs, au titre de la contribution du Togo aux dépenses de fonctionnement du bureau de l'URTNA pour l'année 1963.

Cette somme sera mandatée au nom de M. Diallo Alpha, Président de l'U.R.T.N.A., directeur général du service de l'information à Conakry — République de Guinée.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 33, article 3.

N° 332-D/VP/MFEP/MF/FA du 29-7-63. — Est autorisé le paiement à M. Hunlédé Joachim, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République togolaise en France, accrédité auprès du gouvernement britannique, son compte n° 104.460 ouvert chez Crédit Lyonnais sous agence de West-End 25/27 Charles II Street-Londres S.W. 1, de la somme de cinq cent seize mille deux cent quarante huit (516.248) francs CFA soit sept cent cinquante deux livres sterling (752 livres) représentant :

1) une avance sur traitement de 3 mois pour la secrétaire, de cent trente trois mille huit cent soixante sept francs (133.867) soit cent quatre vingt quinze livres sterling (195 livres).

2) un acompte d'un montant de trois cent quatre vingt deux mille trois cent quatre vingt et un (382.381) francs CFA soit cinq cent cinquante sept livres sterling (557 livres) sur le loyer de l'immeuble destiné à l'installation de l'Ambassade et les frais de fonctionnement.

Une somme de cinq cent vingt cinq mille cent soixante treize (525.173) francs CFA, représentant le montant des dépenses à effectuer conformément aux termes de l'article 1^{er} ci-dessus et les frais de virement télé-

graphique sur Londres, s'élevant à huit mille neuf cent vingt cinq (8.925) francs sera mandatée par les soins du service des finances de la République togolaise à Lomé, au nom de la Banque de l'Afrique Occidentale à Lomé, chargée du virement sur Londres.

M. Hunlédé sera tenu de produire dans les meilleurs délais au ministre des finances toutes pièces justificatives pour le montant des dépenses qu'il aura effectuées.

La dépense correspondante est imputable au budget général, exercice 1963, chapitre 10, article 4 en ce qui concerne l'avance sur traitement et chapitre II, article 4 en ce qui concerne l'acompte sur loyer, les frais de fonctionnement et de virement.

Union Electrique d'Outre-Mer

N° 148/MFEP/F du 25-7-63. — Est autorisé le mandatement au profit de la Société Union Electrique d'Outre-Mer, d'une somme de trois millions deux cent trente trois mille six cent quarante (3.233.640) francs au titre du remboursement des taxes perçues sur le gas-oil consommé à la centrale de l'UNELCO pendant la période du 1^{er} mars au 31 mai 1963.

Soit : a — Droit fiscal d'entrée perçu sur le gas-oil :

Mois de mars 1963 : 261.380 litres

Mois d'avril 1963 : 271.190 litres

Mois de mai 1963 : 275.840 litres

808.410 litres

à 3 francs le litre. 2.425.230 frcs

b — Taxes perçues au profit du

fonds routier sur la

vente du gas-oil :

808.410 litres à 1 fr

le litre 808.410 frcs

Total 3.233.640 frcs

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1963, chapitre 30, article 3.

Remboursement

N° 147/VP/MFEP/DOM du 23-7-63. — Est autorisé le remboursement au profit de maître Barthélémy M. Abbey, greffier en chef du tribunal de première instance section de Sokodé, de la somme de dix neuf mille huit cents frcs (19.800 frcs), représentant le montant d'un trop perçu de droit d'enregistrement sur procès-verbaux de vente du 1^{er} septembre 1962 enregistré le 1^{er} juillet 1962 sous les nos 3087 et 3088 folio I. registre huissier.

Cette somme sera imputé au chapitre 30, article 3 du budget général de la République togolaise, exercice 1963.

Allocations familiales

N° 138/VP/MFEP/F/FR du 23-7-63. — Il est alloué pour compter du 8 juillet 1962, sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à M. Houngbédji Coffi, planton principal de classe exceptionnelle du cadre local du Togo en retraite, des allocations familiales au titre de son enfant (14^e rang) dénommé Kovi Epiphane, né le 6 janvier 1958.

montant annuel de quatre vingt neuf mille cent (89.100) francs cfa est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à Mme Ayéva Alba (née Léquesim) infirmière principale de 3^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique du Togo (indice ancien 390/391) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1963.

Pensions

N° 139/VP/MFEP/F/FR du 23-7-63. — Une pension pour ancienneté de services (pourcentage 54 o/o) au

Rôles

N° 138 bis/MF/CD du 23-7-63. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1963 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
138	Com. Lomé	B. I. C.	33.398.500	
139	" "	B. I. C.	300	
"	" "	B. N. C.	11.340	
"	" "	I. G. R.	38.156	
			50.296	
140	Com. Lomé	B. I. C.	610.520	
"	" "	B. N. C.	316.600	
"	" "	I. G. R.	841.286	
			1.768.406	
		Total		35.217.202
				35.217.202

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : trente cinq millions deux cent dix sept mille deux cent deux francs est fixée au 1^{er} juillet 1963.

N° 139 bis/MF/CD du 23-7-63. — Est pris en charge le rôle de régularisation, exercice 1963 ci-après.

Numéro du rôle	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DU ROLE	TOTAL
BUDGET GENERAL				
141	Com. Lomé	Taxe progressive	6.518.549	6.518.549
BUDGET COMMUNAL				
141	Com. Lomé	Taxe civique	786.000	786.000
		Total		7.304.549

N° 140/MF/CD du 23-7-63. — Sont pris en charge les rôles de régularisation, exercice 1963 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
130	Com. Lomé	B. I. C. 2.116.937		
"	"	Taxe progressive 51.210	2.168.147	
131	Com. Lomé	Taxe progressive 53.354	53.354	2.221.501
BUDGET COMMUNAL				
130	Com. Lomé	Taxe civique	6.000	
132	"	Patentes 137.633		
"	"	C/A/ s/ Patentes 27.526		
"	"	Licences 6.750		
"	"	C/A. s/Licences 1.350	173.259	179.259
Total				2.400.760

N° 141/MF/CD du 23-7-63. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1963 ci-après.

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
133	Circ. Anécho	Patentes 1.383.454		
"	"	Licences 213.750	1.597.204	
134	Circ. Klouto	Taxe s/armes perfectionnées	246.000	1.843.204
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
134	Circ. Klouto	C. A. s/Taxe s/armes perfectionnées	123.000	
135	Circ. Tabligbo	Taxe Civique	76.500	
136	Circ. Pagouda	Taxe Civique	7.161.700	
137	"	Taxe Civique	10.500	
Total				7.371.700
Total				9.214.904

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : neuf millions deux cent quatorze mille neuf cent quatre francs est fixée au 1^{er} juillet 1963.

N° 142/MF/CD du 23-7-63. — Sont pris en charge des rôles de régularisation, exercice 1963 ci-après.

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
120	Anécho	Taxe progressive	20.003	28.072
	Tabligbo	Taxe progressive	1.815	
	Tsévié	Taxe progressive	6.254	
121	Palimé	Taxe progressive	30.444	84.460
	Nuatja	Taxe progressive	1.249	
	Atakpamé	Taxe progressive	48.083	
	Akposso	Taxe progressive	4.684	
122	Sokodé	Taxe progressive	54.158	93.090
	Bafilo	Taxe progressive	1.434	
	Lama-Kara	Taxe progressive	3.071	
	Niamtougou	Taxe progressive	4.735	
	Bassari	Taxe progressive	7.706	
	Pagouda	Taxe progressive	3.074	
	Kandé	Taxe progressive	275	
	Mango	Taxe progressive	12.187	
	Dapango	Taxe progressive	6.450	
Total				205.622
Total				205.622

N° 143/MF/CD du 23-7-63. — L'arrêté n° 127/MF/CD du 12 juin 1963 prenant en charge des rôles de régularisation, exercice 1963 est modifié de la façon suivante :

Au lieu de :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
104		BUDGET GENERAL		6.780.967
104	Com. Lomé	BUDGET COMMUNAL		140.299
105		Taxe civique	4.000	
"		Patentes	125.833	
"		C. A/Patentes	4.166	
"		Licences	5.250	
"	C. A/Licences	1.050		
Total				6.921.266

Lire :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
104		BUDGET GENERAL		6.780.967
104	Com. Lomé	BUDGET COMMUNAL		160.299
105		Taxe civique	4.000	
"		Patentes	125.833	
"		C. A/patentes	24.166	
"		Licences	5.250	
"	C. A/licences	1.050		
Total				6.941.266

(Le reste sans changement).

N° 144/MF/CD du 23-7-63. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles, exercice 1963 ci-après.

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		BUDGET GENERAL		
144	Circ. Lama-Kara	Patentes	3.900	
145	Circ. Kandé	Taxe s/armes perfectionnées	90.000	93.900
		BUDGET DE CIRCONSCRIPTION		
145	Circ. Kandé	C/a s/taxe s/armes perfectionnées	31.500	31.500
		Total		125.400

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de cent vingt cinq mille quatre cent francs est fixée au 15 juillet 1963.

N° 145/MF/CD du 23-7-63. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1963 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		BUDGET COMMUNAL		
123	Com. Lomé	Taxe s/la valeur locative	220.174	
"	"	Taxe s/la valeur vénale	27.678	
"	"	Taxe de Voirie	591.894	839.746
124	Com. Lomé	Taxe s/la valeur locat.	1.245.161	
"	"	Taxe s/la valeur vénale	75.506	
"	"	Taxe de Voirie	914.382	2.235.049
125	Com. Lomé	Taxe civique	297.000	
126	"	Taxe civique	297.000	
127	"	Taxe civique	297.000	
128	"	Taxe civique	297.000	4.262.795
		BUDGET GENERAL		
129	Com. Lomé	Taxe progressive	537.999	537.999
		Total		4.800.794

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quatre millions huit cent mille sept cent quatre vingt quatorze francs est fixée au 25 juin 1963.

N° 146/MF/CD du 23-7-63. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1963 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		BUDGET GENERAL		
142	Com. Lomé	B. I. C.	19.924.500	
143	"	B. I. C.	6.806.200	
"	"	B. N. C.	1.431.200	
"	"	I. G. R.	4.229.263	12.466.663
		Total		32.391.163
				32.391.163

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de trente deux millions trois cent quatre vingt onze mille cent soixante trois francs est fixée au 29 juin 1963.

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

ARRETE N° 29/MTP/TP. du 15 juillet 1963 portant modification de l'arrêté n° 1/MTP/TP du 4 janvier 1963 portant autorisation d'un dépôt d'hydrocarbures de 1^{re} classe au comité du dépôt d'hydrocarbures du Togo — BP — CFDPA — Mobil-Oil — Shell — Texaco.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu le décret du 14 décembre 1927 portant réglementation des établissements classés dans la République togolaise ;

Vu l'arrêté n° 417 du 20 juillet 1931 modifiant le tableau de classement des établissements classés établi par arrêté n° 346 du 23 juin 1928 ;

Vu l'arrêté n° 415 du 19 septembre 1935 complétant le tableau joint à l'arrêté n° 346 du 23 juin 1928 classant les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu l'arrêté n° 351 du 14 mai 1947 créant un service d'inspection des établissements classés ;

Vu l'arrêté n° 899 du 4 novembre 1925 modifiant l'arrêté n° 351 du 14 mai 1947 ;

Vu l'avis du conseil supérieur d'hygiène ;

Vu la demande de principe en date du 18 août 1961 du comité d'études du dépôt d'hydrocarbures du Togo B.P. 144 à Dakar, agissant pour le compte des sociétés : BP. — CFDPA — MOBIL-OIL — SHELL — TEXACO ;

Vu la lettre du 10 mai 1962 adressée par ce même comité à M. le Ministre des finances et des affaires économiques, lettre renouvelant la demande du 18 août 1961 et faisant savoir que l'étude du port était suffisamment avancée, il est maintenant possible de préciser l'emplacement du dépôt d'hydrocarbures envisagé ;

Vu la note descriptive en date du 8 mai 1962 ;

Vu les plans 101-E, 102-B, 103-B, 104-B, 105-A, 106-A, joints à la lettre ci-dessus ;

Vu la lettre n° 20703-JU-PT. du 17 mai 1962 adressée à M. le Ministre des travaux publics par la société SHELL de l'Afrique Occidentale à Cotonou ;

Vu le procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo ;

Vu le visa de M. le Ministre des finances et des affaires économiques ;

Vu le rapport en date du 18 mai 1962 du directeur du service des travaux publics ;

Vu la lettre n° OP/126 du 15 mars 1963 adressée par M. J.M. Clément au nom de la S.T.E. à M. le Ministre des travaux publics ;

Vu le plan S.T.E. 101 H. joint à cette lettre ;

ARRETE :

Article premier. — Le comité d'études du dépôt d'hydrocarbures du Togo, B.P. 144 à Dakar, agissant au nom et pour le compte des sociétés BP — CFDPA —

MOBIL-OIL — SHELL — TEXACO, est autorisé à porter certaines modifications dans l'implantation et la conception du dépôt d'hydrocarbures dont la construction, dans la zone portuaire de Lomé, est autorisée par l'arrêté n° 1/MTP/TP du 4 janvier 1963.

Art. 2. — Les modifications envisagées portant sur les points suivants :

a) Implantation du dépôt en bordure de la route nord/sud contournant le futur port.

b) Modification de la capacité totale du dépôt par remplacement des 2 réservoirs de 1.067 m³ par 2 réservoirs de 1.537 m³.

Le dépôt qui sera donc d'une capacité totale de 8.241 m³ comprendra :

— un réservoir de 2.093 m³ pour stockage de pétrole

— deux réservoirs de 1.537 m³ chacun pour stockage de gas-oil

— deux réservoirs de 1.537 m³ chacun pour stockage d'essence.

c) Installation d'une centrale fixe, à mousse assurant la protection intégrale des stockages : réservoirs et cuvettes de rétention.

Il sera donc prévu une seule remorque, au lieu de quatre précédemment prévues par l'article 5/B de l'arrêté n° 1/MTP/TP du 4 janvier 1963.

d) Modification de l'implantation du bureau dont la façade sera orientée vers l'est.

Art. 3. — L'article 9 de l'arrêté n° 1/MTP/TP du 4 janvier 1963 est modifié comme suit :

A date du procès-verbal de l'implantation, le permissionnaire sera tenu de verser dans les caisses les indemnités et redevances suivantes :

Indemnité annuelle d'inspection 250 francs

Redevance annuelle de contrôle 5.000 francs

Indemnité annuelle d'occupation du domaine public
Parcelle occupée par le dépôt 100 francs par m²

Canalisations terrestres et marines simples ou doubles :
y compris leurs accessoires 100 francs le mètre linéaire.

Les surfaces et longueurs seront constatées par le procès-verbal d'implantation contradictoire. Les volumes importés seront constatés par le service des douanes.

Pour la première année les redevances seront proportionnellement aux nombres de jours restant à courir entre la date du procès-verbal d'implantation et le 31 décembre et les redevances seront exigibles au 15 février de l'année suivante.

Pour les autres années :

— La redevance pour exploitation sera exigible au 15 février de l'année suivante,

— toutes les autres redevances seront exigibles au 15 février de l'année en cours.

Art. 4. — Exceptées les modifications mentionnées, toutes les autres dispositions de l'arrêté n° 1/MTP/TP du 4 janvier 1963 restent valables.

Lomé, le 15 juillet 1963.

S. Aquereburu

ARRETE N° 30/MTP/TP du 16 juillet 1963 portant fixation des prix de vente de l'énergie électrique à Palimé.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu l'ordonnance n° 63-12 du 20 mars 1963 portant création de la compagnie «Energie Electrique du Togo»,

Vu le décret n° 63-66 du 29 mai 1963 portant nomination des membres du conseil d'administration de la compagnie «Energie Electrique du Togo» ;

Sur proposition du conseil d'administration de la compagnie «Energie, Electrique du Togo»,

A R R E T E :

Article premier. — Les tarifs suivants de vente de l'énergie électrique à Palimé sont fixés comme suit à partir du 1^{er} juin 1963.

En basse tension : pour l'éclairage, le chauffage, la ventilation, les usages domestiques.

1 ^{re} tranche : jusqu'à 35 heures d'utilisation mensuelle	32 frs, 00
2 ^e tranche : de 36 heures à 70 heures	25 frs, 00
3 ^e tranche : au delà de 70 heures	24 frs, 00
Eclairage public : tarif uniforme	21 frs, 35

En basse tension : pour les usagers artisanaux ou industriels, les appareils de climatisation et de réfrigération :

1 ^{re} tranche : jusqu'à 50 heures d'utilisation mensuelle	21 frs, 35
2 ^e tranche : de 51 à 150 heures	16 frs, 00
3 ^e tranche : au delà de 150 heures	12 frs, 80

En haute tension :

— Prime fixe mensuelle correspondant à 35 heures d'utilisation	
— Taxe proportionnelle par KWH consommé	11 frs, 20
— Taxe supplémentaire éclairage haute tension	20 frs, 00

Taxe mensuelle entretien branchements :

— Branchements basse tension 2 fils	54 frs, 00
— Branchements basse tension 3 et 4 fils	96 frs, 00
— Branchements haute tension	192 frs, 00

Taxe mensuelle compteurs :

— Compteur de 0 à 1 KVA	96 frs, 00
— Compteur de 1 à 5 KVA	128 frs, 00
— Au delà de 5 à 10 KVA.	160 frs, 00

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 juillet 1963.

S. Aquereburu

DECISION N° 323/MTP/PT. du 29 juillet 1963 portant ouverture d'une cabine téléphonique à Kouméa (circonscription de Lama-Kara.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu le décret n° 61-46 du 3 mai 1961 ;

Vu l'arrêté n° 586-PTT. du 25 décembre 1946 portant organisation du service téléphonique au Togo ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la proposition du chef du service des postes et télécommunications,

D E C I D E :

Article premier. — Pour compter du 1^{er} mai 1963, il est ouvert à Kouméa (circonscription de Lama-Kara) une cabine téléphonique publique dont la gérance est assurée gratuitement par le secrétaire administratif.

Art. 2. — Le secrétaire administratif prêtera le serment professionnel dans les formes réglementaires auprès du gérant des postes et télécommunications de Niamtougou.

Art. 3. — Les taxes perçues par M. Kabissa seront versées à la fin de chaque mois au gérant des postes et télécommunications de Niamtougou qui les incorporera dans ses propres écritures.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 29 juillet 1963.

S. Aquereburu

TABLEAU

des taxes des communications téléphoniques du régime intérieur demandées à partir de la cabine publique de Kouméa (rattachée au bureau de Niamtougou)

I — Cions urbaines: par cion: 25 francs-avec minimum de perception mensuel de 750 francs.

II — Cions interurbaines: par unité de 3 minutes (Tableau ci-dessous)

Destination	Distance	Taxe	Observations	Destination	Distance	Taxe	Observations
Lomé	397 Km	300	Bureau P.T.T.	Sagbado	390 Km	300	Cabine Tél.
Anécho	393 Km	300	Bureau P.T.T.	Sanguéra	390 Km	300	Cabine Tél.
Anfoin	390 Km	300	Bureau P.T.T.	Ségbé	390 Km	300	Cabine Tél.
Anié	222 Km	240	Bureau P.T.T.	Assahoun	165 km	180	Agence post.
Atakpamé	246 Km	240	Bureau P.T.T.	Tabligbo	354 km	300	Agence post.
Badou	290 Km	240	Bureau P.T.T.	Porto-Séguro	390 Km	300	Agence post.
Bafilo	51 Km	80	Bureau P.T.T.	Vogan	378 km	300	Agence post.
Bassari	66 Km	80	Bureau P.T.T.	Afangnan Bletta	360 km	300	Cabine Tél.
Blitta	159 Km	180	Bureau P.T.T.	Afagnagan	360 km	300	Cabine Tél.
Dapango	150 Km	140	Bureau P.T.T.	Ahépe	348 km	300	Cabine Tél.
Kandé	23 Km	40	Bureau P.T.T.	Aklakou	390 Km	300	Cabine Tél.
Lama-Kara	23 Km	40	Bureau P.T.T.	Akoumapé	380 km	300	Cabine Tél.
Nuatja	312 Km	300	Bureau P.T.T.	Amégnan	360 km	300	Cabine Tél.
Palimé	321 Km	300	Bureau P.T.T.	Ariritogon	390 Km	300	Cabine Tél.
S/Mango	87 Km	100	Bureau P.T.T.	Gboto	350 km	300	Cabine Tél.
Sokodé	90 Km	100	Bureau P.T.T.	Kouvé	354 km	300	Cabine Tél.
Tsévié	369 Km	300	Bureau P.T.T.	Tchékpo	360 km	300	Cabine Tél.
Noépé	392 Km	300	Agence postale	Yokoutimé	379 km	300	Cabine Tél.
Agouévé	394 Km	300	Cabine Tél.	Agadji	252 km	240	Cabine Tél.
Aképe	392 Km	300	Cabine Tél.	Kougnohou	240 km	240	Cabine Tél.
Baguida	392 Km	300	Cabine Tél.	Abrewanko	290 Km	240	Cabine Tél.
Bè	399 Km	300	Cabine Tél.	Ahouenhoun	290 Km	240	Cabine Tél.
Kévé	372 Km	300	Cabine Tél.	Kissibo	235 km	240	Cabine Tél.
Kpété-Béna	235 Km	240	Cabine Tél.	Agoué	393 Km	300	Dahomey
Kpété-Mallo	235 Km	240	Cabine Tél.	Athiéme	398 km	300	Dahomey
Tomégbé	235 Km	240	Cabine Tél.	Bohicon	497 Km	360	Dahomey
Guérin-Kouka	47 Km	40	Cabine Tél.	Bopa	452 km	360	Dahomey
Kabou	66 Km	80	Cabine Tél.	Cotonou	405 km	360	Dahomey
Bombouaka	150 Km	140	Cabine Tél.	Grand-Popo	396 km	300	Dahomey
Nakimidi	138 Km	140	Cabine Tél.	Ouidah	387 km	300	Dahomey
Pana	138 Km	140	Cabine Tél.	Porto-Novo	465 km	360	Dahomey
Tchamba	87 Km	100	Cabine Tél.	Sakété	467 km	360	Dahomey
Agou	320 Km	300	Agence postale	Adéta	300 km	240	Cabine Tél.
Akata	300 Km	240	Cabine Tél.	Dayes Ndigbé	286 km	240	Cabine Tél.
Goudévé	300 Km	240	Cabine Tél.	Klouto	315 Km	300	Cabine Tél.
Kpadapé	315 Km	300	Cabine Tél.	Apéhémé	278 km	240	Cabine Tél.
Barkoissi	110 Km	140	Cabine Tél.	Sotouboja	141 Km	140	Cabine Tél.
Elavagnon	222 Km	240	Cabine Tél.	Kousountou	110 Km	140	Cabine Tél.
Assomé	369 Km	300	Cabine Tél.	Gati	372 Km	300	Cabine Tél.
Akoviépe	369 Km	300	Cabine Tél.	Agbatopé	369 Km	300	Cabine Tél.
Gapé	369 Km	300	Cabine Tél.	Davédi	369 Km	300	Cabine Tél.
Gbinvié	369 Km	300	Cabine Tél.	Mission Iové	369 Km	300	Cabine Tél.
Kotowaré	87 Km	100	Cabine Tél.				
Niamtougou	6 Km	40	Bureau P.T.T.				

Avis d'appel et préavis. — Taxe égale au 1/3 de la taxe unitaire de conversation applicable pour la relation considérée avec minimum de perception de 80 francs.

Taxe de nuit. — De 21 heures à 6 heures. — Même taxe que pour les communications demandées pendant les heures normales d'ouverture du service téléphonique avec perception d'une surtaxe fixe par communication de :

a) communications destinées à un médecin, une sage-femme ou un vétérinaire. 60 frcs.

b) communications autres que ci-dessus 150 frcs.

Ces surtaxes ne sont cependant pas applicables aux communications officielles et à celles ayant pour objet de signaler un sinistre ou un danger menaçant la vie humaine ou la sécurité publique.

Les taxes applicables aux communications demandées à partir des postes publics sont les mêmes que celles des communications demandées à partir des postes d'a-bonnés (tableau ci-dessus) majorées des surtaxes fixes suivantes :

- a) Jusqu'à 100 kms 10 francs
b) Au-dessus de 100 kms 20 francs

(1) Sans limitation de durée.

(II) Lorsque la distance est inférieure ou égale à 500 kms, chaque unité de taxe est indivisible.

Lorsqu'elle est supérieure à 500 kms, pour les conversations dépassant une durée de trois minutes, chaque minute au-delà de la troisième est taxée séparément à raison de 1/3 de la taxe unitaire pour la relation considérée, avec maximum de perception de 200 francs par minute supplémentaire.

Ce barème annule les précédents.

DECISION N° 324/MTP/PT. du 29 juillet 1963 portant ouverture d'une cabine téléphonique à Davié (circonscription de Tsévié).

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS
ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS,

Vu le décret, n° 61-46 du 3 mai 1961 ;
Vu l'arrêté n° 586-PTT. du 25. décembre 1946 portant organisation du service téléphonique au Togo ;
Vu les nécessités du service ;
Sur la proposition du chef du service des postes et télécommunications,

DECIDE :

Article premier. — Pour compter du 15 mars 1963, il est ouvert à Davié (circonscription de Tsévié) une

cabine téléphonique publique dont la gérance est assurée gratuitement par le secrétaire administratif de Davié.

Art. 2. — M. Dogbla Michel, secrétaire administratif, nommé gérant de cette cabine, prêtera le serment professionnel dans les formes réglementaires auprès du gérant des postes et télécommunications de Tsévié.

Art. 3. — Les taxes perçues par M. Dogbla seront versées à la fin de chaque mois au gérant des postes et télécommunications à Tsévié qui les incorporera dans ses propres écritures.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 29 juillet 1963.

S. Aquereburu

TABLEAU

des taxes des communications téléphoniques du régime intérieur demandées à partir de la cabine publique de Davié (rattachée au bureau de Tsévié)

I — Cions urbaines: par cion: 25 francs-avec minimum mensuel de perception de 750 francs.

II — Cions interurbaines: par unité de 3 minutes (Tableau ci-dessous)

Destination	Distance	Taxe	Observations	Destination	Distance	Taxe	Observations
Lomé	30 Km	40	Bureau P.T.T.	Adeta	90 Km	100	Cab. téléphon.
Anécho	45 Km	40	Bureau P.T.T.	Afagnan-Bietta	45 Km	40	Cab. téléphon.
Anfoin	45 Km	40	Bureau P.T.T.	Abrewanko	167 Km	180	Cab. téléphon.
Anié	147 Km	140	Bureau P.T.T.	Agouévé	22 Km	40	Cab. téléphon.
Atakpamé	123 Km	140	Bureau P.T.T.	Agadji	122 Km	140	Cab. téléphon.
Badou	154 Km	180	Bureau P.T.T.	Koussountou	260 Km	240	Cab. téléphon.
Bafilo	325 Km	300	Bureau P.T.T.	Nakitindi	478 Km	360	Cab. téléphon.
Bassari	320 Km	300	Bureau P.T.T.	Ahepé	27 Km	40	Cab. téléphon.
Blitta	214 Km	240	Bureau P.T.T.	Ahouenhoun	147 Km	140	Cab. téléphon.
Dapangô	500 Km	360	Bureau P.T.T.	Akata	90 Km	100	Cab. téléphon.
Kandé	384 Km	300	Bureau P.T.T.	Aképé	26 Km	40	Cab. téléphon.
Lama-Kara	350 Km	300	Bureau P.T.T.	Aklakou	50 Km	40	Cab. téléphon.
S/Mango	447 Km	360	Bureau P.T.T.	Akoumapé	39 Km	40	Cab. téléphon.
Nuatja	55 Km	80	Bureau P.T.T.	Alédjo	325 Km	300	Cab. téléphon.
Palimé	85 Km	100	Bureau P.T.T.	Amégran	40 Km	40	Cab. téléphon.
Sokodé	285 Km	240	Bureau P.T.T.	Attitogon	48 km	40	Cab. téléphon.
Tsévié	25 Km	40	Bureau P.T.T.	Baguida	30 km	40	Cab. téléphon.
Aghéluvhé	29 Km	40	Agence post.	Barkoissi	457 km	360	Cab. téléphon.
Agbonou-gare	120 Km	140	Agence post.	Bè	31 km	40	Cab. téléphon.
Agou	75 Km	80	Agence post.	Bombouaka	478 km	360	Cab. téléphon.
Assahoun	35 Km	40	Agence post.	Dayes-Ndigbe	103 km	140	Cab. téléphon.
Chra	87 Km	100	Agence post.	Elavagnon	160 Km	180	Poste administ.
Gléi	94 Km	100	Agence post.	Gati	15 Km	40	Cab. téléphon.
Niamtougou	369 Km	300	Agence post.	Gboto	40 km	40	Cab. téléphon.
Noépé	25 Km	40	Agence post.	Goudevé	90 Km	100	Cab. téléphon.
Pagala	225 Km	240	Agence post.	Guérin-Kouka	366 Km	300	Cab. téléphon.
Porto-Séguro	38 Km	40	Agence post.	Kabou	340 Km	300	Cab. téléphon.
Tabligbo	65 Km	80	Agence post.	Kévé	37 Km	40	Cab. téléphon.
Vogan	40 Km	40	Agence post.	Kissibo	162 Km	180	Cab. téléphon.
Akaba-gare	180 Km	180	Agence postal.	Klouto	92 Km	100	Cab. téléphon.

(I) Sans limitation de durée.

(II) Lorsque la distance est inférieure ou égale à 500 kms, chaque unité de taxe est indivisible.

Lorsqu'elle est supérieure à 500 kms, pour les conversations dépassant une durée de trois minutes, chaque minute au-delà de la troisième est taxée séparément à raison de 1/3 de la taxe unitaire pour la relation considérée, avec maximum de perception de 200 francs par minute supplémentaire.

Ce barème annule les précédents.

Destination	Distance	Taxe	Observations	Destination	Distance	Taxe	Observations
Kolowaré	285 Km	240	Cab. téléphon.	Tchêkpo	18 Km	40	Cab. téléphon.
Kougnohou	141 Km	140	Cab. téléphon.	Tomegbé	142 Km	140	Cab. téléphon.
Kouvé	32 Km	40	Cab. téléphon.	Vokoutimé	40 Km	40	Cab. téléphon.
Kpadapé	75 Km	80	Cab. téléphon.	Agoué	65 Km	80	Dahomey
Kpété-Bena	132 Km	140	Cab. téléphon.	Athiéme	65 Km	80	Dahomey
Kpété-Mallo	136 Km	140	Cab. téléphon.	Bohicon	135 Km	140	Dahomey
Pagouda	360 Km	300	Poste adminis.	Bopa	75 Km	80	Dahomey
Pana	480 Km	360	Cab. téléphon.	Cotonou	135 Km	140	Dahomey
Sagbado	30 Km	40	Cab. téléphon.	Grand-Popo	70 Km	80	Dahomey
Sanguera	28 Km	40	Cab. téléphon.	Ouidah	100 Km	100	Dahomey
Segbé	30 Km	40	Cab. téléphon.	Porto-Novo	160 Km	180	Dahomey
Sorouboua	230 Km	240	Cab. téléphon.	Sakété	175 Km	180	Dahomey
Tchamba	290 Km	240	Cab. téléphon.				

Avis d'appel et préavis. — Taxe égale au 1/3 de la taxe unitaire de conversation applicable pour la relation considérée avec minimum de perception de 80 francs.

Taxe de nuit. — De 21 heures à 6 heures. — Même taxe que pour les communications demandées pendant les heures normales d'ouverture du service téléphonique avec perception d'une surtaxe fixe par communication de :

- a) communications destinées à un médecin, une sage-femme ou un vétérinaire 60 frcs.
b) communications autres que ci-dessus 150 frcs.

Ces surtaxes ne sont cependant pas applicables aux communications officielles et à celles ayant pour objet de signaler un sinistre ou un danger menaçant la vie humaine ou la sécurité publique.

Les taxes applicables aux communications demandées à partir des postes publics sont les mêmes que celles des communications demandées à partir des postes d'abonnés (tableau ci-dessus) majorées des surtaxes fixes suivantes :

- a) jusqu'à 100 Kms 10 francs
b) au-dessus de 100 Kms 20 francs

Nominations

N° 300-D/MTP/TP du 23-7-63. — M. Folligan Cyrille, ingénieur de 3^e classe 2^e échelon, chef de la subdivision des travaux publics du centre, en résidence à Atakpamé, est muté à la subdivision des travaux publics du nord en qualité de chef de subdivision des travaux publics avec résidence à Sokodé, en remplacement de M. Yves Legall, ingénieur des T.P., titulaire d'un congé administratif et dont le contrat arrive à expiration à la fin de ce congé.

M. Folligan est chargé :

- 1° — de constater :
- a) — les infractions à la police et à la conservation du domaine public ;
b) — les infractions à la réglementation des carrières et des conditions d'exploitation ;
c) — les infractions en matière de production industrielle ;

d) — les infractions à la réglementation routière sur la protection et l'usage des voies publiques et les transports automobiles au Togo ;

2° — d'inspecter les établissements classés comme dangereux, insalubres et incommodes ;

3° — de faire passer l'examen en vue de la délivrance de certificat de capacité pour la conduite des véhicules automobiles aux postulants résidant dans la circonscription du nord et assurer la réception des véhicules automobiles.

M. Folligan devra, préalablement à l'accomplissement des fonctions prévues à l'article précédent, prêter serment.

Le traitement de l'intéressé sera imputé au chapitre 18, article 7 du budget général,

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 320-D/MTP/CFT du 25-7-63. — M. Klauz Heinz, ingénieur diéseliste, nouvellement mis à la disposition du gouvernement de la République togolaise au titre de l'assistance technique allemande et mis à la disposition du ministre des travaux publics et transports (réseau des chemins de fer du Togo) par décision n° 686/MFP du 18 juillet 1963, est nommé chef de dépôt-diésel des chemins de fer du Togo (matériel et traction).

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Engagement.

N° 316-D/MTP/PT du 24-7-63. — MM. Laclé Antoine et Haunor Houniou François sont engagés en qualité d'aides comptables permanents de 2^e catégorie échelle A pour compter du 1^{er} janvier 1963.

Ils sont à ce titre mis à la disposition du directeur de la caisse d'épargne pour servir à l'agence comptable de la caisse d'épargne du Togo. M. Haunor conserve le bénéfice de l'ancienneté acquis depuis son entrée dans l'administration.

Le salaire des intéressés sera supporté par le budget autonomie de la caisse d'épargne du Togo.

Avancement d'échelle

N° 295-D/MTP du 23-7-63. — Les agents permanents dont les noms suivent, en service au cabinet du minis-

tre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, sont classés comme suit pour compter du 1^{er} juillet 1963.

Nom et prénoms	Emploi occupé	Date du dernier classement	Classement actuel	Classement au 1/7/63
Agbetrobu Ahénuho Benoit Koffi Pethos Dagobert	Commis-comptable Planton	1-1-60	6 A.	6 B.
		1-7-60	2 C.	2 D.

Affectations - Mutations

N° 276-D/MTP du 15-7-63. — M. Ayayi Emmanuel, ouvrier principal 1^{er} échelon, en service à la subdivision des travaux publics du nord à Lama-Kara, est affecté à la subdivision bâtiments sud à Lomé, en remplacement de M. Lantey Vitus.

M. Lantey Vitus, contremaître de 2^e classe, 3^e échelon, en service à la subdivision bâtiments sud à Lomé, est affecté à la subdivision des TP. nord à Lama-Kara, en remplacement de M. Nadja Paul.

M. Nadja Paul, chef chantier permanent 5^e catégorie échelle A, en service à la subdivision des TP. nord à Lama-Kara, est muté en remplacement de M. Ayayi Emmanuel, affecté à Lomé.

Les soldes et le salaire des intéressés restent imputables au chapitre 18, article 7, du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 278-D/MTP/TP du 16-7-63. — M. Saïbou Ya-coubou, mécanicien permanent 2^e catégorie échelle A, en service à la subdivision des travaux publics du nord à Sokodé est affecté à la subdivision routes Lomé pour servir dans les ateliers de réparation.

Le salaire de M. Saïbou reste imputable sur les crédits fonds de travaux.

La présente décision prendra effet à compter de la date de sa signature.

N° 280-D/MTP du 17-7-63 — M. Aziadapou Mathias, agent permanent échelle C, échelon 2; détaché au cabinet du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, est remis à la disposition du directeur du réseau des chemins de fer et du wharf.

N° 309-D/MTP du 23-7-63 — La décision n° 152/MTP du 17 mai 1963 portant affectations est rapportée pour compter de la date de signature de la présente décision, en ce qui concerne Mr. Bruce Henri.

M. Kowu Polycarpe, agent spécialisé principal de 2^e échelon, en service à la station météorologique de Mango est affecté à la station de Lomé-aérodrome en remplacement de M. Wilson Bahum Robert.

M. Wilson Bahum Robert, agent spécialisé principal 1^{er} échelon, rappelé à l'activité par décision n° 184/MFP du 12 juin 1963 pour compter du 1^{er} juin et remis à la disposition du ministre des T.P., Mines, Transports, des Postes et Télécommunications, est affecté à la station météorologique de Mango en qualité de chef de station en remplacement de M. Kowu Polycarpe.

Les émoluments des intéressés restent imputables au budget général, chapitre 18, article 6,

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 311-D/MTP/TP du 23-7-63 — M. Agba Gbandi Gabriel, agent spécialisé principal 2^e échelon, en service à la subdivision des Travaux publics du nord à Sokodé est affecté au secteur des Travaux publics de Bassari.

Les émoluments de M. Agba G. Gabriel restent imputables sur le chapitre 18, article 7 du budget général.

La présente décision aura effet à compter de la date de sa signature.

N° 312-D/MTP/TP. du 23-7-63 — M. Anatoukouté François, surveillant de route permanent 3^e catégorie échelle A, engagé par décision n° 586/MFP du 28 juin 1963 pour compter du 1^{er} juin 1963 et remis à la disposition du ministre des Travaux publics, Mines, Transports, des Postes et Télécommunications est affecté à la subdivision des Travaux publics de Mango-Dapango avec résidence à Kandé.

Le traitement de l'intéressé sera imputé sur le chapitre 18, article 7 du budget général.

N° 315-D/MTP/CFT du 24-7-63 — M. Quacoé Augustin, facteur permanent mle 11.785, échelle C échelon 1, embauché par décision n° 678/MFP du 16 juillet 1963 et affecté au réseau des chemins de fer et du wharf du Togo, est mis à la disposition du chef du service de l'exploitation.

Le salaire de cet agent qui est fixé à 41 francs l'heure, sera imputable au budget annexe des C.F.T., chapitre 1, article 2, paragraphe 2 (exercice 1963).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 318-D/MTP/CFT. du 24-7-63 — Le planton permanent Bacougnana Carbou de l'échelle E, échelon 4 (bureau exploitation de CFT) de retour de congé est muté à

compter du 1^{er} juin 1963 à Lomé GV en remplacement du chef manœuvre permanent Banebaya Yohannes, gardien de barrière au passage à niveau.

Le chef manœuvre permanent Banebaya Yohannes n^o mle 10.338 de l'échelle D échelon 7, précédemment gardien de barrière au passage à niveau est affecté à compter de la même date, au bureau de l'exploitation en qualité de planton.

N^o 321-D/MTP du 27-7-63 — M. Afoh Alassani Martin, adjoint administratif 2^e classe 4^e échelon, en service au cabinet du ministre des Travaux publics à Lomé, est affecté à la subdivision des T.P. nord Sokodé.

Les émoluments de M. Afoh sont imputables sur le chapitre 18, article 7 du budget général.

La présente décision aura effet à compter de la date de sa signature.

N^o 322-D/MTP du 27-7-63 — M. Afaou Joseph, commis dactylographe permanent 3^e catégorie échelle A, engagé par décision n^o 637/MFP du 5 juillet 1963 pour compter du 1^{er} juin 1963 et mis à la disposition du ministre des Travaux publics, Mines, Transports, des Postes et Télécommunications, est affecté à la direction des Mines et de la Géologie.

Le salaire de l'intéressé est imputable au chapitre 18, article 4 du budget général.

N^o 326-D/MTP/TP du 1-8-63 — La décision n^o 256/MT P/TP du 3 juillet 1963 portant affectation est rapportée pour compter de la date de signature de la présente décision, en ce qui concerne M. Yovovi Victor.

M. Dagba Germain, agent spécialisé confirmé 3^e échelon, réintégré par arrêté n^o 182/MFP du 8 juin 1963 et mis à la disposition du ministre des Travaux publics, Mines, Transports des Postes et Télécommunications est affecté à la subdivision des travaux publics du centre avec résidence à Atakpamé en remplacement de M. Issaka Aboudoulaï appelé à d'autres fonctions.

La solde et les accessoires de M. Dagba Germain sont imputables sur le chapitre 18 article 7 du budget général.

La présente décision prendra effet à compter de la date de sa signature.

N^o 328-D/MTP/TP du 1-8-63 — Est et demeure rapportée la décision n^o 239/MTP/TP du 28 juin 1963 portant affectation, en ce qui concerne M. Hunlédé A. Winfried. L'intéressé reste maintenu à son poste à la subdivision routes Lomé.

Absence

N^o 304-D/MTP/CFT du 23-7-63 — Est constatée pour compter du 1^{er} juin 1963, l'absence de son poste de M. Gado Tabiou, pointeur permanent n^o mle 11.765, échelle C échelon 1 en service au réseau des chemins de fer et du wharf du Togo.

Pendant toute la durée de son absence, M. Gado n'aura droit à aucune rémunération.

Heures supplémentaires

N^o 282-D/MTP/PT du 18-7-63 — Les fonctionnaires, agents permanents et journaliers du service des Postes et Télécommunications spécialement désignés pour assurer sans interruption la permanence dans tous les bureaux de poste du territoire à l'occasion des élections législatives et présidentielles, sont autorisés à effectuer, à titre exceptionnel, des heures de travail supplémentaires à partir du dimanche 5 mai 1963 à 7 heures du matin jusqu'au lundi 6 mai 1963 à 7 heures 30 du matin inclusivement.

Les heures supplémentaires effectuées dans la journée du dimanche 19 mai 1963 pour les travaux de réfection des lignes téléphoniques sabotées seront également rétribuées exceptionnellement.

Les heures de travail supplémentaires ainsi effectuées seront rémunérées suivant les taux horaires en vigueur sur production par les intéressés d'états nominatifs dûment approuvés par leur chef direct.

Les dépenses afférentes à ces heures supplémentaires sont imputables au budget général du Togo, chapitre 18, article 5.

Le chef du service des Postes et Télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Engagements

N^o 17-D/MJ du 18-7-63 — M. Adabunu Tété Thomas est engagé en qualité de blanchisseur de 2^e catégorie au salaire mensuel de cinq mille deux cents francs (5.200 frcs) pour servir à l'hôtel du ministre de la justice.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 16, article 1.

La présente décision prend effet pour compter du 15 mai 1963.

N^o 18-D/MJ du 18-7-63 — M. Koussogba Dieudonné est engagé en qualité de jardinier de 2^e catégorie au salaire mensuel de cinq mille deux cents francs (5.200 francs) pour servir à l'hôtel du ministre de la justice.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 16, article 1.

La présente décision prend effet pour compter du 15 mai 1963.

Arrêté rapporté

N^o 5/MJ du 19-7-63 — Est rapporté l'arrêté n^o 3/MJ du 13 janvier 1963 portant désignation du collège des assesseurs près de la cour d'assises du Togo pour l'année 1963, (première et deuxième listes).

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Nominations

N° 31-D/MCI du 10-7-63 — M. Amesse Anani Emmanuel, commis dactylo d'administration générale, est nommé comptable matières du ministère du commerce et de l'industrie.

N° 36-D/MCI du 25-7-63. — M. Placktor Anani Prosper, administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon est nommé directeur de cabinet du Ministère du commerce et de l'industrie en remplacement de M. Denkey Ayi Antoine appelé à d'autres fonctions.

La présente décision prendra effet pour compter du 15 juillet 1963.

Affectation

N° 35/D/MCI du 17-7-63. — M. Boneté Emmanuel, secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon en service à la direction du commerce et de l'industrie est remis à la disposition du Ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique pour être affecté au Ministère des affaires étrangères.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Démission

N° 56-D/MSP du 19-7-63. — Est acceptée pour compter du 11 juin 1963, la démission de son emploi offerte par Mlle. Amegee Félicité, garde-malades, (1^{re} catégorie échelle A) en service au centre national hospitalier de Lomé ;

Elle n'aura droit qu'à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata de temps de service effectué depuis la date de son dernier congé.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 19 juillet 1963 à la décision n° 31-MSP du 17 avril 1963 portant affectation.

Les sages-femmes dont les noms ci-dessous sont affectées:

Au lieu de :

à la subdivision sanitaire d'Anécho

— Mme. Comlan Agnès, sage-femme de 1^{re} classe 3^e échelon de retour de congé en remplacement de Mme. Agbodjan Cécile en congé de maternité.

Lire :

à la subdivision sanitaire d'Anécho

— Mme. Comlan Agnès, sage-femme de 1^{re} classe 3^e échelon de retour de congé pour assurer l'intérim de Mme Agbodjan Cécile, titulaire d'un congé de maternité.

(Le reste sans changement)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

ARRETE N° 9/MEN. du 30 juillet 1963 portant autorisation d'ouverture d'une école primaire privée.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu l'arrêté n° 653/E du 30 novembre 1943 portant réorganisation de l'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 46/PM-MEN du 20 février 1954 organisant la direction de l'enseignement ;

Vu la demande du 20 mai 1963 du pasteur Lovick demandant autorisation pour école fonctionnant depuis 1956 ;

Vu l'avis favorable de l'inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement au Togo ;

ARRETE :

Article premier. — M. Le pasteur William E. Lovick de la Mission Evangélique de Bassari est autorisé à ouvrir une école à 6 classes du 1^{er} degré à Bassari-ville.

Art. 2. — Cette autorisation n'ouvre pas droit à subvention.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juillet 1963

P. Adossama

Engagements

N° 73-D/MEN du 29-7-63. — M. Ahouayovo Fiolou est engagé en qualité de blanchisseur pour servir à l'hôtel du Ministère de l'Éducation nationale et classé à la 2^e catégorie 1^{re} zone pour compter du 1^{er} juillet 1963.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 26, article 1.

N° 69-D/MEN du 24-7-63. — Est et demeure rapportée la décision n° 17/MEN du 15 février 1963 portant engagement de M. Sankaredja François en qualité de cuisinier et boy à l'hôtel du Ministre de l'Éducation nationale pour compter du 1^{er} juillet 1963.

Autorisation d'enseigner

N° 68-D/MEN du 24-7-63. — Mme Dumas Suzanne, titulaire du C.A.P. Sténo-dactylo est autorisée à assurer pendant l'année scolaire 1962-63 un service partiel d'enseignement technique à l'EPCI de Sokodé.

Le service assuré par Mme Dumas sera rétribué sur le chapitre 26, article 8, exercice 1963, suivant détail ci-après :

Nombre d'heures effectuées : mai 69 heures
juin 39 heures

108 heures à 600 frcs

l'heure, soit 64.800 frcs.

**Entrée en classe de sixième des établissements
secondaires du Togo**

N° 66-D/MEN. du 23-7-63. — Sont admis au concours d'entrée en sixième et classés par ordre alphabétique dans les différents établissements secondaires du territoire, les élèves dont les noms suivent:

Lycée Bonnacarrère

- 1 — Abalo Polo Joseph, William, E. Farendé
- 2 — Abbey Geneviève, O. Marina
- 3 — Aboulaye Issaka, O. Koumondè
- 4 — Achillé Akossiwa Lydia, O. Blitta
- 5 — Adayi Amakuma Jeannette, O. Dayes Elavanyo
- 6 — Adjanoh Vendelin, C. Chra
- 7 — Adjévi Ambroise Osvin, O. Kutchenritter
- 8 — Adovi Adokoé, O. Kponvié
- 9 — Aduayi Adovi Emile, M. Porto-Séguro
- 10 — Afanvi Emile, C. Chra
- 11 — Agossou Yao, O. Application
- 12 — Ahadzi Kossi, O. Palimé
- 13 — Ahyee Firmin Euloge Ayitévi, O. Kandé
- 14 — Akakpo Dossou A. John, O. Champ de Courses
- 15 — Akakpo Emmanuel, O. Bè-Gare
- 16 — Akakpo Tchalla, O. Lom-Nava
- 17 — Aladé Yao Gabriel, O. Gadjagan
- 18 — Amaglo Kokouvi Paul, O. route d'Anécho
- 19 — Amah Sylvia Kokoé, O. route d'Anécho
- 20 — Améwu Cécile, O. Dayes Elavanyo
- 21 — Amouzou Georges Kouassi, O. Tabligbo
- 22 — Amouzou Azalesséssi Kodzovi Antoine, O. Bohn
- 23 — Ankrah Irénée Cyprien, St. Joseph
- 24 — Apaloo Johannes, O. Palimé
- 25 — Atayi Lydia Gisèle Ayoko, O. Midoudou
- 26 — Atohoun Célestine, O. Tablogbo
- 27 — Avoh Emmanuel, C. Yévié
- 28 — Ayité Amavi Magloire, O. Vogan Marché
- 29 — Ayivi Ayélévi Colette, O. Ekéto
- 30 — Boukpassi Talkpèta, C. Tsévié
- 31 — Byll Guillaume Sanvi, M. Anécho
- 32 — Creppy Eléonora Ayélé, O. Marina
- 33 — Dangbo Jean, O. Bassari
- 34 — Dapam Raphaël, E. Sodo
- 35 — Dédo Georges Afoladé, E. Alsace-Lorraine
- 36 — Dékpo Kossi, O. application Atakpamé
- 37 — Djoffon Blaise Mellefort, O. Bè-Gare
- 38 — Djondo Michel François, C. Dayes Kudzravi
- 39 — Dodzou Augustin, C. Hanyigba Todzi
- 40 — Domon Koffi Jules, O. Kévé
- 41 — Eklou Akpaka, O. Assomé
- 42 — Ekué Etienne, D. Agouégan
- 43 — Ekué Messan Edmond, O. Marius-Moutet
- 44 — Essien Kwessi Francis, E. Ahanoukopé
- 45 — Freitas Doe Pierre, O. Lom-Nava
- 46 — Gaba Reeves Ekoué, O. Jacob-Adjallé
- 47 — Gam Adjoa Akpédji Gisèle, O. Mango
- 48 — Gaou Yacoubou, O. Lama-Kara
- 49 — Goumégou Kouassi Daniel, C. Cathédrale
- 50 — Kodjodim Siegfried, O. Midoudou
- 51 — Koffi Kossi Justin, O. Blitta
- 52 — Konou Tenou Tchao, O. Sokodé
- 53 — Kossi Emile, O. Tado
- 54 — Kossi Tossou Charles, Cyrille, O. Kpékplémé
- 55 — Krossou Emmanuel, O. Dayes Elavanyo
- 56 — Kuévidjen Charlotte, O. Marina
- 57 — Lawson Latévi Claude, O. Hanyigba-Duga
- 58 — Lawson Latévi Victor, O. Glidji
- 59 — Lawson Seth, O. Bohn

- 60 — Lawson Drakey Vincent, O. Kutchenritter
- 61 — Logan Koffi David, O. Application
- 62 — Mamah Fousséni O. Sotouboua
- 63 — Megnassan Messan Calixte, O. Glidji
- 64 — Messan Attioghé, O. Application
- 65 — Micossé Justin, O. Palimé-Gare
- 66 — Odayé Pauline, O. Anié
- 67 — Okoua Godfried, O. Amlamé
- 68 — Quadjovie Anatole Pierre, O. Sokodé
- 69 — Quashie Hélène Ablewavi, O. Koma
- 70 — Quashie Sylvia, O. Marina
- 71 — Sessou Kossi, O. Aklakou
- 72 — Talaga Alexandre, O. Kétau
- 73 — Tchambakou Kodjo, O. Bassari
- 74 — Tchiagnon Kodjovi, O. Kandé
- 75 — Tchoutchou Awolou, O. Kétau
- 76 — Tèko Cathérine Dédévi, O. Bè-Gare
- 77 — Tété Komlan Christian, E. Palimé
- 78 — Trinnou Anani Etienne, O. Aklakou
- 79 — Tsidji Kossi Victor, E. Palimé
- 80 — Yétognon Kokou, O. Etoiles

Collège moderne de Sokodé

- 1 — Abalo Magnidiguila Emmanuel, O. Kétau
- 2 — Abalo Nestor, O. Lama-Kara
- 3 — Adam Abasse, O. Koma
- 4 — Adraghi Koffi Mensah David, O. Dapango
- 5 — Adzrakou Kodjo, O. Gadjagan
- 6 — Agbodjan Prince Thomas, O. Bafilo
- 7 — Ahiavédomé Kokutsé Sébastien, E. Tsiviépié
- 8 — Akpémado Pierre, O. Sahoudé
- 9 — Alassani Asséréyini, O. Agoulou
- 10 — Alassani Nouhoum, O. Centrale Sokodé
- 11 — Alassani Yacoubou, C. Sokodé
- 12 — Ali Bawa, O. Lama-Kara
- 13 — Amadou Soulémana, O. Sokodé-Didauré
- 14 — Amaï Thérèse, O. Kpadapé
- 15 — Amégbo Ignace, O. Gadjagan
- 16 — Aménounya Issa, O. Danyi-Elavanyo
- 17 — Amétépié Félix, O. Lanvié
- 18 — Assiamoua Yawo Kouma Abraham, O. Lanvié
- 19 — Assinguimé Kodjo, O. Défalé
- 20 — Atarouwa Issa, O. Tchamba
- 21 — Atchin Komnan, O. Mango
- 22 — Atsu Kwasi, E. Atakpamé
- 23 — Ayéva Mouhamadou, O. Lébé
- 24 — Baba Daja Germain, O. Pagouda
- 25 — Bakénou Bouwassawé Bertin, E. Farandé
- 26 — Bakoma Dama, O. Pagala-Gare
- 27 — Banginganti Kokou Raphaël, O. Bassari
- 28 — Baquelé Bouèfédim, O. Baga
- 29 — Baratchia Yabo, O. Tchitchao
- 30 — Batéma Yao Garba, O. Baga
- 31 — Batona Sylvain, E. Farandé
- 32 — Bényélé Sama, O. Tchitchao
- 33 — Bokobosso Bagan, C. Ayengré
- 34 — Boukari Fousséni, O. Balanka
- 35 — Détsi Paul Komi, C. Alédjo-Kadara
- 36 — Djéwa Nestor, C. Siou
- 37 — Djinekou Ernest, O. Paratao
- 38 — Djobo Boukari, O. Kasséna
- 39 — Dondja Assoumanou, O. Sokodé Didauré
- 40 — Donguewa Ali Essomoulam, O. Lama Kara
- 41 — Doumougué Kolani Totitoiko, O. Nano
- 42 — Faré Djato, O. Bassari
- 43 — Héyou Clément, O. Mango
- 44 — Issifou Abdou-Raouf, O. Tchamba
- 45 — Kadounta Bawa, O. Niamtougou
- 46 — Kataka Amonaou, O. Ataloté

- 47 — Kolani Lorempo, C. Bogou
- 48 — Komla Emmanuel Koffi, E. Sassanou Ahlon
- 49 — Konlani Laré, C. Bombouaka
- 50 — Kouma Kodjo Enos, O. Bémé Toutou
- 51 — Kpatcha Bassaman, C. Ayengré
- 52 — Labiké Modjosso Claude, C. Tchébébé
- 53 — Lamboni Combiani Souké, O. Dapango
- 54 — Lantame Nadjombé, O. Bassari
- 55 — Lawson Boèvi Eric, E. Anécho
- 56 — Nabiliwa Donso, O. Koumondé
- 57 — Nimon Wembou, O. Kétau
- 58 — Nouhoum Alidou, O. Centrale Sokodé
- 59 — Noukoum Maurice Yadoufa, O. Kétau
- 60 — N'Tcha N'Poh, O. Nadoba
- 61 — N'Téfé Kpakou, O. Nadoba
- 62 — Ourso Météwa Michel, O. Kandé
- 63 — Patassé Martin, O. Lama-Kara
- 64 — Piyinda Albert, E. Farendé
- 65 — Radji Bakari, O. Lom-Nava Atakpamé
- 66 — Samlawa Djoukpatoga Germain, O. Pagala-Gare
- 67 — Sanoussi Afissétou, O. Bafilo
- 68 — Tagba Agouda, O. Kabou
- 69 — Tosso Wahabou, O. Tchamba
- 70 — Tchala Koloudjowou Abalo, C. Lama-Kara
- 71 — Tchaou Augustin, C. Ayengré
- 72 — Tchikaty Adam Htassou, O. Tchamba
- 73 — Tegnama Martine, C. Sokodé
- 74 — Terou Kossi Valentin, O. Pagouda
- 75 — Tignokpa Lantame, O. Bafilo
- 76 — Waka Kpatéka Ignace, O. Kandé
- 77 — Yembeti N'Tcha, O. Nadoba
- 78 — Yoro Julien Samadjou, O. Ataloté
- 79 — Yovo Gladman, O. Camp-Lomé
- 80 — Zimari Adam, O. Dapango

École normale d'Atakpamé

- 1 — Adjoko Kossivi, O. Agbandi
- 2 — Afidégnou Kokou, O. Sokodé
- 3 — Ahouissou Jérôme, O. Tohou
- 4 — Akpaka Valentin, O. Midoudou
- 5 — Akpohle Dovi, O. Amoussoukopé
- 6 — Akue Maurille Jean-Marie, O. Application
- 7 — Amagbegnon Fagba Antoine, O. Application
- 8 — Amegan Abotchi, O. Midoudou
- 9 — Aménovor Pierre, O. Blitta
- 10 — Atakpamey Sagna Pierre, C. Anié
- 11 — Atakpamey Kodjo, O. Lom-Nava
- 12 — Atikpo Zacharie, E. Klabbé-Efoukpa
- 13 — Ayekomon Amassan Marie, O. Tado
- 14 — Babissilawa Hoba, O. Niamtougou
- 15 — Batal Balkou, O. Nyamassila
- 16 — Fousseni Ouro Akouda Maman, O. Application
- 17 — Kaga Alérou, E. Farendé
- 18 — Johnson Claude Ampan, O. Marius Moutet
- 19 — Kassegne Kossi Emmanuel, O. Midoudou
- 20 — Kekeh Joseph, O. Bafilo
- 21 — Kodjovi Koffi, O. Application
- 22 — Komlan Kwami Gabriel, E. Gobé
- 23 — Kossi-Loba Gnatoboma, O. Niamtougou
- 24 — Kpogo Kossi Corneille, C. Yokélé
- 25 — Tchamdja Jean, O. Bafilo
- 26 — Tchangai Komi, O. Baga
- 27 — Tchara Koffi, O. Blitta
- 28 — Yentchabre Madja, O. Dapango
- 29 — Zewu Joséphine Yawa, O. Nuatja

C.C. officiel de Tsévié

- 1 — Adjaklo Vincent Kougnaglo, C. Chra
- 2 — Adjogah Jean, O. Agouévé

- 3 — Adri Lucie, C. Nuatja
- 4 — Adzo Théodore, C. Agbélouwhoe
- 5 — Agba David, O. Zolo
- 6 — Agou Georges, C. Tsévié
- 7 — Ahianou Komi Jonas, O. Champ de Courses
- 8 — Aholou Pierre, C. Gbatopé
- 9 — Ajavon Dovi Ebenezer, O. Kévé
- 10 — Akiti Koffi Mathéo, E. Mission Tové
- 11 — Akplaka Dovi Parfait, O. Mango
- 12 — Amevor Koffi, O. Nuatja
- 13 — Amoussou Philippa, O. Marius-Moutet
- 14 — Anoba Jean, O. Gatigblé
- 15 — Atayi Nicolas, E. Dayes Apéyéme Todomé
- 16 — Bayilabou François Kadewa, C. Chra
- 17 — Dagodjo Pauline, O. Zolo
- 18 — Djibom Michel, O. Anié
- 19 — Dopegnon Kossi Robert, O. Assomé
- 20 — Dzene Koku Bertildus, C. Agbélouwhoe
- 21 — Ezin-Aloffan Soundéhoun Hilaire, E. Alsace-Lorraine Lomé
- 22 — Gbemenui Koakou Germain, O. Lébé
- 23 — Gbemou Komlan Godwin, O. Zolo
- 24 — Johnson Togbé Christian, O. route d'Anécho
- 25 — Kengbor Kpadé Louis, O. Tsévié
- 26 — Ketekre Dogbé Benjamin, O. Tsévié
- 27 — Koudago Yao Charles, O. Gapé
- 28 — Kouevi Anicette Fidèle, O. Lama-Kara
- 29 — Kpelly Ruben Ayaovi, O. Rte d'Anécho
- 30 — Kpotogbey Marie, C. Agbélouwhoe
- 31 — Maglo Koffi Emmanuel, O. Badja
- 32 — Mensah Ludwig Roger, O. Nyékonakpoé
- 33 — Quist Seth, O. Lama-Kara
- 34 — Sokpor Y. Christian, E. Tsiviépé
- 35 — Teko Aimée, O. Bè-Gare

C.C. officiel de Palimé

- 1 — Abotsi Akua Félicia, O. Akata
- 2 — Adademey Léon Koffi, O. Bohn
- 3 — Adonoutse Lucien, O. Hanyigba-Duga
- 4 — Agbavor Kodzo Joseph Mathias, E. Agou-Akplolo
- 5 — Agbotcho Dadja Madatina, E. Ahanoukopé
- 6 — Ahoie Aquérébourou René, E. Palimé
- 7 — Akpan Edouard Yawo, O. Agou-Gare
- 8 — Ameganvi Foly, O. Mango
- 9 — Ametowossi Yawo Ruben, O. Lanvié
- 10 — Amevigbe Yawo Séverin, O. Sahoudé
- 11 — Apedo Jonathan, O. Palimé
- 12 — Attoh Kwadzo Gilbert, O. Lanvié
- 13 — Awoume Kodzo Edouard, O. Palimé
- 14 — Aziabou Yawo Justine, O. Kébou-Etoé
- 15 — Daga Yétor Hossouké Grégoire, O. Kpéklémé
- 16 — Divo Honorin, O. Palimé-Gare
- 17 — Djamani Joseph, O. Agou-Gare
- 18 — Dogboevi Koffi Simon, O. Kouma-Apoti
- 19 — Ewoameou Yao, O. Témé-Dja
- 20 — Fiassan Jessé-Améyo, O. Palimé
- 21 — Kemara Akouwa Patience, E. Palimé
- 22 — Kodzo Kokou, O. Palimé
- 23 — Kokutse Emmanuel, O. Dayes-N'Digbé
- 24 — Kossi Pierre, O. Anié
- 25 — Koumetsron Ankou, O. Bémé-Toutou
- 26 — Lawson Léopold, O. Palimé
- 27 — Logossou Ayaovi, O. Palimé-Gare
- 28 — Tété Koudzo, C. Palimé

C.C. officiel de Hibéatro

- 1 — Adam Kadré Jean-Marie, O. Blitta
- 2 — Aketayah Salami Tidjani, O. Akata
- 3 — Amedodzi Fia-Koffi, O. Ounabé

- 4 — Amegavi Edouard, O. Témé-Dja
- 5 — Amouzou Yao, O. Anié
- 6 — Assiagbo Koffi Gilbert, O. Koutoukpa
- 7 — Badjo Yao, O. Badou
- 8 — Elitcha Antoine, O. Koutoukpa
- 9 — Essy Ankou Seth, E. Gobé
- 10 — Ewovon Seth, O. Gadjagan
- 11 — Gbadji Koffi Céphas, O. Amlamé
- 12 — Kassegne Edoh Adolphe, E. Palimé
- 13 — Kokou Cabourè, O. Palakoko
- 14 — Kouloni Daniel, O. Komá
- 15 — Kponou Ankou, O. Témé-Dja
- 16 — Mouzna Joseph, O. Koutoukpa
- 17 — Neke Messan, O. Koma
- 18 — N'Sougan Martin, O. Tohoan
- 19 — Odjaba Daniel, O. Amlamé
- 20 — Radji Karimou, E. Atakpamé
- 21 — Sanvee Ahlin Kouam, O. Nyékonakpoé
- 22 — Sodjinou Améfia, O. Dayes Apéyéme
- 23 — Tontakpa Jacob, C. Chra
- 24 — Yawo Salomon, O. Ounabé
- 25 — Yovogan Victor, O. Koutoukpa

C.C. officiel de Tabligbo

- 1 — Afatsawo Kokou, O. Tchèkpo-Dédékpé
- 2 — Agbassimou Kossi, O. Glidji
- 3 — Agossou Toklo Germain, O. Adjido
- 4 — Agboyibor Koudjega, O. Paratao
- 5 — Akakpo-Guetou Kossi Gall, O. Péssidé
- 6 — Akiti Tchagli, O. Tabligbo
- 7 — Alatevi Afansounoudji, O. Kponou
- 8 — Amatchotchoe Messan, O. Anfoin
- 9 — Apedjinou Dassikpé Thérèse, O. Mango
- 10 — Assignon Lucien, O. Ahépé
- 11 — Atideka Koffi, O. Tchèkpo-Dédékpé
- 12 — Attignon Komí, O. Tchèkpo-Dédékpé
- 13 — Azonsou Akou, O. Sikakondji
- 14 — Degboe Grégoire, O. Agbanakiin
- 15 — Dossavi Seth, O. Sanoussi
- 16 — Econ Aceo-Mercel, O. Gboto-Vodougbe
- 17 — Edoh Félix, O. Glidji
- 18 — Edoh Kodjovi Béatrice, C. Zafi
- 19 — Ekon Amavi Rose, O. Gboto-Vodougbe
- 20 — Etou Atsou Afanglozou, O. Tchèkpo-Dédékpé
- 21 — Egah Yawo, O. Kouvé
- 22 — Etse Patrice Koffi, C. Anécho
- 23 — Kodjo Kossi, O. Tchèkpo-Dédékpé
- 24 — Koffi Odette, O. Tchèkpo-Dédékpé
- 25 — Kpédja Paul, O. Gboto-Vodougbe
- 26 — Loho Kossi Georges, O. Amégnran
- 27 — Messan Sokogbé Djiwonou, O. Gboto Vodougbe
- 28 — Nouledo Gnamwoudji, O. Tabligbo
- 29 — Segnramedo Thomas Lossou, O. Bè-Gare
- 30 — Tété Mablé-Maria, O. Atouéta

C.C. officiel de Bassari

- 1 — Abdou Rahaman Mas-Houdou, O. Komá
- 2 — Adam Mounouni, O. Didauré
- 3 — Adino Koffi, O. Bassari
- 4 — Amadou Kodjo, O. Bassari
- 5 — Amidou Houdou, O. Bafilo
- 6 — Badjonla Jean-Marie, O. Kasséna
- 7 — Bawa Gbati Ernest, O. Bassari
- 8 — Bodoubossou René Koffi, O. Koma
- 9 — Bonfoh Abou-Bakari, O. Lama-Kara
- 10 — Boukari Ayouba, O. Sokodé
- 11 — Boukari Zoulkanini, O. Sokodé
- 12 — Derman Tairou, O. Bafilo
- 13 — Djoua Alchidè, O. Tchitchao

- 14 — Fankeba Tchapo, O. Bassari
- 15 — Fare Kpandja, O. Bassari
- 16 — Fianke Paul, O. Sokodé
- 17 — Gnani Dermane, O. Bassari
- 18 — Gnandi Alassani, O. Bassari
- 19 — Gniba Tibogna, O. Guérin-Kouka
- 20 — Idrissou Alassani, O. Balanka
- 21 — Idrissou Yacoubou Alfred; C. Siou
- 22 — Issa Tairou, O. Bassari
- 23 — Issaka Tairou, O. Bassari
- 24 — Koffi Nikabou, O. Kabou
- 25 — Koromba Sévérin, C. Bassari
- 26 — Kpante Alassani, O. Bassari
- 27 — Kpante Koffi, O. Koma
- 28 — Lantame Koami, O. Bassari
- 29 — Magnode Setchènou David, O. Bassari
- 30 — Morou Assoumanou, O. Koma
- 31 — Napo Damba, O. Mango
- 32 — Nonguima Issa, O. Guérin-Kouka
- 33 — Tabalbi Yadjabroum, O. Kidjaboun
- 34 — Tarkpe Jean-Marie, O. Lama-Kara
- 35 — Tchamoussa Bènoit, C. Ayengré

C.C. Vogan

- 1 — Adjévi Neglokpé, O. Ghodjomé
- 2 — Agbaglo Julien, O. Nyékonakpoé
- 3 — Akakpo Kokouvi Blaise, O. Vogan Marché
- 4 — Amégbor Kokoé Martiné, O. Mango
- 5 — Amenté Georges, O. Baguida
- 6 — Amewounou Maissan, O. Agomé-Glozou
- 7 — Amou Mawouko, O. Togoville
- 8 — Anagonou Tondo, O. Gbodzomé
- 9 — Atayi Ayikoué B., O. Tabligbo
- 10 — Attiogbé Madékpo, O. Akoumapé
- 11 — Atohou Benjamin Apanvi, O. Tabligbo
- 12 — Attikpo Messan Monique, O. Vogan-Sagada
- 13 — Ayité Amakoé, O. Badougbe
- 14 — Ayivi Louis, O. Lama-Kara
- 15 — Bédjétiina Patoum, O. Kétau
- 16 — Dantsé Yao Gabriel, O. Vogan Marché
- 17 — Dégué Kodjo Adolphe, O. Vogan-Adjrigo
- 18 — Denké Akakpo Léonard, O. Agomé Glozou
- 19 — Djikpor Koffi Pierre, O. Vogan Marché
- 20 — Dovi Michel, O. Vogan-Maché
- 21 — Essé Antoinette, O. Vokoutimé
- 22 — Fini Louis Mawulé Koffi; O. Marius Mouté
- 23 — Gbédessi Elisabeth, O. Vogan-Adjrigo
- 24 — Génoukpati Folikoé, O. Momé-Houkpati
- 25 — Hope Eyawo William, O. Gatigblé
- 26 — Komlagan Klakevi Hubert, C. Vogan
- 27 — Kouakey Amèh Jean, O. Djankassé
- 28 — Kouami Cathérine, O. Kutchenritter
- 29 — Kwessi Kowévi Godwin, O. Nyékonakpoé
- 30 — Lokpo Kossi Valentin, O. Vogan-Sagada
- 31 — Lotsi Doko Dominique, O. Vogan-Adjrigo
- 32 — Nangbassim Albin, E. Farendé
- 33 — Messanh Yaovi, O. Vogan-Sagada
- 34 — N'Sougan Kokouvi Bernard, O. Vogan-Marché
- 35 — Saliga Kokou Frantz, O. Porto-Séguro
- 36 — Sadori Adjafi Léontine, O. Zébévi
- 37 — Tchibozo Koukpoté Christophe, C. Anécho
- 38 — Tchrolo Kossi, O. Akoumapé
- 39 — Tonfayi Louis, C. Bè
- 40 — Zoghékon Kouassivi, O. Agbétiko
- 41 — Zozo Dovi-François, O. Badougbe

C. C. officiel de Woamé

- 1 — Adadé Jean, O. Kpoivié.
- 2 — Adzitso Kokou Francis, E. Palimé.

- 3 — Adzomeda Kouassi Théodore, O. Lanvié.
- 4 — Agbabi Gabriel, O. Kpadapé
- 5 — Agbodzavu Kokou Barnabé, O. Lanvié.
- 6 — Amouzou André, O. Kponvié.
- 7 — Appoh Edmond Kokou, O. Gadjagan.
- 8 — Assimadi Félix, O. Klo-Mayondi.
- 9 — Awouvoe Kodjovi Emmanuel, E. Kpélé-Elè.
- 10 — Baba René, O. Kpadapé.
- 11 — Bété Mensa, O. Palimé.
- 12 — Djodjoga Dovi Jeannette, O. Kouma-Tokpli.
- 13 — Dogbé Léonard, O. Kponvié.
- 14 — Dowui Kodzo Joseph, E. Palimé.
- 15 — Dzossé K. Fridolin, E. Dyes-Apéyéme Todomé.
- 16 — Ekruï Komi Clément, C. Hanyigba Todzi.
- 17 — Amevoh Antoine, O. Dayes Tinikopé.
- 18 — Ayité Kossi Daniel, O. Tinikopé.
- 19 — Folikpo Komi Adolphe, O. Gadjagan.
- 20 — Kagnidé Sola Victor, C. Sokodé.
- 21 — Komi Kouma Sévérin, C. Adéta.
- 22 — Kouyokotoli Salifou Kossi, O. Niamtougou.
- 23 — Kpogli Koami, O. Kpadapé.
- 24 — Kubumor Branfort Komlan, E. Tové.
- 25 — Laklé Afua Félicia, E. Woamé.
- 26 — Maman Misbahou, O. Palimé-gare
- 27 — Mlagah Djegbla Théophile, O. Gadjagan
- 28 — Morgah Yawa Seth, O. Gadjagan
- 29 — N'Kro Koffi Godwin, O. Kouma-Tokpli
- 30 — Nutsugan Lucas, O. Gadjagan
- 31 — Batougou Nassigou, O. Nyamassila
- 32 — Salifou Aboubacari, O. Didauré
- 33 — Semekor Klou Cornélius, O. Kouma-Apoti
- 34 — Semwetara Makoumayéma, O. Niamtougou
- 35 — Tamekloe Wisdom, O. Sokodé
- 36 — Taré Joseph, O. Kpadapé
- 37 — Tsogbe Yawo André, O. Palimé-gare
- 38 — Wiyau Yacolé, O. Sahoudé.

C.C. officiel de Lama-Kara

- 1 — Abala Ernest, E. Houdé
- 2 — Abala Tandjoma Innocent, C. Siou
- 3 — Adjida Kanikatoma Tombéa, O. Niamtougou
- 4 — Abé Tchanton, O. Défalé
- 5 — Agnikon Simtolone, O. Pessaré
- 6 — Agousoyé Banla Yao, O. Tchitchao
- 7 — Alassani Tchédre, O. Gandè Soudou
- 8 — Ali Bédiabadjaa, E. Pya
- 9 — Amizou Célestin, O. Tchitchao
- 10 — Bachassi Adabi, O. Lama-Kara
- 11 — Baguédou Bawani, O. Sahoudé
- 12 — Barcola Biyébinawé, O. Lama-Kara
- 13 — Bamazi Daniel, O. Lama-Kara
- 14 — Egom Ali Michel, O. Kétau
- 15 — Gandi Bertin, O. Kétau
- 16 — Kabissi Laobia Sylvain, E. Farendé
- 17 — Lomdo Bagnan, E. Pya
- 18 — Lomdon Samah Sam, E. Pya
- 19 — Mabiké Essonana Lambert, O. Kouméa
- 20 — Mariam Kondi, O. Kétau
- 21 — Mouzou Abalo Kodjovi, C. Lama-Kara
- 22 — Nabiyou Kpendu Antoine, E. Pya
- 23 — N'Buyou Emmanuel, O. Sahoudé
- 24 — Nimon Jeannette E. Pya

- 25 — Nonoa Salima, O. Baga
- 26 — Planté Prosper, E. Pya
- 27 — Patalaki Koulou, O. Kouméa
- 23 — Palaki Mousou Vincent, O. Kouméa
- 29 — Palakassé Pombo, O. Lama-Kara
- 30 — Pittah Méyébinawé, E. Farendé
- 31 — Piyoutcha Etawena Robert, E. Landa
- 32 — Radji Assimi, O. Pagouda
- 33 — Torsohou Anabidédé, E. Landa
- 34 — Togolo Maurice, O. Défalé
- 35 — Waibena Badabako Honoré, C. Niamtougou
- 36 — Walla Kouvé Nestor, E. Landa.

C.C. officiel de Sotouboua

- 1 — Abouderkérin Mouroussalou, O. Didauré
- 2 — Alassani Moutaka, O. Komah
- 3 — Alfa Boukari Foudou, O. Koussountou
- 4 — Alidou Mahamadou, O. Sokodé
- 5 — Alidou Taïrou, O. Koma
- 6 — Amana Evariste Kpatcha, O. Lama-Kara
- 7 — Amédou Souradji, O. Koussountou
- 8 — Amidou Mahamadou, O. Sotouboua
- 9 — Banabako Ferga, O. Pagala-gare
- 10 — Bédé Takougnati, C. Lama-Kara
- 11 — Boukari Jean, O. Sotouboua
- 12 — Clairé Issa, O. Paratao
- 13 — Dandjoua Gbandi, C. Bassari
- 14 — Diogo Pierre, O. Tchamba
- 15 — Djato Komla, O. Didauré
- 16 — Djibril Adjenétou, O. Didauré
- 17 — Dogo Bouraïma, O. Koussountou
- 18 — Giffa Cosme Dossou, O. Koma
- 19 — Hountodzi Kokou, O. Pagala-gare
- 20 — Issa Nouhoum, O. Bassari
- 21 — Kaliwani Aholi, O. Ayengré
- 22 — Kilimétou Boukari François, O. Kouméa
- 23 — Kissiba Finiki Sim Germaine, O. Kouméa
- 24 — Komlan Djobo, O. Lama-Kara
- 25 — Komlan Yawo, O. Agbandi
- 26 — Kouakou Napo Adolphe, C. Bassari
- 27 — Kpakpabia Abalo, O. Kétau
- 28 — Mimi Djadja, O. Didauré
- 29 — Moukaila Issifou, O. Sotouboua
- 30 — Moussa Sédou, C. Bassari
- 31 — Nouatin Paulin, O. Sotouboua
- 32 — Patalaki Piyo, O. Kouméa
- 33 — Soulé Souradji, O. Paratao
- 34 — Tchakéi Nicolas, O. Sotouboua.

C.C. officiel de Mango

- 1 — Assobrou Djaboufoh, O. Mango.
- 2 — Azoumaro Alex Dakouta, C. Kandé
- 3 — Inhoré Toua, C. Kandé
- 4 — Katakona Akonégá, O. Mango
- 5 — Kodjo Yombou, O. Mango
- 6 — Kombaté Manka, O. Sokodé
- 7 — Koukoura Aoufobara, O. Mango
- 8 — Naba Taragbin, O. Mango
- 9 — Nadjo Nana Yaya, O. Mango
- 10 — Namorou Séibou, O. Kandé
- 11 — Naroukou Marati Jean-Pierre, O. Kandé
- 12 — Nassakou Mama, O. Mango

- 13 — Pitchenka Narcisse Agnossime, C. Kandé
- 14 — Sidiki Aboudoulaye, O. Mango
- 15 — Tchatcharo N'Gbanda, O. Mango
- 16 — Touza Bogoyè, C. Lama-Kara

C. C. officiel de Dapango

- 1 — Ali Ahoussintché, O. Kandé
- 2 — Allakoum Mossaba Jean, O. Kandé
- 3 — Bissri Kakignayi, O. Mango
- 4 — Coubageat Touré Mahamadou, O. Kouméa
- 5 — Djaba Zakary, O. Kouméa
- 6 — Danto Ada Fatouma O. Dapango
- 7 — Djimongou Djanwalé, O. Dapango
- 8 — Kolani Dakomame, C. Bogou
- 9 — Kolani Djakoni, O. Mango
- 10 — Kombaté Mathurin Lène, C. Kandé
- 11 — Koubidina Joseph, O. Kandé
- 12 — Laré Innocent Yentotibé, C. Kandé
- 13 — Laré Kolka Antoine, O. Barkoissi
- 14 — Louyene Nicolas Laré, C. Kandé
- 15 — Mintoumba Issaka, O. Korbongou
- 16 — Nandja Zakari Roufaï, O. Bassari
- 17 — N'Dah Yokpati, O. Nadobà
- 18 — Nimon Marcel, E. Pya
- 19 — Odanou Gabriel Mani, C. Kandé
- 20 — Patoumbi Noël, O. Bassari
- 21 — Possian Marthe Assindo Ayaba, O. Dapango
- 22 — Siakré Gnoussiba, O. Défalé
- 23 — Soulé Mama, E. Pya
- 24 — Tamiouga Zato Sababou, O. Dapango
- 25 — Tchalenga Gnoaté, O. Korbongou
- 26 — Yata Pepa, O. Défalé
- 27 — Yentoumané Plindjo, O. Bohn

Collège St. Joseph

- 1 — Abi Tchalla Ernest, C. Yadé
- 2 — Abodah Fréri Rock Koffi, St. Joseph
- 3 — Abotsi Norbert, E. Ahanoukopé
- 4 — Abressé Yawo Paul, C. Kouma-Bala
- 5 — Adom Abochi Alphonse, C. Yadé
- 6 — Agbavior Kuami Emmanuel, E. Nyékonakpoé
- 7 — Agbodo Comlavi Wenceslas Michel, St. Joseph
- 8 — Agody Anani Emmanuel, St. Joseph
- 9 — Agrippa Elissa, St. Joseph
- 10 — Akakpo Akou Bonaventure Parfait, St. Joseph
- 11 — Akoété Kossi Kuma, C. Gbéluwoé
- 12 — Akogo Jacques Koffi, C. Amoutivé
- 13 — Akouété Adrien Yaovi, C. Anécho-plage
- 14 — D'Almeida Philippe, St. Joseph
- 15 — Amegee Emmanuel, St. Joseph
- 16 — Amlanou Kokou Léonard, C. Assahoun
- 17 — Amoussaou Etienne Marcel, St. Joseph
- 18 — Anthony Godlieb Stéphane Kokou, C. Ahanoukopé
- 19 — Ashorgbor Kwamivi Raphaël, C. Amoutivé
- 20 — Assagba Ernest, C. Amoutivé
- 21 — Assou Kouma Jean, C. Porto-Séguero
- 22 — Atayi Michel Anaté, Ahanoukopé
- 23 — Atchon Prosper, C. Palimé
- 24 — Attikpo Mawounon, O. Teine-Dja
- 25 — Ayié Benoit Agbélenko, C. Afagnan-Bletta
- 26 — Bawa Antoine, C. Alédjo-Kadara
- 27 — Dovi-Akué Jean-Pierre, O. Nyékonakpoé

- 28 — Dravie Franck Koffivi Emile, C. Amoutivé
- 29 — Ecoué Gustave Destiny Kankoaé, St. Joseph
- 30 — Essien Koawu Prosper, C. Amoutivé
- 31 — Etse Augustin, C. Kpélé Agbanon
- 32 — Fabre Francis, O. Marius-Moutet
- 33 — Folly Edoh Georges, O. Marius-Moutet
- 34 — Gaba Antoine Annan, C. Amoutivé
- 35 — Gabiam Wolalon Antoine, C. Anfoin
- 35 — Geraldo Nafiou, O. Palimé
- 37 — Hator Komi Guillaume, O. Koma
- 38 — Homekou Yao Léonard, C. Tové Agbéssia
- 39 — Johnson Koffi Claude Assiba, St. Joseph
- 40 — Kengbo Lucas Pierre Moïse Kpadé, St. Joseph
- 41 — Klonou Antoine, O. Kponou
- 42 — Kodjo Ahlanko Joachim, C. Gounkopé
- 43 — Koffi Azoumah Yaovi, O. Gapé
- 44 — Kouévi Ekoé Folivi, St. Joseph
- 45 — Kudawoo Messah Alfred, C. Cathédrale
- 46 — Kwadjovie Antoine Sanvi, C. Amoutivé
- 47 — Lassey Théophile, C. Amoutivé
- 48 — Lokoh Comlan Roger, O. Etoiles
- 49 — Maté Emmanuel, O. Tohoun
- 50 — Mensah Ernest Sewa St. Joseph
- 51 — Nouwamey Atsou Cosmas, St. Joseph
- 52 — Nyavo Louis Komla, St. Joseph
- 53 — Olympio César Augusto, St. Joseph
- 54 — Pallissé Alain, O. Marina
- 55 — Ségbéaya Blaise Kossi, C. Amoutivé
- 56 — Sodji Yawovi Michel, C. Adangbé
- 57 — Sokpo Cosme Eugène, O. Glidji
- 58 — Sonhayé Kabou Issa Yakoubou, O. Kabou
- 59 — Souley Innocent, St. Joseph
- 60 — Siggini Mathieu Eleasa, St. Joseph
- 61 — Tabiou Sitou, C. Bassari
- 62 — Tchaou Tchapala André, O. Lama-Kara
- 63 — Tchédre Raphaël Nadja, St. Joseph
- 64 — Tévi Christophe, O. Bohn
- 65 — Tohéno Parfait Komi, C. Amoutivé
- 66 — Vovor Félix, C. Palimé
- 67 — Zinsou Koffi François, C. Cathédrale

Institution Notre Dame des Apôtres de Lomé

- 1 — D'Almeida H. Antonia Dédé, N.D.A. Amoutivé
- 2 — Agbémégnan Emmelie Dovi, N.D.A. Amoutivé
- 3 — Aguihah Béatrice, N.D.A. Amoutivé
- 4 — Ayéva Mariama, O. Nyékonakpoé
- 5 — Anifrani Edith, N.D.A. Amoutivé
- 6 — Améganvie Justine Adjoa, O. Bohn
- 7 — Agbodan Dédé, O. Tabligbo
- 8 — Afandonougbo Ablavi Angèle, O. Ahépé
- 9 — Agbodjoe Bessi Confort, O. Aklakou
- 10 — Améganvie Margueritte Marie, N.D.A. Anécho
- 11 — Adam Djaba, O. Mango
- 12 — Amouzou Véronique, O. Kponvié
- 13 — Assagba Akossiwa Félicia, O. Kébou Etoé
- 14 — Assagba Akoélé Christine, O. Kébou Etoé
- 15 — Ahiator Leticia, O. Zolo
- 16 — Agbémégnan Madeleine, P. Nyékonakpoé
- 17 — Ajavon Sibrylle, O. Agouévé
- 18 — Apété Brigitte Amélie, O. Bohn
- 19 — Badjona Marie, N.D.A. Siou
- 20 — Béké Marie-France, N.D.A. Amoutivé

- 21 — Carboni Elisabeth, N.D.A. Amoutivé
- 22 — Dégué Afiwa Théodora, O. Vogan Adjrijo
- 23 — Dénadou Hortense, O. Gapé
- 24 — Dogbé Marie-Françoise, C. Adéta
- 25 — Edorh Thérèse Appoline, N.D.A. Amoutivé
- 26 — Egbon Akossiwa Elisabeth, C. Tokoin
- 27 — Ekué Sylviane Estelle, N.D.A. Amoutivé
- 28 — Foli Dédé Félicité, O. Aklakou
- 29 — Fumey Dovi Odette Lucia, N.D.A. Amoutivé
- 30 — Gbikpi Anne-Marie A. M., N.D.A. Amoutivé
- 31 — Gouma Caroline Afiwa, N.D.A. Amoutivé
- 32 — Hukportie Caroline, O. Bohn
- 33 — Hundt Sylvia, N.D.A. Lomé
- 34 — Koffi Aboki Angèle, N.D.A. Amoutivé
- 35 — Kossi Akouvi Bernadette, N.D.A. Agou
- 36 — Koumi A. Justine, O. Rue Champ de Courses
- 37 — Kluga Massan Louise, O. Kébou Etoé
- 38 — Kogoe Angèle, C. Yadé
- 39 — Labirey Régina Dédévi, N.D.A. Amoutivé
- 40 — Missiamey Olga Aimée, O. Nyékonakpoé
- 41 — Nousoukpoé Marguerite Flora, O. Midoudou
- 42 — Quadjovie Angèle Françoise, N.D.A. Amoutivé
- 43 — Sanvee A. Reine Maryse, N.D.A. Amoutivé
- 44 — Ségbédji Victorine, O. Champ de Courses
- 45 — Ségbéfia Elisabeth, E. Rue Alsace Lorraine
- 46 — Séddoh Gisèle, N.D.A. Lomé
- 47 — Seddoh Béatrice, O. Application Atakpamé
- 48 — Sessagoa Yowana, N.D.A. Siou
- 49 — Sossougah Régine, O. Ahépé
- 50 — Tairou Abibatou Innocentia, C. Adéta
- 51 — Tèvi Rebecca Adjélé Lucie, O. Champ de Courses
- 52 — Trénou Chantal, O. Marina Lomé
- 53 — Téméty Lilie, O. Kutschenritter Anécho
- 54 — Tossou Martine N.D.A. Amoutivé
- 55 — Toyi Kossiwa, Providence Nyékonakpoé
- 56 — Tsipotou Anne-Marie, C. Assahoun
- 57 — Voulé Abravi Marie, E. Danyi Kpéto
- 58 — Voulé Hélène E. Danyi Kpéto.

Collège St. Augustin Togoville

- 1 — Abiriro Alimatou Robert, C. Siou Kawa
- 2 — Adomayakpor Constantin, C. Nuatja
- 3 — Agbakou Messan Camille, C. Ahanoukopé
- 4 — Agbo Koffi Basile, C. Avépozo
- 5 — Akatchy Pierre, C. Atakpamé
- 6 — Akpabie Aдови Jean-Marie, C. Cathédrale
- 7 — Aménu Jean, C. Palimé
- 8 — Amarin Graine Basile Georges, C. Cathédrale
- 9 — Amouzou Logossou Michel, C. Togoville
- 10 — Amonéné Medja Etienne, C. Palimé
- 11 — Attiobé Herman Kangni, C. Amoutivé
- 12 — Assidenou Ankon Daniel, C. Atakpamé
- 13 — Awoussa Ayawovi Christophe, C. Tsévié
- 14 — Ayéfouni Kokou Emmanuel, O. Pagouda
- 15 — Ayivi Ayité Pierre, C. Aklakou
- 16 — Bassoti Nim Victor, C. Ayengré
- 17 — Bayaké Kpatcha, O. Sotouboua
- 18 — Buagbé Kodjo Alphonse, C. Kuma-Bala
- 19 — Dankpo Koodjo Ferdinand, C. Ahanoukopé
- 20 — Djato Emmanuel, C. Lassa
- 21 — Dokpo Yawo Raphaël, C. Adéta
- 22 — Fianku K. Jean, C. Agadji

- 23 — Johnson Jean-Baptiste Comlan, O. Etoiles
- 24 — Kanaza Kossi, C. Ayengré
- 25 — Karou Banlène Sylvain, C. Bombouaka
- 26 — Klutsè Joseph Didier Kokou C. Assahoun
- 27 — Koffi Joseph Yaovi, C. Atakpamé
- 28 — Koffisson Anani Venance, C. Aklakou
- 29 — Kokou Antoine, C. Nyékonakpoé
- 30 — Komandan Abalo Kossi Léon, C. Agadji
- 31 — Komi Paul, C. Palimé
- 32 — Kpeda Kossi, C. Ayengré
- 33 — Kouwadan Christian, C. Avézopé
- 34 — Lallé Tamkpali, C. Dapangé
- 35 — Lassey William, C. Amoutivé
- 36 — Lébibé Nambath Célestin, C. Bombouaka
- 37 — Logossou Missemahou Symphorien, C. Aklakou
- 38 — Mawuladja Kossi, C. Bassadji (Bè)
- 39 — Sikpa Komlan Ernest, C. Tsévié
- 40 — Télou Temtérou, C. Ayengré
- 41 — Tchamdja Soumou Jérémie, C. Yadé
- 42 — Tronou Kodjo Pascal, C. Togoville
- 43 — Vivon Peter Jean, C. Tsévié
- 44 — Wilson Adjé Georges, O. Nyékonakpoé
- 45 — Zonu Anani Pierre, C. Tové-Agbéssia

Collège Chaminadé Lama-Kara

- 1 — Abdoulaye Nafissa, O. Tsévié
- 2 — Agbé Arateine, O. Bafilo
- 3 — Ago Justine Assana, C. Yadé
- 4 — Akakpo Lanteni, O. Poga
- 5 — Bahessa Komi, O. Niamtougou
- 6 — Barcolas Adam Allasani, O. Lama-Kara
- 7 — Barika Joseph, O. Lama-Kara
- 8 — Barmabo Nanbibé, O. Lama-Kara
- 9 — Bitoka Basso, C. Niamtougou
- 10 — Bodé Joseph, O. Bafilo
- 11 — Bodjona Basile, O. Kouméa
- 12 — Bodjona Rose, O. Kouméa
- 13 — Dao Bèbou Fousséni, E. Lama-Kpétah
- 14 — Défaloua Kokou Bernard, C. Siou
- 15 — Djabaoui Kodjo, O. Baga
- 16 — Djatoubai Frédéric Pitèya, C. Tcharé
- 17 — Egbaou Eugène, C. Lama-Kara
- 18 — Essolaba Outamaya, O. Pagouda
- 19 — Fousséni Ahamadou, O. Bafilo
- 20 — Guitoba Katalawa, C. Gléi
- 21 — Haliyaki Kouyakoabalo, C. Pessari
- 22 — Kao Kodjo Bertin, C. Bohou
- 23 — Karimou Lami, O. Kouméa
- 24 — Kezie Mewessinou, O. Bassari
- 25 — Kodom Joseph, O. Tchitchao
- 26 — Kouloum Bambiou Joseph, O. Lama-Kara
- 27 — Koussantakpa Batama Sagou, C. Lama-Kara
- 28 — Koutouma Luc, O. Lama-Kara
- 29 — Koutandji Yaovi Comlan, O. Lama-Kara
- 30 — Kpakpai Clément, C. Karé
- 31 — Kpatcha Amougnon, E. Pya
- 32 — Kpatcha Luther, E. Lama-Kara
- 33 — Kpessilo Gnessi, O. Kouméa
- 34 — Lagbaï Raphaël, O. Lama-Kara
- 35 — Limazie Frédéric, C. Tcharé
- 36 — Lokou Pilaki Sylvestre, C. Bohou
- 37 — Looky Bernabé, O. Lama-Kara

- 38 — Moumouni Wahabou, O. Bafilo
- 39 — Morou Nikabou Christian, C. Sokodé
- 40 — Mouzou Simguissan, O. Kétau
- 41 — Ngnama Michel Boudéi, C. Tcharé
- 42 — Nimon Simgouna, C. Ayengré
- 43 — Odah Kossi Daniel, O. Sokodé (centrale)
- 44 — Pakayi Samyé Wiyao, C. Lama-Kara
- 45 — Panéozé Kouénga, O. Bliita
- 46 — Panla Tchoou Firmin, O. Kouméa
- 47 — Péré Komi Pierre, C. Bohou
- 48 — Pesséi Tokinaï Egoulou René, C. Lama-Kara
- 49 — Pogbo Mahigouwé, O. Kouméa
- 50 — Poussi Kikéou, O. Kouméa
- 51 — Pré Kodjovi, O. Pagouda
- 52 — Salifou Djadjarou, C. Sokodé
- 53 — Simdinatomé Tétou, O. Lama-Kara
- 54 — Simpara N'Koué, O. Nadoba
- 55 — Sorgué Sama Tchao Norbert, C. Bohou
- 56 — De Souza K. Patrice, O. Lama-Kara
- 57 — Takouské N'Tamawoé, O. Kouméa
- 58 — Tam Eglou, C. Tcharé
- 59 — Tangaou Prosper, C. Soundina-Bas
- 60 — Tchamdja P. Alain, C. Bohou
- 61 — Tchamdja Donidéma, O. Lassa
- 62 — Tchamdja Pierre, C. Yadé
- 63 — Tchamié Augustin, O. Sahoudé
- 64 — Tchamié Yao Lassa Kandalao, O. Lassa
- 65 — Tchangaye Tcha Jean-Marie, C. Bohou
- 66 — Tchayo Fassinou Yao, O. Lama-Kara
- 67 — Tchonda Frédéric, C. Karé
- 68 — Téhéwa N'Tawi, O. Kouméa
- 69 — Télou Amédée, P. Nyékonakpoé
- 70 — Tignokpa K. Martin, O. Bafilo
- 71 — Toi Dinanébutcho, O. Soundina-Bas
- 72 — Toi Kpanzié, E. Houdé
- 73 — Walla Pierre, C. Bohou
- 74 — Zakari Yomé Augustin, C. Yadé
- 75 — Aliti Rémy, O. Tchitchao
- 76 — Amouzou Akouété Pierre, O. Lassa
- 77 — Agbokou Massa Charlotte, O. Niamtougou
- 78 — Ablossu Seth, E. Palimé
- 79 — Affo Dieudonné Désiré, C. Palimé
- 80 — Agbozzavu Déodath Téfé, O. Lanvié
- 81 — Agbogan Akuvi Thérèse, O. Palimé
- 82 — Amétéfé Godwel, E. Palimé
- 83 — Apédo Théodore, C. Palimé
- 84 — Awoumé Enos, E. Tové
- 85 — Adimado Kouessan, O. Nyékonakpoé
- 86 — Adjahi Ayao O. Agouévé
- 87 — Adjamah Isidore, C. Amoutivé
- 88 — Adodo Afioa Christiane O. Kodjoviakopé
- 89 — Afantchao Simon Yawo, E. Bè
- 90 — Agbaletsie Kwodzo Joseph, C. Cathédrale
- 91 — Agbégnan Ayaovi Gabriel, C. Bè
- 92 — Agbobly Atayi Ayikoé, C. Cathédrale
- 93 — Agodékla Kokou Nicolas, C. Noépé
- 94 — Akokponhoun Kokou Etienne, O. Nyékonakpoé
- 95 — Amavi John, O. Sanoussi
- 96 — Babanam Thérèse, O. Lama-Kara
- 97 — Babanawo Béatrice Migbodzi, E. Hanoukopé
- 98 — Djondo Koffi Nestor, C. Cathédrale
- 99 — Edjamtolé Sim Médédou M. Stella, C. Yadé

- 100 — Ekoué Kokou, O. Route d'Anécho
- 101 — Èssnouwa Sèkpo, O. Champ de Courses
- 102 — Honyigloh Afiwa Johanna, O. Sokodé
- 103 — Hillah-Ayivi Ambroise, E. Hanoukopé
- 104 — Kouténé Akoua Aimée, O. Komah
- 105 — Kagan Jacqueline, O. Camp
- 106 — Kéké Kossi Simon, O. Nyékonakpoé
- 107 — Klu Fabien, O. Champ de Courses
- 108 — Kouakouvi Agnakou, O. Route d'Anécho
- 109 — Koumassi Kouassivi Paul, C. Nyékonakpoé
- 110 — Magnani Adjoa, O. Lama-Kara
- 111 — Nambana Véronique, Nda Siou
- 112 — Patali Miyoutéma, O. Kouméa
- 113 — Réma Badabera Cathérine, O. Niamtougou
- 114 — Sowoh Elisabeth, O. Sokodé
- 115 — Tékoué Florine Dédé, O. Sokodé
- 116 — Yigan Vital Henri, O. Nyékonakpoé.

C.C. St. Pie X Tsévié

- 1 — Adabra Richard, O. Zolo
- 2 — Adedze Komlan James, C. Kovié
- 3 — Agbavoh Messan, O. Agouévé
- 4 — Agbessinou Koffi Pépis Jean, O. Kévé
- 5 — Agbozo Guaivo Kossi François, O. Assomé
- 6 — Ahiablamé Koami, O. Assomé
- 7 — Ahiadou Messa Jean, C. Noépé
- 8 — Ahiafokpo Fidélia, E. Pya
- 9 — Akora Emmanuel, O. Zolo
- 10 — Akpôti Komi Gilbert, O. Kévé
- 11 — Alocho Yakobi Jean, E. Bè
- 12 — Améké Rosine Afansi, O. Bohn
- 13 — Ametonyenou Eklou Christophe, O. Tsévié
- 14 — Asogba Koutchoro Michel, O. Koma (Sokodé)
- 15 — Atcha Koffi, C. Atakpamé
- 16 — Avogbédo Komlan Emile, O. Gapé
- 17 — Aziablame Afédjon Victor, O. Assomé
- 18 — Bawila Basile Kpè, C. Chra
- 19 — Boni Koffi Bertin, O. Tsévié
- 20 — Dotse Yawo Alexandre, O. Gapé
- 21 — Dravi Yawovi Edouard, C. Noépé
- 22 — Tsékplé K. Agbessi Jéoffry, O. Niamtougou
- 23 — Gbedjangni Kodjo, O. Abobo
- 24 — Gbémapou Agnès, C. Kovié
- 25 — Gomé Samuel, O. Zolo
- 26 — Johnson Raymond Nestor Kokou, O. Koutoukpa
- 27 — Koffi Jean, O. Assomé
- 28 — Kpôti Adjété Toussaint, C. Chra
- 29 — Lack Samuel Sevlo, O. Amoussoukopé
- 30 — Mensah Koffi Didier, C. Kodjoviakopé
- 31 — Sadjé Koffi Cyprien, C. Tsévié
- 32 — Selly Justin Bruno Kosi, O. Koma
- 33 — Sevor Kossiwa, O. Application Atakpamé
- 34 — Souley Innocent, C. Atakpamé
- 35 — Tété Sewa Emmanuel, O. Centrale Sokodé.

C.C. Mgr. Cessou Lomé.

- 1 — Adje Ayaovi, O. Bè-gare
- 2 — Agbévidé Vincent, O. Atouéta
- 3 — Agbojan Vicentia, C. Noépé
- 4 — Agoudze Chrislieb, O. Bémé-Toutou
- 5 — Ahadzi Azamado, E. Agou-Nyogbo
- 6 — Amagli Roudolphe, C. Aklakou

- 7 — Aniglo Ferdinand, O. Bè-gare
- 8 — Arreis Oval-Désiré, O. Camp
- 9 — Ashorgbor Kuessi Michel, C. Cathédrale
- 10 — Asinyo Têté Joseph, C. Cathédrale
- 11 — Awuitor Victoria, N.D.A. Tsévié
- 12 — Bubehou Kokou Théodule, O. Aklakou
- 13 — Bouaka Koffi Oscar, C. Adéta
- 14 — Dugbé Stéphan, C. Amoutivé
- 15 — Eдорh Hodonou Eugénie, C. Vogan
- 16 — Eho Yao Jonathan, O. Kouma-Apoti
- 17 — Ekué Ayayi Arthur, O. Marius-Moutet
- 18 — Gbénou Pierre, C. Cathédrale
- 19 — Kangni Venance Adamah, C. Amoutivé
- 20 — Kokou Koumedjina Moïse, C. Adidogomé
- 21 — Koumah Komi Pierre, O. Kouma-Apoti
- 22 — Kowou Léontine, O. Bè-gare
- 23 — Kugbé Thomas Klomavi, C. Amoutivé
- 24 — Lacoh Amouzou Dominique, O. Bè-gare
- 25 — Lawson Félicien Tèvi, O. Tabligbo
- 26 — Lawson L. Ambroise Latécoué, C. Nyékonakpoé
- 27 — Lawson Tèvi Christian, O. Kouméa
- 28 — De Medeiros Léontine, O. Jacob Adjallé
- 29 — Nimon Chrétien, C. Tcharé
- 30 — Nouboukpo Pierre, C. Avépozo
- 31 — De Souza Yawovi Séverin, C. Kodjoviakopé
- 32 — Tay Komi Winfried, C. Cathédrale
- 33 — Yovo François, O. Bè-gare
- 34 — Eteh Marie Mawutoé, O. Route d'Anécho
- 35 — Olympio Aristide Kodjo O. Tsévié.

C. St. Pierre et Paul d'Anécho

- 1 — Adanbounou Dédé Odile Jeanne, C. Gounkopé
- 2 — Adododji Kossi, O. Akoumapé
- 3 — Affovi Adoté Valentin, O. Kutchenritter
- 4 — Ajavon Samuel Ayité, C. Adjido
- 5 — Akakpo Kodjo Toussaint, C. Porto-Séguro
- 6 — Akakpovi Adjé, O. Glidji
- 7 — Akakpovi Koffi, O. Marius Moutet
- 8 — Akakpovi Yawovi Philippe, O. Aklakou
- 9 — Akouété Tètèvi, O. Zowla
- 10 — Akpabie Adoudé Hélène, C. Gounkopé
- 11 — Amavi Ayité, O. Kutchenritter
- 12 — Apéatro Sewodo Komlavi, C. Anécho
- 13 — Apégnonwou Kokou Alphonse, O. Gounkopé
- 14 — Avossé Kodjo, O. Agouégan
- 15 — Ayi Tèko Joseph, O. Kutchenritter
- 16 — Bakar Frédéric, O. Bohn
- 17 — Boccovi Togbé André, C. Vogan
- 18 — Danclouvi Messan, O. Zowla
- 19 — Dokou Mathieu, O. Sanoussi
- 20 — Elavagnon Djiffa Antoine, C. Adjido
- 21 — Fadikpe Ramatou Marthe, O. Akoumapé
- 22 — Gbéasor Louis Ayéwanou, C. Porto-Séguro
- 23 — Houelete Vignao, O. Tsévié
- 24 — Kangni Koffi, O. Lama-Kara
- 25 — Katsan Messan André, C. Vogan
- 26 — Kouanvih Messan Cyrille, O. Kutchenritter
- 27 — Kouvidjen Kangni Bernard, C. Anécho Plage
- 28 — Lawson Akakpoussa Jean, C. Porto-Séguro
- 29 — Lawson Anani Ephrem, C. Anécho Plage
- 30 — Lawson Latévi Théophile, O. Palimé
- 31 — Logovi Adassou Joseph, O. Aklakou
- 32 — Nyeletassi Anani, O. Porto-Séguro
- 33 — Nyametso Awounyo Robert, C. Tsévié

- 34 — Soga Kouévi, O. Zowla
- 35 — Sognigbé Bléoussan, O. Bè-Gare
- 36 — Sossoé Anassou, O. Anfoin
- 37 — Teko Christian, O. Zalivé
- 38 — Todjo Pascal Coovi, C. Anécho
- 39 — Tossou Yawo, O. Zowla
- 40 — Tovi Fausta Grégoire Cadien, O. route d'Anécho
- 41 — Zomba René, O. route d'Anécho

C.C. St. Jean Bosco de Tomégbé

- 1 — Aboki Marcel, O. Nuatja
- 2 — Adiabou Vitus, E. Dayes-Apéyéme
- 3 — Adjima Emmanuel, O. Dayes-Elavanyo
- 4 — Adugba Hohanou François, C. Gléi
- 5 — Ahiafor Yao Benjamin, C. Tomégbé
- 6 — Amédodji Vincent, O. Dayes-Apéyéme
- 7 — Aményah Jules, O. Application Atakpamé
- 8 — Aményan Samuel, C. Adéta
- 9 — Ankou Etienne, O. Bémé-Toutou
- 10 — Atitso Jean, O. Bémé-Toutou
- 11 — Awumé Koffi Simon, E. Dayes-Apéyéme
- 12 — Badabadji Issifou, E. Késibo
- 13 — Damessi André, O. Govié
- 14 — Dotsé Komlan Abotsi Patrice, O. Dayes-Ndigbé
- 15 — Djonoukou Séverin, O. Kponvié
- 16 — Dikenou Kwami Christophe, C. Adéta
- 17 — Djissawou Kokou François, C. Kouma Bala
- 18 — Edoh Féli O. Govié
- 19 — Edouadi Kokou Apollinaire Kossi, C. Koutoukpa
- 20 — Etsé Koffi Efraym, E. Dayes Apéyéme
- 21 — Glitsé Sylvestre, O. Dayes-Ndigbé
- 22 — Joyi Martin, E. Woamé
- 23 — Kpédzroku Koffi Benjamin, C. Tomégbé
- 24 — Kodjo William, O. Nuatja
- 25 — Kodjo Noël, O. Palimé
- 26 — Lawson Hangba Pierre Bernard, O. Akaba
- 27 — Louyah Seth, O. Dayes-Elavanyo
- 28 — Mihesso Albert, C. Chra
- 29 — Modjinou Faustin Komla, C. Ezimé
- 30 — Nayo Michel Ankou Yawo, C. Ezimé
- 31 — Novissi Kodjo Jean, O. Kponvié
- 32 — Noukpossé Agboton Joseph, O. Lama-Kara
- 33 — Nomessi Yao, E. Kpélé-Elé
- 34 — Nyassem Koffi Thimothée, E. Dayes-Kpéto
- 35 — Ollé Edoh, C. Badou
- 36 — Siatitsé Traugott, O. Dayes-Elavanyo
- 37 — Tagbéga Innocent, C. Chra
- 38 — Tèbié Raphaël, O. Lom-Nava Atakpamé
- 39 — Yao Okouméni, O. Kougnohou
- 40 — Woedémé Komi Emile, O. Hounabé

C.C. catholique de Kouvé

- 1 — Agbakpém Christophe, C. Kouvé
- 2 — Agnénéffa Adégnon Jean, O. Badougbé
- 3 — Amégan Ezin Théophile, O. Badougbé
- 4 — Aklobessi Kouassi Bernard, O. Avévé
- 5 — Amédjrovi Gagnon, O. Tabligbo
- 6 — Amouzouvi Adjra, O. Tchèkpo Dédékpoé
- 7 — Attignon Mikon-Mé, O. Tchèkpo Dédékpoé
- 8 — Bernard Yawovi, C. Zafi
- 9 — Billet Kodjovi Ahoué, O. Tchèkpo Dédékpoé
- 10 — Digni Michel, O. Agbanakin
- 11 — Guénoukpati Messanvi Théophile, O. Amégnran
- 12 — Gnadjro Tété Ferdinand, O. Togoville
- 13 — Hounzé Anani Innocent, O. Vogan Adjrijo
- 14 — Kpéglo Albert, O. Akoumapé
- 15 — Séguédé Théodore, C. Kouvé
- 16 — Messiga Kokou Emile, O. Ahébé

- 17 — Tassou Kassaro Théodore, O. Bémé-Toutou
- 18 — Tovi Agbantodji Sébastien, O. Vogan-Adjirigo
- 19 — Wotodjo Aguidi Frédéric, O. Vogan-Adjirigo
- 20 — Yidi Messan André, O. Ahépé

Collège protestant de Lomé

- 1 — Ablisiou Bidamon, O. Camp Lomé
- 2 — Abotsi Akuwo Alice, O. Agou-Nyogbo
- 3 — Adzaxo Kossi Pierre, O. Agou-Nyogbo
- 4 — Agbédinou Edwin, E. Kessibo
- 5 — Agboli Houmphrey, O. Palimé
- 6 — Agbolo Philomène Adjoavi, E. Nyékonakpoé
- 7 — Agbovon Koffi Georges, E. Palimé
- 8 — Ahiakou Jonathan, O. Amou-Oblo
- 9 — Ajavon Anani Alphonse Guy, E. Ahanoukopé
- 10 — Akam Yawovi Noble, O. Palimé
- 11 — Akodia Cyprien, E. Landa
- 12 — Alou Célestin, E. Landa
- 13 — Amelor Théodore, E. Alsace-Lorraine Lomé
- 14 — Amouzoukpè Moses, E. Tsévié
- 15 — Assia Gaston, E. Landa
- 16 — Botcholi Yohannès, E. Atakpamé
- 17 — Dza David, E. Agou-Akplolo
- 18 — Dzotsi Kwassi Stéphan, E. Palimé
- 19 — Edeh Messan Rosina, E. Palimé
- 20 — Egoulou Célestin, E. Landa
- 21 — Fiakuna Apédo, C. Yokélé
- 22 — Fiawoo Seth Wolosi Yawo, P. Nyékonakpoé
- 23 — Folly André Ekoué, E. Bè
- 24 — Folly Keeter, E. Agou-Kébo Dogbadzi
- 25 — Kidema Hermann Mèhéza, E. Landa
- 26 — Kokou Abifarim, E. Ahanoukopé
- 27 — Koto Akuvi Patience, E. Palimé
- 28 — Kpanou Kuassi Dieudonné, E. Alsace-Lorraine Lomé
- 29 — Mensah Jonathan, E. Sodo
- 30 — N'Bome Kédéfei, E. Lama-Kpéta
- 31 — Nyavor Japhet, E. Késibo
- 32 — Ocloo Koffi Victor, E. Agou-Kébo Dogbadzi
- 33 — Paranti Samiyè, E. Lama-Kpétah
- 34 — Sokpor Koku Seth, E. Tsévié
- 35 — Sokpor Komi Clément, E. Tsévié
- 36 — Takpayo Tchao, E. Houdé
- 37 — Tantoyi Bator, E. Houdé
- 38 — Tsogbe Kodjo Félix, E. Palimé
- 39 — Wully Mathieu, O. Sanoussi

C. C. Evangelique filles Palimé

- 1 — Amavi Dédé Confort, O. Kutschenritter
- 2 — Amewouko Charlotte, O. Badja
- 3 — Anthony Patience, O. Woamé
- 4 — Arouna Zinabou, O. Bafilo
- 5 — Atsu Justine, O. Palimé
- 6 — Akato Mana Confort, O. Dayes-Apéyéme
- 7 — Ayaovi Bodjona, O. Badja
- 8 — Deku Lydie, O. Dayes-Elavanyo
- 9 — Dokoe Happy, E. Palimé
- 10 — Dounou Marie, O. Palimé
- 11 — Dzodzomenyo Akossiwa Annie, E. Palimé
- 12 — Edee Rosina Abravi, O. Kébou-Etoé
- 13 — Ewuh Béatrice, O. Palimé-Garé
- 14 — Folivia Gladys, O. Lanvié
- 15 — Kponyo Célestine Ayaovi Honorée, E. Ahanoukopé
- 16 — Leguessim Bernardine Yawa, E. Nyékonakpoé
- 17 — Segbefia Victorine, E. Tové
- 18 — Sewonou Adjoavi Anasthasie, O. Agou-Garé
- 19 — Yigan Pelèg Yawavi, E. Nyékonakpoé

C. C. Méthodiste d'Anécho

- 1 — Adade Dèssevi Gaspard, O. Aklakou
- 2 — Adotevi Marguerite Louise Adolevi, O. Bohn
- 3 — Ahoussi Kodjo Mathias, O. Attitogon
- 4 — Ajavon Sophie, O. Anfoin
- 5 — Amouzou André, O. Avévé
- 6 — Awoussi Mawouina, O. Tabligbo
- 7 — Doudjagni Soga Djossou Ferdinand, O. Amégnan
- 8 — Epé Kossi, O. Ahépé
- 9 — Hounsi Amavi Jérôme, O. Agomé-Glozou
- 10 — Koffivi Kodzo Joseph, E. Bè
- 11 — Lakoussan Kokou Robert, M. Porto-Seguro
- 12 — Laré Nibigou, O. Tabligbo
- 13 — Mathey Nesthor, O. Kutschenritter
- 14 — Mensah Dieudonné, O. Atouéta
- 15 — Moussa Ayouba, O. Atouéta
- 16 — Pame Wavier François, O. Tabligbo
- 17 — Pethos Véronique, O. Kutschenritter
- 18 — Segbör Agossou Hubert, O. Djankassé
- 19 — Da Silveira Tète Laurent, O. Séko
- 20 — Sowu Koffi Gustave, E. Alsace-Lorraine
- 21 — Tété Ellihou Emmanuel, O. Kutschenritter
- 22 — Tété Richard Isaac, O. Kutschenritter
- 23 — Tongneviadji Sédina, O. Mango
- 24 — Toundé Amoutchan, O. Atouéta
- 25 — Tovor Akoueté Linus, O. Togoville
- 26 — Zozo Fiokouna, O. Afagnagan

C. C. Catholique d'Agou

- 1 — Agbévé Kossi, Gbalavé-Avénon
- 2 — Ahli Yawoa Rosaline, O. Kouma-Apoti
- 3 — Amedomé Koumikouma, O. Kouma-Apoti
- 4 — Amouzou Komi, O. Kponvié
- 5 — Apeto Kuma Emile, O. Dayes-N'Digbé
- 6 — Attisso Joseph, O. Dayes-Elavanyo
- 7 — Ator Koffi, Adolphe, O. Kébou Etoé
- 8 — Atisé Adolphe, O. Kébou-Etoé
- 9 — Afedo Koku, E. Katikopé
- 10 — Adabra Komlan Gabriel, O. Agou-Garé
- 11 — Agbavor Yao Komla, O. Klonou
- 12 — Apenyowou Kossi Jean, C. Kati
- 13 — Atsoo Kodzo Albert, C. Tové-Agbessia
- 14 — Anku Jean Yawo, O. Palimé
- 15 — Abotsi Ferdinand, O. Dayes-Elavanyo
- 16 — Bele Koku Sébastien, C. Agou
- 17 — Dakou Kodjo Emmanuel, O. Kouma Apoti
- 18 — Degboevi Victor, E. Klonou-Agou
- 19 — Dume Georges, C. Agou
- 20 — Djessou Gerson, O. Govié
- 21 — Dougblor Komlan Emmanuel, O. Kouma Apoti
- 22 — Dokou Sylvestre, O. Gadjagan
- 23 — Etsé Ankou Ben, O. Akata
- 24 — Fiawoumon Aaron, O. Lanvié
- 25 — Folikpo Yaovi, O. Gadjagan
- 26 — Foly Benoît, O. Gadjagan
- 27 — Gbedenou Atsu Emmanuel, O. Kébou Etoé
- 28 — Gblokpo Urbain, O. Agou-Nyongbo
- 29 — Guedemekpo Komlan Lucas, O. Bémé-Toutou
- 30 — Kougbani Komlan Seth, O. Amoussoukopé
- 31 — Kpadoua Kokou Samuel, O. Dayes-N'Digbé
- 32 — Konou Léopold, O. Kouma-Apoti
- 33 — Latevi Kossi Jean, C. Palimé
- 34 — Mawoussi Kossi Yonna, O. Kouma Apoti
- 35 — Nuwokpo Michel, C. Gbalavé-Avénon
- 36 — Nakoutsä Kodjovi Erasmus, O. Akata
- 37 — Nutsudzie Sébastien Kodjo, O. Agou-Kébou-Dogbadzi
- 38 — Satsi Godwin, O. Kouma-Apoti

- 39 — Samtoui Komi Emmanuel, O. Kouma-Apoti
- 40 — Seko Kokou Jean, E. Katikopé
- 41 — Soglo Kossivi Benjamin, O. Amoussoukopé
- 42 — Sokpa Samuel, O. Agou-Gare
- 43 — Tété Yawo William, E. Palimé
- 44 — Tsatsu Raymond, O. Gadjagan
- 45 — Tsogbe Kokouvi Gabriel, C. Kpimé-Tomégbé

Les candidats dont les noms suivent connaîtront ultérieurement leurs affectations

- 1 — Adjanoh Fabien, C. Chra
- 2 — Afanglo Edou Antoine, O. Tohoun
- 3 — Afiadenyo Jannette, C. Badou
- 4 — Akpa Joseph, O. Zolo
- 5 — Amedodji Emmanuel, O. Dayes-Apéyéme
- 6 — Amedodji Atsoutsè, O. Apéyéme
- 7 — Amenougna Thimothé Dogboé, O. Dayes-Elavanyo
- 8 — Amevo Antoine, O. Tinikopé
- 9 — Amomoe Kodjovi Erheinfried, E. Woamé
- 10 — Avousse Louis, O. Dayes-Apéyéme
- 11 — Boevi Georges, O. Hanyigba Duga
- 12 — Dessah Abotsi, O. Tinikopé
- 13 — Gabiam Komi, O. Bémé-Toutou
- 14 — Houkpati Komlan, C. Adéta
- 15 — Kouma Kodjo Enos, O. Bémé-Toutou
- 16 — Konou Thadées, O. Govié
- 17 — N'Gonou Seth, C. Yokélé
- 18 — Tassou Kassara Théodore, O. Bémé-Toutou
- 19 — Tengué Djéhoué, O. Tohoun
- 20 — Toogli Fatsina Joseph, O. Tinikopé

Collège Notre Dame d'Afrique d'Atakpamé

- 1 — Abalo Antoinette Sohokpo, O. Camp
- 2 — Agbeku Afua Thérèse, O. Dayes-Kudjravi
- 3 — Ahianor Afiwa Vanity Célestine, E. Ahanoukopé
- 4 — Alassani Abibatani, N.D.A. Atakpamé
- 5 — Amavi Christine, C. Noépé
- 6 — Atadenyo Antoinette Afiwoa, C. Nyékonakpoé
- 7 — Badjene Béatrice, N.D.A. Atakpamé
- 8 — Dakétsé Flora Koli, C. Nyékonakpoé
- 9 — Dassou Vovor Mana Thérèse, N.D.A. Atakpamé
- 10 — Djokotoe Marie, C. Assahoun
- 11 — Dokou Adjao Cathérine, O. Tinikopé
- 12 — Fabre Renée, O. Route d'Anecho
- 13 — Gaba Kokoé Bénédicte, N.D.A. Atakpamé
- 14 — Goudéagbe Hanouvi Mélanie, C. Yadé
- 15 — Kalaou Cathérine, O. Bassari
- 16 — Kalife Zaina, O. Marina
- 17 — Karvie Afiavi Noélie, C. Nyékonakpoé
- 18 — Kindozoun Augustine Abikou, C. Nyékonakpoé
- 19 — Kokoroko Jeanne, C. Adéta
- 20 — Olympio Francine Edwige, N.D.A. Atakpamé
- 21 — Soglo Cathérine Afiwa, C. Tomégbé
- 22 — Walla Louise, C. Yadé
- 23 — Weske Aboukaye Léontine, O. Kouméa

Les inscriptions ci-dessus en seront valables que si le dossier de candidature correspondant est dûment complété selon les instructions de la circulaire en date du 6 février 1963 envoyée à tous les directeurs des écoles du territoire.

Cours de spécialités

N° 71-D/MEN du 26-7-63 — Les fonctionnaires assimilés, professeurs et chargés de cours au Lycée Bonnacarrère de Lomé percevront pour le troisième trimestre de l'année scolaire 1962-63 (avril, mai, juin 1963) des indem-

nités pour les heures de cours de spécialités dont le taux fixé par l'arrêté n° 22/PM-MIP du 30 janvier 1958 et aux catégories désignées ci-après:

Taux des professeurs licenciés: 18 heures

M. Apédo-Amah, licencié, 2 heures par semaine pendant le trimestre

M. Attignon Hermann, licencié, 7 heures par semaine pendant le trimestre

Taux des adjoints d'enseignement: 18 heures

Mme Gartner Paulette, 7 heures par semaine pendant le trimestre

Mme Séma Andrée, 1 heure par semaine pendant le trimestre

Taux des instituteurs: 18 heures

Mme Kouassigan Reine, 6 heures par semaine pendant le trimestre.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, exercice 1963, chapitre 26, article 5.

Les indemnités sont payables sur le vu d'une attestation de travail effectué établie par le proviseur du Lycée Bonnacarrère de Lomé et certifiée conforme par le directeur de l'enseignement.

N° 72-D/MEN du 27-7-63 — Les fonctionnaires assimilés, professeurs et chargés de cours à l'E.P.C.I. de Sokodé percevront pour le troisième trimestre de l'année scolaire 1962-63 (avril, mai, juin 1963) des indemnités pour les heures de cours de spécialités dont le taux fixé par l'arrêté n° 22/PM-MIP du 30 janvier 1958 et aux catégories désignées ci-après:

Taux des instituteurs: 18 heures

Mlle Mallais Marguerite, 4 heures par semaine pendant le trimestre

MM. Ashiabor Christian, 2 heures par semaine pendant le trimestre

Tessilimi Nourou, 8 heures par semaine pendant le trimestre

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, exercice 1963, chapitre 26, article 8.

Les indemnités sont payables sur le vu d'une attestation de travail effectué établie par le directeur de l'école pratique de commerce et d'industrie de Sokodé et certifiée conforme par le directeur de l'enseignement.

Additif

ADDITIF du 24-7-63 à la décision n° 51/MEN du 30 avril 1963 chargeant de cours de spécialités des fonctionnaires de l'enseignement du second degré et assimilés pendant le deuxième trimestre de l'année scolaire 1962-63 (janvier, février, mars 1963)

Après:

Mme Kouassigan Reine, 18 heures effectives

Ajouter:

Taux des instituteurs: 18 heures

Mme Desport Michèle née Dourse, 7 heures par semaine pendant trois semaines

(Le reste sans changement)

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES
SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Réintégration

N° 244/MFP du 27-7-63 — MM. Tossou John et Déguénon Marcel, ex-agents de police de 2^e échelon sont réintégrés dans leur emploi.

La situation administrative des intéressés s'établit ainsi au point de vue exclusif de l'ancienneté:

Reclassement:

1-1-62 — gardien de la paix 2^e classe 1^{er} échelon indice 270/258 — A.C. 1 an

1-1-63 — gardien de la paix 2^e classe 2^e échelon A.C. néant.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Nominations

N° 236/MFP du 16-7-63 — M. Nabédé Marbou Michel, instituteur adjoint 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, titulaire du diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire (série mathématiques) est nommé instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, indice 750, catégorie B pour compter du 1^{er} juin 1963.

M. Nabédé reste mis à la disposition du ministre des finances (service du trésor, budget général, chapitre 14, article 13).

N° 240/MFP du 25-7-63 — Les agents permanents ci-après en provenance de l'armée, titulaires des diplômes de transmission sont intégrés de la façon suivante dans le cadre des agents spécialisés des Postes et Télécommunications:

Nom et prénoms	Diplômes	Situation actuelle	Situation dans le cadre des agents spécialisés
Natabimama Richard	221/Trans/TA 121/Trans/TA 111/Trans/TA	Agent permanent 5 ^e catégorie échelle A.	Agent spécialisé 2 ^e classe 1 ^{er} échelon indice 270
Djobo Christophe	251/Trans/TA	Agent permanent 5 ^e catégorie échelle A.	Agent spécialisé 2 ^e classe 1 ^{er} échelon indice 270
Djadjaglo Emile	251/Trans/TA	Agent permanent 5 ^e catégorie échelle A.	Agent spécialisé 2 ^e classe 1 ^{er} échelon indice 270

Les agents spécialisés ci-dessus conserveront le bénéfice de leur ancien traitement si celui-ci est supérieur aux émoluments résultant de la présente intégration, jusqu'à ce que par le jeu normal de l'avancement ils acquièrent des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1963.

N° 729/D/MFP. du 25-7-63. — M. Laré Bacco Boukari, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon en service aux affaires économiques, est nommé directeur-adjoint du centre national hospitalier de Lomé.

Ses émoluments seront supportés par le budget autonome du centre national hospitalier.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Titularisations

N° 238/MFP. du 25-7-63 — Les instituteurs adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires dont les noms suivent, déclarés admis au C.E.A.P., sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} octobre 1963, A.C. conservée = 1 an:

Mme. Adorgloh Lydia née Lassey MM. Gbadoe Philippe
MM. Ajavon Roger Agbodjan Richard
Ajavon Roland Aguem Alassani
Mlles Gonçalves Célestine Gbedipé Ruben
Ashiabor Cécile Honou Prosper

MM. Kondi Tchandikou MM. Bako Saïbou
Kossi Koffi Fumey Richard
N'Goyi Christian Mme Dogo Marie née Blakimé
Akpama Samuel

Il est attribué une bonification d'ancienneté d'un (1) an aux intéressés qui sont titulaires du certificat de fin d'études normales, conformément aux dispositions de l'article 29 — III — a — du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961.

Les instituteurs adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon qui conservent une ancienneté de deux ans sont élevés au 2^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} octobre 1963.

N° 241/MFP du 25-7-63 — Les agents techniques de santé 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-après qui ont accompli l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1963, A.C. 1 an:

1 Segbor Joseph 6 Dravie Michel
2 Agbenou Gerson 7 Koumotoo Michel
3 Lawson Martin 8 Akouetey Rose
4 Goudeagbe Symphorien 9 Badohoun Angèle
5 Kouzouame A. Appolin

N° 246/MFP. du 27-7-63. — M. Ashiabor Christian, instituteur de 2^e classe 2^e échelon stagiaire, déclaré admis au CAP est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1962, ancienneté conservée: 1 an.

M. Ashiabor Christian, instituteur de 2^e classe 2^e échelon qui conserve une ancienneté de 2 ans au 1^{er} janvier 1963 est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter de la même date.

Passages automatiques d'échelon

N^o 666-D/MFP. du 16-7-63. — Est constaté pour compter du 1^{er} juillet 1963, le passage automatique au 3^e échelon du grade d'agent spécialisé de la météo de Mme Loco Emma, agent spécialisé principal 2^e échelon A.C. néant.

N^o 689-D/MFP du 18-7-63 — Est constaté, au titre du deuxième semestre 1963 et pour compter des dates ci-dessous, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde des fonctionnaires de l'enseignement :

A. — CADRE DES PROFESSEURS CERTIFIÉS

Au 3^e échelon du grade de professeur certifié de 1^{re} classe
116-10-63 — d'Almeida Christian, A.C. néant professeur certifié 1^{re} classe 2^e échelon

Au 3^e échelon du grade de professeur certifié de 2^e classe
1-7-63 — Lassez A. Faustin, A.C. néant professeur certifié 2^e classe 2^e échelon

Au 4^e échelon du grade de professeur certifié de 3^e classe
1-7-63 — Dosseh Alex, A.C. néant professeur certifié 3^e classe 3^e échelon

1-11-63 — Ajavon Mathan, A.C. néant professeur certifié 3^e classe 3^e échelon

1-11-63 — Ayih Paul, A.C. néant professeur certifié 3^e classe 3^e échelon

B. — CADRE DES INSTITUTEURS

Au 3^e échelon du grade d'instituteur de 1^{re} classe
1-7-63 — Houenasou Daniel, A.C. néant instituteur 1^{re} classe 2^e échelon

C. — CADRE DES INSTITUTEURS ADJOINTS

Au 3^e échelon du grade d'instituteur adjoint de 1^{re} classe

1-7-63 — Johnson David, A.C. 1 an instituteur adjoint 1^{re} classe 2^e échelon

1-7-63 — Lawson Grégoire, A.C. 1 an instituteur adjoint 1^{re} classe 2^e échelon

1-7-63 — Lawson Benoît, A.C. 1 an instituteur adjoint 1^{re} classe 2^e échelon

Au 2^e échelon du grade d'instituteur adjoint de 1^{re} classe

1-7-63 — Johnson Denis, A.C. néant instituteur adjoint 1^{re} classe 1^{er} échelon

Au 2^e échelon du grade d'instituteur adjoint

1-7-63 — Adigo François, A.C. néant instituteur adjoint 2^e classe 1^{er} échelon

1-7-63 — Amouzou K. Bernard, A.C. instituteur adjoint K2^e classe 1^{er} échelon

1-7-63 — Dobou Félix, A.C. néant instituteur adjoint 2^e classe 1^{er} échelon

Au 4^e échelon du grade d'instituteur adjoint de 3^e classe

1-7-63 — Amenouvé Ametognon, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 3^e échelon

Au 3^e échelon du grade d'instituteur adjoint de 3^e classe

1-7-63 — Dogbe Cléophas, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Lawson Nadou Dorcas, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-1-63 — Adamou Kabou, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Afandomon Adodo, A.C. instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Attisso Jean, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Afantchao K. Sebald, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Abaló Antoine, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Akouété Vincent, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Ahiaky Mathieu, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Adagbledu Jonas, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — d'Almeida Didier, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Abiassi Louis, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Acouetey Benoît, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Ayador Gah Otto, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Badebana Gnandi, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Boukari Idrissou, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Chitou Lassissi, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Devo Emmanuel, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Dogbe Séverin, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Dogbe Simon, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Eviou Gerson, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Ewovon Christian, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Gbadoe Vitus, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Gaba Véronique, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Hodedin Messanvi, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Kossi Kouma Nicolas, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Kokou Saya Emmanuel, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Afantsao Simon, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Kpotufe Benjamin, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Kamassah A. Emmanuel, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Klässou Kossi Jean, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Konutsé Jean, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Lawson Boévi François, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Mosso Kpanté Hilaire, A.C. néant instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Mévigbé Koffi, A.C. néant instituteur adjoint
3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Missoh Vincent, A.C. néant instituteur adjoint
3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Moévi Ezéchiél, A.C. néant instituteur adjoint

1-7-63 — Sitti Christian, A.C. néant instituteur adjoint
3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Sanvee Michel, A.C. néant instituteur adjoint
3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Séwavi Tobias, A.C. néant instituteur adjoint
3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Toffa Isidore, A.C. néant instituteur adjoint
3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Tengué Sébastien, A.C. néant instituteur
adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Lawson Christian, A.C. 1 a 6m instituteur
adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Agnékétom Mewa Gabriel, A.C. néant institu-
teur adjoint 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Lawson Agnès, A.C. néant institutrice adjointe
3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Edjolevo Seth, A.C. néant instituteur adjoint
3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Lawson Constance, A.C. néant institutrice
adjointe 3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Bessou Albert, A.C. néant instituteur adjoint
3^e classe 2^e échelon

1-7-63 — Kouanvih Etienne, A.C. néant instituteur adjoint
3^e classe 2^e échelon

Au 2^e échelon du grade d'instituteur adjoint de 3^e classe

1-10-63 — Mazna Pierre, A.C. néant instituteur adjoint
3^e classe 1^{er} échelon

1-10-63 — Lawson F. Bernadin A.C. néant instituteur
adjoint 3^e classe 1^{er} échelon

1-10-63 — Nyaku Norbert, A.C. Néant instituteur adjoint
3^e classe 1^{er} échelon

1-11-63 Tsakadi K. Randolphe, A. C. néant instituteur
adjoint 3^e classe 1^{er} échelon

1-11-63 — Quashie Marie Joseph, A.C. néant instituteur
adjoint 3^e classe 1^{er} échelon

2-10-63 — Adorgloh Martin, A. C. néant instituteur
adjoint 3^e classe 1^{er} échelon

2-10-63 — D'Almeida Gaëtan, A.C. néant instituteur
adjoint 3^e classe 1^{er} échelon

2-10-63 — Barrigah Christian, A.C. néant instituteur
adjoint 3^e classe 1^{er} échelon

2-10-63 — Ekué Hetah Ady, A.C. néant instituteur
adjoint 3^e classe 1^{er} échelon

2-10-63 — N'Kékpo Amefia, A. C. néant instituteur
adjoint 3^e classe 1^{er} échelon

2-10-63 — Anago Frieda née Ahadji, A.C. néant institu-
teur adjoint 3^e classe 1^{er} échelon

2-10-63 — Akpokli Joël Eben-Ezer A.C. néant institu-
teur adjoint 3^e classe 1^{er} échelon

D. — CADRE DES MONITEURS

Au 2^e échelon du grade de moniteurs de 1^{re} classe

1-7-63 — Kodjo Emile, A.C. néant moniteur 1^{re} classe
1^{er} échelon

1-7-63 — Zakari Yada, A.C. néant moniteur 1^{re} classe
1^{er} échelon

1-7-63 — Dantsé Linus, A.C. néant moniteur 1^{re} classe
1^{er} échelon

1-7-63 — Ayéva Souléman A.C. néant moniteur 1^{re} clas-
se 1^{er} échelon

1-7-63 — Adjanor Emile, A.C. néant moniteur 1^{re} clas-
se 1^{er} échelon

1-7-63 — Esoazina Moumouni A.C. néant moniteur 1^{re}
classe 1^{er} échelon

1-7-63 — Randolph Symphorien, A.C. néant moniteur 1^{re}
classe 1^{er} échelon

1-7-63 — Sogadji Nicodème, A.C. néant moniteur 1^{re}
classe 1^{er} échelon

Au 3^e échelon du grade de moniteur de 2^e classe

1-10-63 — Quenum K. Généreux A. C. néant moniteur
2^e classe 2^e échelon

1-10-63 — Folly Julienne A.C. néant monitrice 2^e classe
2^e échelon

1-10-63 — Akué Bernadette A.C. néant monitrice 2^e clas-
se 2^e échelon

1-10-63 — Raymondo Joachim A.C. néant moniteur 2^e
classe 2^e échelon

1-10-63 — Loccoh Madeleine, A.C. néant monitrice 2^e
classe 2^e échelon

1-10-63 — Afola Philippe, A.C. néant moniteur 2^e classe
2^e échelon

1-10-63 — Adjahoto Amouzou, A.C. néant moniteur 2^e
classe 2^e échelon

1-10-63 — Sodji Benoît, A.C. néant moniteur 2^e classe
2^e échelon

1-10-63 — Moévi Cécile, A.C. néant moniteur 2^e classe
2^e échelon

1-10-63 — Awesso Afalo, A.C. néant moniteur 2^e classe
2^e échelon

1-10-63 — Lawson T. Syrim A.C. néant moniteur 2^e clas-
se 2^e échelon

1-10-63 — Lawson L. Philippe, A.C. néant moniteur 2^e
classe 2^e échelon

1-10-63 — Amoni N. Germain, A.C. néant moniteur 2^e
classe 2^e échelon

1-10-63 — Atakouma Benjamin, A.C. néant moniteur 2^e
classe 2^e échelon

1-10-63 — Glokpor Félicité A.C. néant monitrice 2^e clas-
se 2^e échelon

1-10-63 — Amégan Jean, A.C. néant moniteur 2^e classe
2^e échelon

1-10-63 — Glélé K. Emmanuel, A.C. néant moniteur 2^e
classe 2^e échelon

1-10-63 — Eppou Philippe, A.C. néant moniteur 2^e classe
2^e échelon

1-10-63 — Ekué Christine, A.C. néant monitrice 2^e clas-
se 2^e échelon

1-10-63 Dokou Simon, A.C. néant moniteur 2^e classe 2^e
échelon

1-10-63 — Attiogbé Joseph, A.C. néant moniteur 2^e
classe 2^e échelon

1-10-63 — Alidjinou Elie, A.C. néant, monitrice 2^e clas-
se 2^e échelon

1-10-63 — Atohou Josué, A.C. néant moniteur 2^e classe
2^e classe 2^e échelon

1-10-63 — D'Almeida Josephine, A.C. néant monitrice 2^e
classe 2^e échelon

1-10-63 — Johnson Y. Rémy, A.C. néant moniteur 2^e
classe 2^e échelon

1-10-63 — Bini Touadim A.C. néant moniteur 2^e classe
2^e échelon

1-8-63 — Amagli Emmanuel, A. C. néant moniteur 2^e
classe 2^e échelon

1-10-63 — Sogah Hubert, A.C. néant moniteur 2^e classe
2^e échelon

1-10-63 — Zitti Damienne, A.C. néant monitrice 2^e clas-
se 2^e échelon

5-10-63 — Louis Noël, A. C. néant moniteur 2^e classe
2^e classe 2^e échelon

1-10-63 — Tagayi Winfried, A.C. néant moniteur 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Sagba Valentine, A.C. néant monitrice 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Missiamé François, A.C. néant moniteur 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Fumey Adolphe, A.C. néant moniteur 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Logossou Pierre, A.C. néant moniteur 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Lawson Hélène, A.C. néant monitrice 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Gbodui Antoinette, A.C. néant monitrice 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Aquereburu Frieda, A.C. néant monitrice 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Eddah Christian, A.C. néant moniteur 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Ahloyé Hubert, A.C. néant moniteur 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Akouété Cyprienne, A.C. néant monitrice 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Tsogbé Victor, A.C. néant moniteur 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Apénou Y. Célestin, A.C. néant moniteur 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Attiogbé Maurice, A.C. néant moniteur 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Assangado Salifou, A.C. néant moniteur 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Tchallima Sanda, A.C. néant moniteur 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Aholou Amelia, A.C. néant monitrice de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Assaka Moumouni, A.C. néant moniteur de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Seshie A. Emmanuel, A.C. néant moniteur de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — d'Almeida Bénédicte, A.C. néant monitrice de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Etektor Léo, A.C. néant moniteur de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Sagba Charles, A.C. néant moniteur de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Gbenouga Paul, A.C. néant moniteur de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Gado Max, A.C. néant moniteur de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Hungues Lambert, A.C. néant moniteur de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Akué Théophile, A.C. néant moniteur de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Kpakpaloulou Emile, A.C. néant moniteur de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Tam Gnaouissima, A.C. néant moniteur de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Adorglo Victoria, A.C. néant monitrice de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Amouzou Léa, A.C. néant monitrice de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Abalo Aimée, A.C. néant monitrice de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Behanzin Renée, A.C. néant monitrice de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Creppy Florentine, A.C. néant monitrice de 2^e classe 2^e échelon
 1-10-63 — Akakpo Kokoè, A.C. néant monitrice de 2^e classe 2^e échelon

15-12-63 — Lack Etienne, A.C. néant moniteur de 2^e classe 2^e échelon
 15-12-63 — Tchallin Hilaire, A.C. néant moniteur de 2^e classe 2^e échelon

Au 2^e échelon du grade de moniteur de 2^e classe

1-10-63 — Abdoulaye Adam, A.C. néant moniteur de 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Bittho Joseph, A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Sama Badji Félix, A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Koffi François, A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Akanyi Jonas, A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Honkou Alfred, A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Alassani Adrien, A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Ayeva Mariama, A.C. néant monitrice 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Degue Richard, A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Zotchi Delphine, A.C. néant monitrice 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Anthony Prisca, A.C. néant monitrice 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Olympio Evangéline, A.C. néant monitrice 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Gaba Augusta, A.C. néant monitrice 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Maboudou Fatouma A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Dongo Issaka, A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Mensah Irène, A.C. néant monitrice 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Wagbe Nicolas, A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Bekpenté Alexandre, A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon
 1-10-63 — Anato Marcellin, A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon
 16-10-63 — Tsomafo Ambroise, A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon
 16-10-63 — Ibrahima Salifou, A.C. néant moniteur 2^e classe 1^{er} échelon

E. — CADRE DES MAITRES D'EDUCATION PHYSIQUE

Au 4^e échelon du grade de maître d'éducation physique de 3^e classe

1-7-63 — Elesessi Eugène, A.C. 9 mois, maître d'éducation physique 3^e classe 3^e échelon

Au 3^e échelon du grade de maître d'éducation physique de 3^e classe

1-11-63 — Brun Romuald, A.C. néant, maître d'éducation physique 3^e classe 2^e échelon.

Engagements

N^o 671-D/MFP du 16-7-63. — Est embauché en qualité de facteur permanent, M. Quacoe Augustin n^o mle 11. 785.

Cet agent, dont le salaire est fixé à 41 francs l'heure correspondant à l'échelle C échelon 1 de la convention collective ferroviaire sera rémunéré sur le chapitre 1, article 2, paragraphe 2 du budget annexe des CFT (exercice 1963).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 694-D/MFP du 18-7-63. — Sont embauchés en qualité de chef de train et facteurs permanents, les agents dont les noms suivent :

Koudipey Justin, n° mle 11.782
Djimessa Djadu Jérôme, n° mle 11.783
Patheng Apollinaire, n° mle 11.784.

Ces agents, dont le salaire est fixé à 43,90 l'heure correspondant à l'échelle D échelon 1 de la convention collective ferroviaire seront rémunérés sur le chapitre 1, article 2, paragraphe 2 du budget annexe des chemins de fer du Togo (exercice 1963).

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 703-D/MFP du 22-7-63. — M. Hounkpati Nicolas est engagé en qualité de chauffeur permanent 5^e catégorie échelle A pour compter du 17 mai 1963 et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (cabinet).

Son traitement sera imputé au chapitre 18, article 2 du budget général.

N° 747-D/MFP du 29-7-63. — M. Télou Kossi est engagé en qualité d'enquêteur permanent 2^e catégorie échelle A et mis à la disposition du ministre des finances, de l'économie et du plan (service de la statistique) en remplacement de M. Méatchi Emile, élu député.

Son traitement sera imputé au chapitre 14, article 18 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Régularisation de situations administratives

N° 237/MFP du 16-7-63. — Est et demeure rapporté l'arrêté 1/PM-FP du 3 janvier 1957 portant nomination :

M. Sagbo Rigobert, ex-brigadier de 1^{re} classe du corps des gardes céréales est intégré dans le cadre local des agents de police en qualité de brigadier 2^e échelon pour compter du 1^{er} janvier 1957.

La situation administrative de M. Sagbo Rigobert est ainsi régularisée au point de vue exclusif de l'ancienneté :

brigadier-chef 1^{er} échelon 1-1-59.
brigadier-chef 2^e échelon 1-1-61.
Reclassement au 1-1-62 :

gardien de la paix 2^e classe 4^e échelon, indice 390/424 — A.C. 1 an.

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter du 1^{er} juillet 1963.

N° 243/MFP du 25-7-63. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 241/MFP du 13 août 1962 portant abaissement d'échelon de M. Pana Koffi.

La situation administrative de M. Pana Koffi, préposé du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement s'établit ainsi au point de vue exclusif de l'ancienneté :

1-1-62 préposé 2^e classe 2^e échelon A.C. 2 ans.
1-1-62 préposé 2^e classe 3^e échelon A.C. néant.

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter du 1^{er} juillet 1963.

Affectations — Mutations

N° 664-D/MFP du 16-7-63. — Est et demeure rapportée, en ce qui concerne M. Hontogbé Marcellin Gabriel, commis d'administration principal, la décision n° 384/MFP du 6 mai 1963 portant mutations,

M. Hontogbé reste affecté à la circonscription administrative de Kandé (budget général, chapitre 12, article 5).

N° 665-D/MFP du 16-7-63. — M. Amoussou-Kpakpa Virgile, adjoint administratif principal 2^e échelon, précédemment en service à Anécho est mis à la disposition du vice-président, ministre des finances, de l'économie et du plan (service financement des programmes, budget général, chapitre 14, article 17) en remplacement numérique de M. Noutchet-Messan Laurent, adjoint administratif principal de C.E., en instance de mise à la retraite.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 676-D/MFP du 16-7-63. — M. Tossou Michel, adjoint technique de 1^{re} classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de retour de stage de formation professionnelle, et arrivé à Lomé le 7 juillet 1963, est remis à la disposition du ministre de l'économie rurale.

N° 686-D/MFP du 18-7-63. — M. Klaus Heinz, ingénieur diéseliste, nouvellement mis à la disposition du gouvernement de la République togolaise au titre de l'assistance technique allemande, et arrivé à Lomé, le 14 juin 1963, est mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications (réseau des CFT).

N° 687-D/MFP du 18-7-63. — M. Lawson Théophile, officier de police adjoint de 2^e classe 3^e échelon, en service à Lomé, est mis à la disposition du ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion (budget général, chapitre 6, article 10).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 699-D/MFP du 18-7-63. — M. Thon Philibert, adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon, en service à la circonscription administrative de Lomé, est mis à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique, (budget général, chapitre 24, article 5), en remplacement de M. Amouzou Adolphe, adjoint administratif principal, qui reçoit une autre affectation.

M. Amouzou Adolphe, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle, en service au ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique, est mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications (budget général, chapitre 18, article 2), en remplacement de M. Baka Komi Alphonse, commis dactylographe, qui reçoit une autre affectation.

M. Baka Komi Alphonse, commis dactylographe adj. 2^e échelon du cadre local de la Côte d'Ivoire, en service au ministère des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications est mis à la disposition du ministre de l'intérieur pour servir à la circonscription administrative de Lomé, en remplacement de M. Thon Philibert, adjoint administratif, qui a reçu une autre affectation (budget général, chapitre 12, article 5).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 700-D/MFP du 22-7-63. — M. Bruce Kaiser Joseph, employé de bureau, en service au ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique est mis à la disposition du ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion (service de l'information budget général, chapitre 6, article 8).

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 727-D/MFP du 25-7-63. — M. Sossah Emmanuel Dagobert, commis contractuel des SAFC en service détaché au centre d'information des Nations Unies, est mis à la disposition du ministre de la santé publique (pharmacie d'approvisionnement, budget général, chapitre 22, article 5), en remplacement numérique de M. Gbédéma David, adjoint administratif, en instance de mise à la retraite.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} août 1963.

N° 749-D/MFP du 29-7-63. — M. Amégan César, agent permanent 6^e catégorie échelle A, en service au ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique est mis à la disposition du ministre de l'intérieur pour servir à la circonscription administrative de Lomé (budget général, chapitre 12, article 5), en remplacement de M. Djabaku Edmond, agent permanent qui reçoit une autre affectation.

M. Djabaku Edmond, agent permanent 5^e catégorie échelle A, en service à la circonscription administrative de Lomé est mis à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique (budget général, chapitre 24, article 2), en remplacement de M. Amégan César, qui a reçu une autre affectation.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

Absence

N° 251/MFP du 2-8-63. — Est constatée, pour compter du 10 avril 1963, l'absence de son poste de M. Bitassa Benoît, gardien de la paix de 2^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de la police.

Pendant toute la durée de son absence, M. Bitassa n'aura droit à aucun traitement.

Maintien et mise en disponibilité

N° 239/MFP du 25-7-63. — M. Gomez Antoine, préposé principal 2^e échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, placé dans la position de disponibilité sans traitement, est maintenu, sur sa demande, dans cette position pour une nouvelle période d'un (1) an, pour compter du 1^{er} août 1963.

N° 242/MFP du 25-7-63. — Mme Nubukpo Rosaline, née Akpokli, sage-femme de 2^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel médical et technique en service à Tabligbo, est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement, pour une durée d'un (1) an, pour compter du 1^{er} août 1963.

Détachement

N° 252/MFP du 2-8-63. — M. Kpatchavi Jean, adj. technique de 2^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture est placé, sur sa demande, dans la position de détachement pour une durée de cinq (5) ans renouvelable, à compter du 1^{er} janvier 1963, pour servir auprès de l'O.R.S.T.O.M.

Pendant toute la durée de son détachement, les émoluments de M. Kpatchavi seront à la charge de l'O.R.S.T.O.M.

Les versements des retenues ainsi que la contribution supplémentaire pour pension seront effectués conformément à la réglementation en vigueur.

Cessations de fonctions

N° 682-D/MFP du 18-7-63. — Est constatée, pour compter du 16 août 1963, la cessation définitive des fonctions de M. Kponton Hubert, instituteur en retraite, secrétaire général de l'école togolaise d'administration.

N° 715-D/MFP du 24-7-63. — Est constatée, pour compter du 13 juillet 1963, la cessation des fonctions de M. Ahoussi Bernard, employé de bureau en service au ministère des affaires étrangères.

Pendant toute la durée de sa cessation de fonctions, M. Ahoussi n'aura droit à aucun traitement.

N° 742-D/MFP du 25-7-63. — La décision n° 26/MFP du 23 janvier 1963 portant licenciement d'agents permanents pour limite d'âge, est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Salifou Gnadé, serre-frein, échelle D échelon 5.

Est constatée pour compter du 1^{er}-5-63, la cessation définitive de fonctions de M. Salifou Gnadé, serre-frein échelle D échelon 5 n° mle 10352 qui justifie à cette date de plus de 20 ans de services effectifs dans l'administration du Togo (né en 1908 et engagé en 1933).

M. Salifou Gnadé peut prétendre au bénéfice de l'allocation viagère annuelle égale à 15 o/o de son salaire moyen des douze derniers mois, pour chaque année de présence dans les conditions définies par l'arrêté n° 446-55/ITLS du 27 avril 1955. Il aura droit en outre à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

N° 247/MFP du 31-7-63. — Est constatée, pour compter du 26 avril 1963, la cessation des fonctions de M. Franklin Albert, médecin en chef 3^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique.

Pendant toute la durée de sa cessation de fonctions, M. Franklin n'aura droit à aucun traitement.

Admission à la retraite

N° 245/MFP du 27-7-63. — M. Lawson Benoît, instituteur adjoint de 1^{re} classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite, pour compter du 1^{er} janvier 1964.

Additifs

ADDITIF du 22 juillet 1963 à la décision n° 286/MFP du 8 avril 1963 portant passage automatique d'échelon.

Cadre des adjoints administratifs

Au 3^e échelon du grade d'adjoint administratif de 2^e classe

Après:

1-1-63, Fumey A.K. Christophe — A.C. 6 mois, adjt. administratif 2^e classe 2^e échelon.

Ajouter:

1-1-63, Mensah Armand Appolinaire — A.C. 1 an 4 mois, adjoint administratif 2^e classe 2^e échelon.

(Le reste sans changement).

ADDITIF du 25 juillet 1963 à l'additif en date du 22 mai 1963 à la décision n° 348/MFP du 30 avril 1963 portant passage automatique d'échelon.

Au 3^e échelon du grade d'agent de constatation de 1^{re} classe

Après:

17-1-63, Attisso François — A.C. néant, agent de constatation 1^{re} classe 2^e échelon.

Ajouter:

1-1-63, Dupuy Louis Denis — A.C. néant, agent de constatation 1^{re} classe 2^e échelon.

(Le reste sans changement).

ADDITIF du 25 juillet 1963 à la décision n° 349/MFP du 30 avril 1963 portant passage automatique d'échelon.

C — Cadre des instituteurs adjoints

Au 3^e échelon du grade d'instituteur adjoint de 3^e classe

Après:

1-1-63, Djibom Emmanuel — A.C. 1 an, instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon.

Ajouter:

1-1-63, Nicoué Begla Léon — A.C. 1 an, instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon.

1-1-63, Aziagbe Frédéric — A.C. 1 an, instituteur adjoint 3^e classe 2^e échelon.

(Le reste sans changement).

ADDITIF du 25 juillet 1963 à la décision n° 350/MFP du 30 avril 1963 portant passage automatique d'échelon.

D — *Cadre des infirmiers d'Etat et des agents d'hygiène d'Etat.*

Après :

1-1-63, Quaye Louise — A.C. néant, infirmière d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon.

Ajouter :

1-1-63, Mensah Louis — A.C. néant, infirmier d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon.

(Le reste sans changement).

ADDITIF du 25 juillet 1963 à l'arrêté n° 85/MFP du 6 mars 1963 portant titularisation d'instituteurs adjoints.

Pour compter du 1^{er} janvier 1962

Après :

Agbokou Jean

Ajouter :

Do Régo Félicien Adékpuï Louis
Djobo D. Désiré Kortoh Alphonse.

Pour compter du 2 octobre 1962

Après :

N'Kekpo Améfià

Ajouter :

Akpokli Joël Eben-Ezer.

(Le reste sans changement).

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE RURALE

Affectations

N° 57-D/MER du 22-7-63. — M. Agboton Sylvestre, ingénieur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon de l'élevage, de retour de stage de formation professionnelle en matière de pêche, est affecté au service des pêches avec résidence à Lomé.

Les émoluments de l'intéressé sont imputables sur le chapitre 20, article 5, paragraphe 1 du budget général.

La présente décision prend effet à partir de la date de sa signature.

N° 60-D/MER du 24-7-63. — Les surveillants permanents des eaux et forêts nouvellement engagés reçoivent les affectations ci-après :

M.M. Amégan Mathias, agent permanent 4^e catégorie échelle A à Fazao (circonscription administrative de Sokodé) ;

Bokossa Gaoa, agent permanent 4^e catégorie échelle A à Malfakassa (circonscription administrative de Sokodé).

Assoula Bernard, agent permanent 4^e catégorie échelle A à Barkoissi (circonscription administrative de Mango).

Kolombia Jérôme, agent permanent 4^e catégorie échelle A à Koumongou (circonscription administrative de Mango).

Doga Batoma, agent permanent 3^e catégorie échelle A à Tsaraga (circonscription administrative de Mango).

Djato Noël, agent permanent 4^e catégorie échelle A à Timbou (circonscription administrative de Dapango).

Mabalo Patrice, agent permanent 4^e catégorie échelle A à Bidjenga (circonscription administrative de Dapango).

Mensah Anani, agent permanent 3^e catégorie échelle A à Nakitindi-Est (circonscription administrative de Dapango).

Mensah K. Michel, agent permanent 3^e catégorie échelle A à Kouvé (circonscription administrative de Tabligbo).

Tométy Emmanuel, agent permanent 3^e catégorie échelle A à Tométycondji (circonscription administrative de Tabligbo).

Adoukonou Antoine, agent permanent 3^e catégorie échelle A à Assrama (circonscription administrative de Nuatja).

Akuesson Yeah, agent permanent 3^e catégorie échelle A à Kpélé-Elè (circonscription administrative de Klouto).

Sessi Boniface, agent permanent 3^e catégorie échelle A à Bafilo (circonscription administrative de Bafilo).

Les émoluments des intéressés restent imputables au budget général, chapitre 20, article 6.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 16 septembre 1963, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 69 centiares, connu sous le nom de Tokoin et borné à l'est et au nord par Ayikpè Konou, au sud et à l'ouest par des rues en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Koffi Miga Antoine, professeur au Lycée Bonnacarrère à Lomé, suivant réquisition du 8 avril 1963, n° 4567.

Le mardi 17 septembre 1963, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 1 are 52 centiares, connu sous le nom de quartier n° 9 et borné au nord par une ruelle non dénommée, à l'est par Aurelia Massanh Daku, au sud par William Fumey, à l'ouest par Cécile Adomévenou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kowu Pierre, maître d'école à la mission Catholique de Lomé, suivant réquisition du 10 avril 1963, n° 4568.

Le mercredi 18 septembre 1963, à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 18 centiares, connu sous le nom de Nyekonakpoé et borné à l'est et à l'ouest par les héritiers de feu Eulalie Amarin, au nord par les héritiers de feu Octaviano Olympio, au sud par la rue Pasteur Baéta, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Kayi Foligah, revendeuse à Lomé, suivant réquisition du 12 avril 1963, n° 4569.

Le mercredi 18 septembre 1963, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un carré, d'une contenance de 6 ares, 24 centiares 80, connu sous le nom de Amoutivé et borné à l'est, à l'ouest et au sud par la propriété Guinnou Sodoga et au nord par la rue Colonel Millous, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Placktor Joseph Faustin, vendeur de bois à Lomé, suivant réquisition du 16 avril 1963, n° 4570.

Le lundi 23 septembre 1963, à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dayes-Elavagnon, circonscription administrative de Klouto, consistant en un terrain rural complanté de caféiers et de quinquina ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 64 ares 19 centiares, connu sous le nom de Toganmégbé et borné à l'est par le ruisseau Dayes, au nord, au sud et à l'ouest par Daniel Sonamé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Arnold Degnigba, acheteur de produits à Dayes Elavagnon (circonscription de Klouto), suivant réquisition du 26 novembre 1958, n° 4571.

Le mercredi 2 octobre 1963, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Yadé-Bô, circonscription administrative de Lama-Kara, consistant en un terrain rural, bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 9 ares 1 centiare et borné au nord par Tomsî, à l'est par la route Lomé-Dapango, au sud par Nimdé et à l'ouest par Tattayi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Wala François, moniteur à la mission catholique de Yadé (circonscription de Lama-Kara), suivant réquisition du 11 septembre 1962, n° 4572.

Le lundi 16 septembre 1963, à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abové, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un trapèze, d'une contenance de 12 ares 85 centiares 41 et borné à l'est par Tozo, au nord par la route Lomé-Palimé, au sud et à l'ouest par des rues en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gassou Anani Ernest, ingénieur d'agriculture demeurant à Lomé, 8, rue Bugeaud, suivant réquisition du 25 avril 1963, n° 4573.

Le mercredi 2 octobre 1963, à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baou, circonscription administrative de Lama-Kara, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 11 ares 88 centiares et borné à l'est par la route Lomé-Dapango, à l'ouest par Tchédé Dao, au nord par Bikli Dao, au sud par Soba N'Zonou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Alpha Vitus, ouvrier des travaux publics à Niamey (Niger) représenté par le sieur Alpha Idrissou, maison Palanga à Lama-Kara, suivant réquisition du 30 juin 1959, n° 4574.

Le jeudi 3 octobre 1963 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lama-Kara, circonscription administrative de Lama-Kara, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 hectare 13 ares 30 centiares, connu sous le nom de Kpinyinboua et borné à l'est, à l'ouest, au nord et au sud par la famille Tcheo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Bodjona Ali Alphonse, chef de la circonscription de Pagouda, suivant réquisition du 24 novembre 1961, n° 4575.

Le samedi 5 octobre 1963 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, circonscription administrative de Sokodé, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 31 ares 68 centiares, connu sous le nom de Didaouré et borné au nord par la rue d'aviation, à l'est par El-Hadji Idrissou, au sud par El-Hadji Abdoulayi, à l'ouest par El-Hadji Bamoi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur El-Hadji Séibou, commerçant à Sokodé, suivant réquisition du 23 novembre 1961, n° 4576.

Le vendredi 20 septembre 1963 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè, circonscription administrative de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 2 hectares 21 ares 20 centiares, connu sous le nom de Attiégo et borné au nord par Woedinanou Mivessomé, au sud par la famille Lanbité, à l'ouest par Attisso Mivessomé et Apédo Mivessomé, à l'est par Nevenoudé, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Dossavi Thérèse Tchotchovi, revendeuse à Lomé, suivant réquisition du 30 avril 1963, n° 4577.

Le vendredi 4 octobre 1963 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bassari, circonscription administrative de Bassari, consistant en un terrain urbain, bâti, sur lequel ont été édifiés deux bâtiments avec dépendances en dur, recouverts de tôles d'une contenance approximative de 1 are 83 centiares, connu sous le nom de Biakpabé et borné au nord, au sud et à l'est par la collectivité du quartier Biakpabé, à l'ouest par la route Bassari-Kabou, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines, chargé de la régie des biens dépendant du domaine privé de la République togolaise, suivant réquisition du 12 avril 1962, n° 4578.

Le jeudi 19 septembre 1963 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpogan circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 81 ares 84 centiares, connu sous le nom de Vegodji et borné au nord par Amuzuvi Hukpatssi, à l'est par Séwodor Zisu, au sud par Afanu Yovo et Gbédékpe Agbo

et à l'ouest par Amuzuvi Gadese Yovo, dont l'immatriculation a été demandée par M. Fiaklu Koto, cultivateur à Kpogan, suivant réquisition du 6 mai 1963, n° 4579.

Le Conservateur de la propriété foncière,
E. K. Dogbé

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Pour l'alimentation en eau potable de la ville d'Anécho

Le service des Travaux publics se propose de faire exécuter les travaux nécessaires à l'alimentation en eau potable de la ville d'Anécho.

Les travaux sont divisés en 2 lots-

Lot n° 1 — Canalisations, robinetterie et fontainerie

Lot n° 2 — Construction de 4 réservoirs en béton armé.

Les entrepreneurs peuvent soumissionner pour 1 ou pour les 2 lots et leurs soumissions établies dans la forme indiquée au dossier d'appel d'offres, accompagnées des pièces énumérées dans ce dossier devront parvenir par pli recommandé ou être déposées, pour le 28 octobre 1963 avant 17 heures G.M.T. à l'adresse suivante:

Monsieur le Président de la commission consultative des Marchés

Palais du gouvernement à Lomé

Tous renseignements peuvent être obtenus près de l'arrondissement hydraulique du service des Travaux publics à Lomé. Les dossiers peuvent être délivrés sur demande adressée à:

— B.C.E.O.M. — B.P. 234 à Cotonou, accompagnée d'un chèque de 10.000 francs C.F.A. à l'ordre de cette Société.

— B.C.E.O.M. — 90 Bd. Latour-Maubourg Paris (7^e) accompagnée d'un chèque de 200 francs à l'ordre de cette société.

Lomé, le 19 juillet 1963

Le directeur du service des travaux publics
R. Marchal.